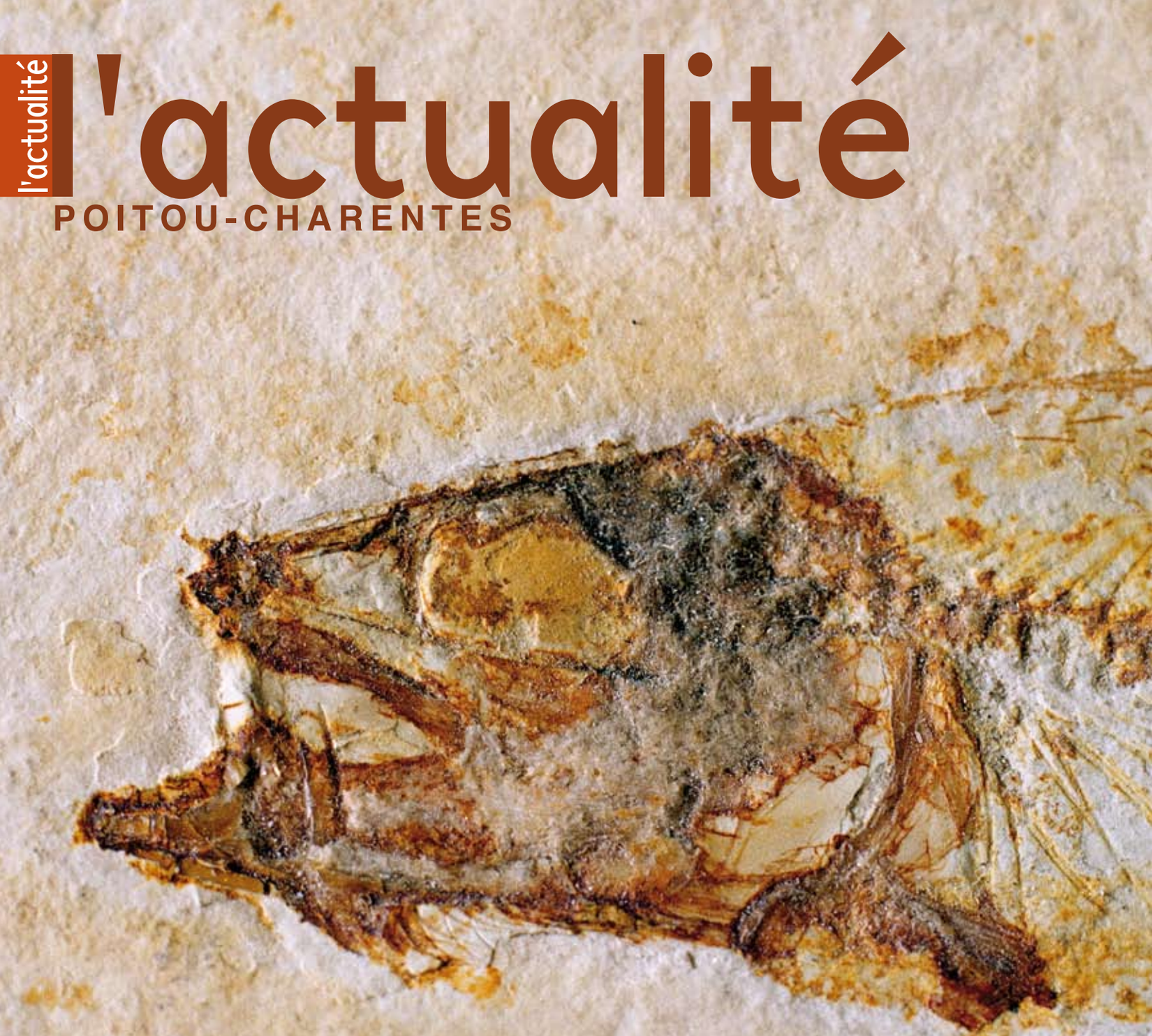
l'actualité
POITOU-CHARENTES



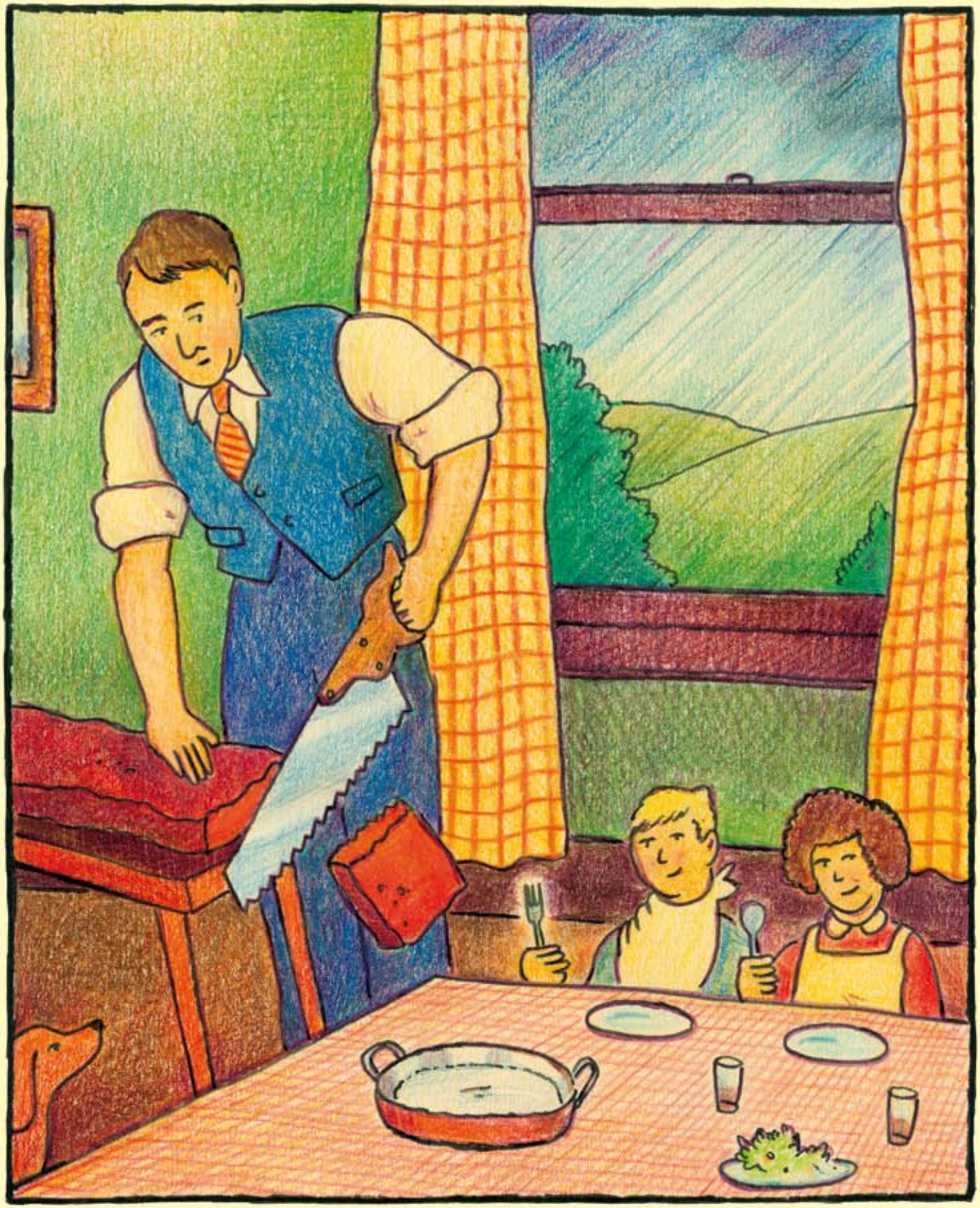
L'ÉVOLUTION
EXPLIQUÉE AUX BIPÈDES

UN CRIME PARFAIT
PAR ALBERTO MANGUEL

SUR LA CRISE
PAROLE AUX JEUNES CHERCHEURS

LES UTOPIES ■ MICHEL CHAILLOU

■ AVRIL ■ MAI ■
■ JUIN ■ 2009 ■
■ N° 84 ■ 5,5 € ■
9 782911 320194



CHAQUE DIMANCHE NOUS AVIONS DROIT À
UNE PETITE PORTION DE FRESSURE MAISON

Glen Baxter 2009

sommaire

4 **RECHERCHE, CULTURE, ROUTES, SAVEURS**

14 **MICHEL CHAILLOU, DIGRESSION MAJEURE**
Dans *Le dernier des Romains*, Michel Chaillou revient en terre poitevine, au bord de la Gartempe. Par François Bon.

16 **MARINE BLANDIN, ENVIES DE RIRE**
En résidence à la Maison des auteurs d'Angoulême, Marine Blandin a reçu le prix 2009 Jeunes Talents Poitou-Charentes.

18 **UN NOUVEAU MUSÉE À VOIR ET À LIRE**
Ouverture en juin à Angoulême du musée de la bande dessinée.

19 **BOUILLON DE CONTRE-CULTURE**
La fanzinothèque de Poitiers, unique en France, a vingt ans.

20 **UTOPIE, DU PHÉNOMÈNE LITTÉRAIRE À L'ÉPIPHÉNOMÈNE POLITIQUE**
Des utopies littéraires, seule Icarie a donné lieu à deux générations d'expérience communautaire. Par Véronique Mendès.

23 **GUY DEBORD, UN TRÉSOR NATIONAL**
Commentaire par l'un de ses éditeurs, à Cognac : Georges Monti.

24 **L'UTOPIE POUR OBJECTIF**
Portrait de Benoît Perraud, jeune réalisateur engagé.

21 **J'AI RÊVÉ DE MATIN TRÈS PURS**
L'écrivain Bernard Ruhaud a rêvé d'un autre monde.

26 **UN CRIME PARFAIT**
Alberto Manguel s'interroge sur la perfection des machineries sociales et le fanatisme de l'efficacité «à tout prix», en s'appuyant sur deux exemples empruntés à la fiction : *Le bureau des assassinats* de Jack London et *2001 Odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick.

30 **LA PANIQUE DE 1837**
La spéculation sur les terres de l'Ouest américain a provoqué l'une des premières grandes crises financières. Par Fabrice Scotto.

32 **LES CRÉDITS SUBPRIME AMÉRICAINS**
La mauvaise utilisation de la technique de la titrisation est l'un des principaux facteurs de la récente crise financière. Par Valerio Forti.

34 **LA BANQUE DÉFAILLANTE**
Les turbulences qui secouent l'économie mondiale ont mis sur le devant de la scène un acteur essentiel : le banquier. Par Valérie Debrut.

36 **D'EST EN OUEST**
Des difficultés de planification aux contraintes de libéralisation, le cas des p ays d'Europe centrale et orientale. Par Thibault Cuénoud.

38 **MODÈLE À REPENSER**
Les pays du Sud cumulent plusieurs types de crises : alimentaire, énergétique, climatique, sociale. Entretien avec Benoît Théau.

40 **DROITS À POLLUER : UN COMMERCE JUTEUX**
A propos du livre d'Aurélien Bernier : *Le Climat, otage de la finance*.

41 **LA CRISE RÉVÈLE UNE PERTE DE MODÈLES**
Entretien avec le psychanalyste Vincent Estellon.

42 **AU SERVICE DU MARQUIS DE VOYER**
Reflets de l'art du sculpteur du roi, Augustin Pajou, disparu il y a deux siècles, le 8 mai 1809.

44 **EXPLORATION IN SITU DE L'ARCHITECTURE ROMANE**
Un nouveau centre d'interprétation à Saint-Amant-de-Boixe.

45 **LES OSTENSIONS LIMOUSINES**
Des manifestations organisées tous les sept ans, dont l'origine remonte à l'épidémie du mal des ardents, en 994. Par Edina Bozoky.

46 **L'ÉVOLUTION EXPLIQUÉE AUX BIPÈDES**
L'exposition «Les sciences de l'évolution» propose une initiation didactique à la théorie initiée par Charles Darwin en 1859, qui nourrit depuis la biologie, la paléontologie ou la génétique.

48 **CULTURE SCIENTIFIQUE**

édito

Etrange coïncidence entre le bicentenaire Darwin, dont la théorie a été souvent galvaudée notamment pour expliquer le fonctionnement des sociétés humaines, et l'actuelle crise mondiale. Paradoxalement ce sont les «gros» qui sont menacés en premier. Dans ce contexte, l'évolution, l'adaptation, la loi du plus fort constituent une approche simpliste, désormais caducs.

A un moment où ceux qui commentent la crise sont ceux-là même qui en ont été les acteurs, la parole des experts risque encore plus qu'auparavant d'être démonétisée. C'est pourquoi, ce dossier de *L'Actualité* bâti sur la crise fait appel à des jeunes chercheurs qui apportent explications et commentaires sous des angles particuliers et inattendus. L'histoire et le droit viennent éclairer les analyses. Mais aussi l'imagination et la fiction dont Alberto Manguel nous montre qu'elles avaient anticipé sur les errements des mécaniques sociales et économiques récentes.

Dans ce contexte, la créativité et l'innovation au plan régional créent les conditions d'une résistance et d'un rebond. Comme le prouvent les laboratoires de recherche en science de la vie et science pour l'ingénieur à l'honneur dans cette édition.

Si la vie universitaire est perturbée en ce moment, c'est par un mouvement dont l'ampleur et la radicalité sont à la hauteur du sentiment d'incompréhension, voire de mépris, qui existe entre le monde des décideurs et celui de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'histoire a déjà connu des moments similaires où il a fallu composer avec le passé et investir dans des voies nouvelles. C'est une occasion unique de reformuler notre identité en s'appuyant sur nos spécificités.

Didier Moreau

En couverture : *Leptolepis knorri*, Kimmeridgien (-155 millions d'années), site de Solenhofen. Photo Marc Deneyer.

l'actualité POITOU-CHARENTES

L'Actualité scientifique, technique, économique Poitou-Charentes est éditée par l'Espace Mendès France avec le soutien du Conseil Régional de Poitou-Charentes et avec le concours du CNRS, de l'ENSMA, de l'Université de Poitiers, de la Ville de Poitiers, du CHU de Poitiers.

1, place de la Cathédrale 86000 Poitiers Tél. 05 49 50 33 00
Internet : http://actualite-poitou-charentes.info
E.mail : jl.terradillos@emf.ccsti.eu
Rédaction – Diffusion : 05 49 51 56 00 ■ Abonnements : voir p. 50 ■ Directeur de la publication : **Mario Cottron**
Directeur délégué : **Didier Moreau** ■ Rédacteur en chef : **Jean-Luc Terradillos** ■ *Fondateurs : Christian Brochet, Claude Fouchier, Jean-Pierre Michel*
CPPAP : 68 797 ISSN 1761-9971 ■ Dépôt légal : 2e trimestre 2009
Conception – Réalisation : **Agence de presse AV Communication - Claude Fouchier**
Graphiste : Fred Briand - Poitiers ■ Imprimerie Sopan-Vieira - Angoulême.

Le magnétisme, dernière face cachée de la Lune

Avec un peu d'imagination, on pourrait les décrire comme des apéricubes extraterrestres. On ne serait pas si éloigné de la réalité : ces quatre petits blocs gris d'un centimètre de côté ont été taillés dans du basalte lunaire. Ils ont fait l'objet d'expériences durant une semaine, en mars, dans le laboratoire de combustion et détonique (LCD-CNRS) de l'Ensma – Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique –, près de Poitiers. «La Nasa, à Houston, nous a prêté ces échantillons de 3 à 4 g, découpés dans des roches de plusieurs kilos ramenés par les astronautes lors des missions Apollo 14, 15 et 17 [en 1971 et 1972], explique Jérôme Gattacceca, chercheur au Cerege* d'Aix-en-Provence. Notre but est de déterminer l'origine du magnétisme lunaire.»

La Lune possède un champ magnétique hétérogène et très faible. Toute la question est de savoir s'il est interne, c'est-à-dire s'il a été produit par le noyau de la planète avant que celui-ci ne se refroidisse, ou externe, le résultat de chute d'objets cosmiques. Des observations récentes alimentent cette seconde hypothèse. «Des satellites ont détecté que les zones les plus aimantées se trouvent aux antipodes des grands cratères d'impact d'astéroïdes», précise Jérôme Gattacceca. Selon une étude américaine, ce phénomène résulterait d'un double processus : la collision de l'astéroïde crée une onde de choc qui, pour des raisons physiques, converge de l'autre côté de la planète ; l'impact provoque l'apparition d'un champ magnétique temporaire, qui se concentre lui-aussi aux antipodes. Ce magnétisme serait conservé par les roches pendant des millions voire des milliards d'années.

Pour valider cette théorie «externe», les chercheurs français ont simulé un impact cosmique sur les cubes de basalte lunaire, grâce au laser de l'Ensma. «Il peut produire, durant quelques milliardièmes de seconde et sur quelques dixièmes de millimètres, une pression de choc comparable à celle d'un astéroïde, sans pulvériser les échantillons», explique Michel Boustie, chercheur au LCD, qui a dirigé les opérations. De cinq à vingt tirs ont été effectués sur chaque cube, permettant de recueillir de nombreuses données. Le soir, les précieux cailloux étaient rangés dans une boîte métallique «et placés en lieu sûr», sourit Jérôme Gattecceca. Un bout de Lune, très rare, pourrait se négocier très cher…

Les échantillons – dont certains se sont tout de même brisés lors des expériences – ont désormais été rendus à la Nasa, qui conserve quelque 380 kg de matériaux provenant des missions Apollo. Quant aux scientifiques français, ils passent à la deuxième phase : l'analyse des résultats. S'il s'avère que l'augmentation du magnétisme est significative après les impacts laser, il s'agira d'une preuve supplémentaire que la Lune a pu être aimantée par les chutes d'astéroïdes. On en saura ainsi un peu plus sur l'histoire de notre satellite, en attendant les prochains pas d'un astronaute sur place. Mais ce ne sera pas avant 2020.

David Perrault

L'étude des échantillons lunaires est le fruit de la collaboration entre le Cerege d'Aix-en-Provence, le LCD de Poitiers et le LALP de Paris. Il est financé par le Programme national de planétologie (CNRS-INSU/CNES).

David Perrault

* Centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement.

Universités : un climat de défiance

Depuis neuf semaines, les universitaires français, professeurs et étudiants, sont mobilisés contre les réformes engagées par le gouvernement, à savoir la modification du statut des enseignants-chercheurs, la masterisation de la formation des maîtres, les suppressions de postes, le démantèlement du CNRS, la loi LRU…

A Poitiers comme ailleurs, des personnalités scientifiques de haut niveau et des patrons de laboratoire sont au premier rang de la contestation – ce qui est rare. Ce qui démontre aussi la gravité de la situation, surtout à Poitiers où l'existence de l'université (depuis 1431 !) et celle de la ville sont consubstantielles.

Pourquoi une telle mobilisation ? Parce que, dans son discours du 22 janvier 2009, le Président de la République leur a livré le décodage de ces réformes. Mépris et humiliation, voilà ce qu'ils ont ressenti en écoutant autant de contrevérités, assénées sur un ton blessant, voilà ce qui les a poussés à entrer en rébellion.

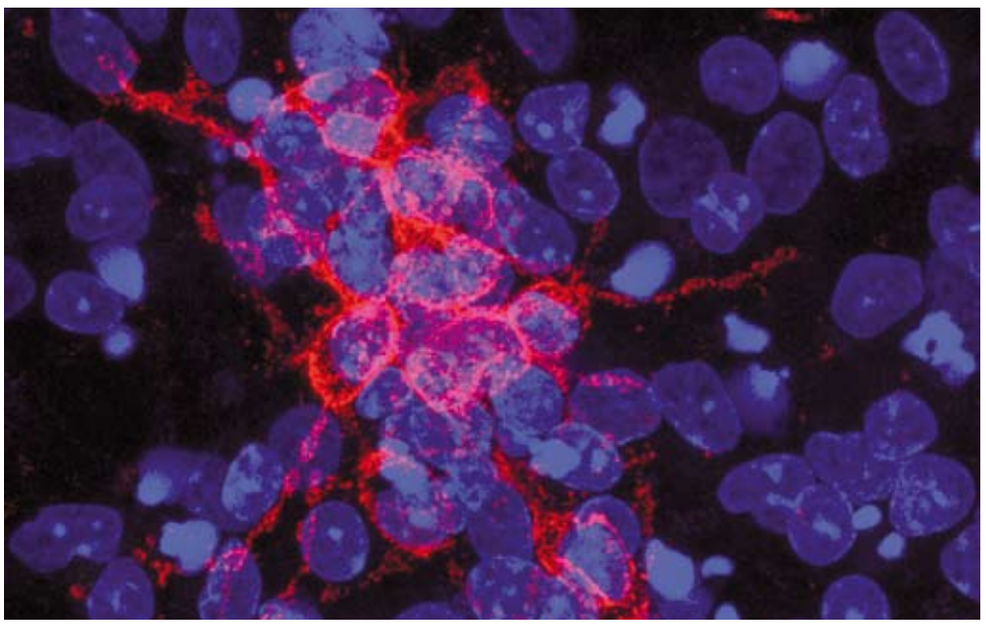
Au-delà des traditionnelles manifestations de rue, le mouvement s'est exprimé au travers d'autres formes, plus «créatives», par exemple des cours «libres» en place publique (notamment face à Notre-Dame-la-Grande et sur les marches du palais des ducs d'Aquitaine), des TD d'anatomie comparée place Leclerc («dissection des truites pour université détruite»), le jeu du Malpoly, le printemps des chaises, la ronde des obstinés… Si 87 enseignants ont démissionné de tout ou partie de leurs responsabilités administratives, des actions plus radicales ont marqué le conflit : blocus des facs, blocage du Conseil d'administration et du Cevu (Conseil des études et de la vie universitaire). Ce qui a provoqué la colère du président de l'Université et un dérapage verbal regrettable.

Etait-il besoin de creuser un fossé entre l'équipe présidentielle et les acteurs du mouvement ? Ajouter un conflit local dans un rapport de force national ? D'autant que ces universitaires sont généralement ceux qui s'investissent le plus dans les activités de l'établissement. Alors affirmer qu'ils sont les «fossoyeurs de l'université» est un contre-sens. Au contraire, la radicalisation du mouvement traduit une profonde détresse face au désintérêt affiché du gouvernement. Comme si l'université ne comptait pas.

Jean-Luc Terradillos

Stimuler la prolifération des cellules souches du cerveau

Dans notre précédente édition, Valérie Coronas expliquait les perspectives thérapeutiques des cellules souches et leurs limites – intervention qui s'inscrivait dans le cadre des Rencontres du vivant sur la révision des lois de bioéthique organisées par l'Espace Mendès France et l'école de l'ADN en Poitou-Charentes. Maître de conférences en neurosciences à l'Université de Poitiers, Valérie Coronas est responsable de la thématique de recherche sur les cellules souches adultes du cerveau des mammifères (des rongeurs) au sein de l'Institut de physiologie et biologie cellulaires (IPBC CNRS UMR 6187). Cette implication dans des actions de culture scientifique et dans le débat citoyen ne l'empêche pas d'obtenir des résultats, comme le récent article publié dans *Stem Cells*, journal de référence dans ce domaine.



Mises en culture, des cellules souches du cerveau ont donné naissance à des neurones (colorés en rouge).

L'équipe de recherche vient de démontrer, après plus de cinq ans de travail, que «des molécules libérées par le foie favorisent *in vitro* la prolifération des cellules souches du cerveau. La molécule responsable de cet effet a été identifiée ; il s'agit du HGF (Hepatocyte Growth Factor). L'injection de cette molécule dans le cerveau de souris s'est révélée stimuler la prolifération des cellules souches neurales, ce qui a confirmé les résultats obtenus sur les cellules souche en culture et montré que ce mécanisme est maintenu *in vivo*. De plus, cette étude montre que les cellules de la zone sous-ventriculaire, région qui contient les cellules souches, produisent et libèrent du HGF qui participe au maintien de l'activité proliférative.» Ainsi, le cerveau des mammifères adultes possède «des cellules souches qui produisent des neurones du bulbe olfactif et qui, dans des conditions pathologiques, peuvent remplacer de manière limitée des neurones perdus».

Ces travaux ont bénéficié du soutien financier la Ligue contre le cancer et d'une bourse de docteur-ingénieur cofinancée par le CNRS et la Région Poitou-Charentes. Rappelons d'autre part que l'IPBC, dirigé par Frédéric Becq (*L'Actualité* n° 79 et 82), est à la pointe de la recherche sur la mucoviscidose et les maladies neurodégénératives. ***J.-L. T.***

Migrants d'ici et d'ailleurs

En 2006, l'Espace Mendès France a organisé des rencontres sur l'immigration, en partenariat avec le laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers, RESF 86, le Toit du monde, la Ligue de l'enseignement, la MGEN, Adosen, l'Ancsec, le Sceren. Les actes sont publiés par Atlantique, les éditions de L'Actualité scientifique Poitou-Charentes, sous le titre : *Migrants d'ici et d'ailleurs, du transnational au local* (dir. Karen Akoka, Patrick Gonin, David Hamelin, 200 p., 15 €).

D'autre part, un appel à contributions est lancé par Nermin Sivasli, doctorante à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, membre de Migrinter, pour un ouvrage sur les immigrations en Poitou-Charentes de 1850 à nos jours. Le livre doit paraître au Croît vif fin 2010. Contact : nermin.sivasli@malix.univ-paris1.fr

PROFUSION ET PÉNURIE

Le colloque sur l'alimentation organisé en 2007 à l'Espace Mendès France, sous la responsabilité scientifique de Martin Bruegel, donne un livre : *Profusion et pénurie : les hommes et leur alimentation depuis la préhistoire jusqu'à nos jours*, à paraître en juin aux Presses universitaires de Rennes.

COLLOQUE CALVIN À LA ROCHELLE

Dans le cadre du 500e anniversaire de la naissance de Calvin, un colloque international aura lieu à l'Université de La Rochelle du 4 au 6 juin sur le thème : Agir pour l'Eglise. Ministères et charges ecclésiastiques dans les églises réformées, XVIe-XIXe siècles. Il est organisé par le Centre de recherches en histoire internationale et atlantique, et les Etudes sur les protestantismes dans les espaces européens. Contact : Didier Poton (dpoton@univ-li.fr)

LES ARCHIVES DE *L'ACTUALITÉ* SUR INTERNET

Pour ses vingt ans d'existence, *L'Actualité Poitou-Charentes* a mis ligne une grande partie de ses archives, à savoir les pages de la revue converties en pdf, format qui procure des fichiers légers et donc facilement téléchargeables. Techniquement, c'est possible pour les dix dernières années, pas au-delà. Ainsi, 40 numéros et 6 hors série, soit environ 3 000 pages, sont en libre accès sur le site actualite-poitou-charentes.org

RAPPORT BALLADUR

Par **Yves Jean**

Vers la fin du Poitou-Charentes ?

Picardie, Poitou-Charentes rayées de futures cartes de l'organisation française, est-ce un vrai ou un faux big-bang ?
Dans le rapport du comité Balladur (132 p.), la démonstration est faite qu'il n'est pas question de rechercher de nouvelles marges de manœuvre financière pour l'action publique – le choix aurait pu être fait d'une abolition du «paquet fiscal» au profit d'un «paquet social» – mais l'urgence est dans la transformation de l'architecture des collectivités locales qui consacrent des budgets croissants pour mieux satisfaire les besoins des populations. Il est clairement dit qu'aucune réforme fiscale n'est possible sans un réexamen de la répartition des compétences entre les catégories de collectivités locales, ce qui suppose d'en finir avec l'imbroglio institutionnel (créé par l'Etat au fil des lois d'aménagement). Ainsi est évacuée toute alternative réelle quant aux moyens solidaires des politiques publiques, au profit d'une énième proposition de réforme des structures. Les structures d'abord, les compétences ensuite, les finances enfin : cet ordre a surtout pour le gouvernement de ne pas interroger sur un changement radical d'orientation de politique générale.

Ainsi, le rapport du comité Balladur a l'avantage de détourner le regard de l'habitant du double désengagement de l'Etat : un désengagement territorial sans précédent depuis cinquante ans, avec la réorganisation de la carte de la justice et la suppression de tribunaux dans de nombreuses petites villes, avec la carte de la santé et la suppression d'hôpitaux en milieu de faible densité ou la nouvelle carte de l'armée et les suppressions de casernes dans de nombreuses villes (la suppression du tribunal à Montmorillon, Civray, Melle, du tribunal de grande instance à Rochefort et Bressuire ou la suppression de l'Ecole de gendarmerie de Châtellerault illustrent ce phénomène).
Ce rapport évite de débattre des problèmes actuels d'aménagement du territoire que sont les compétences et les ressources à la disposition des niveaux de décision locale, dans un contexte de transferts de compétences croissantes vers les collectivités locales sans compensation financière suffisante. Ainsi, est-ce que l'instauration d'un grand Sud-Ouest changerait la clé de répartition imposée par l'Etat aux régions et aux autres institutions territoriales pour financer la Ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique ? Est-ce qu'elle rééquilibrerait la part importante que les collectivités concernées consacrent à leurs universités par rapport à leurs ressources, comparé à ce que l'on observe en Rhône-Alpes ou en Provence-Alpes-Côte-d'Azur ? Les régions et leurs partenaires infrarégionaux ont d'abord besoin de se fortifier avant de s'étirer.

Pour répondre aux intérêts de l'ensemble de la Région Poitou-Charentes, il ne faut pas se contenter de permettre aux Picto-Charentais de mieux relier Bordeaux et l'Espagne. Cette perspective est certes bénéfique pour tous, à condition qu'elle s'inscrive dans une logique de développement durable. Mais si Angoulême sera demain, en 2016, à 35 minutes de Bordeaux, Poitiers sera à la même époque à 35 minutes également de Limoges et dans le même intervalle-temps avec Tours. L'intérêt de Poitou-Charentes n'est pas seulement d'être relié au Sud et au Nord, c'est-à-dire de renforcer uniquement l'axe géographique qui le dessert déjà favorablement. Il est de renforcer sa position charnière en développant un axe Ouest-Est, de La Rochelle-Niort à Limoges, pour relier ensuite Lyon et le Nord de l'Italie. Sur le plan interrégional, conforter le Centre-Ouest Atlantique entre le Poitou-Charentes et le Limousin est une perspective qui satisfait aujourd'hui le plus grand nombre de décideurs institutionnels et économiques.
Faut-il souligner l'importance pour Poitiers, actuelle capitale régionale, des emplois liés à la présence des directions régionales de l'Etat, ceux liés au conseil régional mais également au fait que ces lieux sont des centres de décision, essentiels pour l'élaboration des projets de territoires. La suppression de ces centres pénaliserait fortement Poitiers, au risque de fragiliser à moyen terme son Université !
Le développement régional contemporain, des pays baltes à la péninsule ibérique, s'appuie majoritairement sur

Yves Jean est professeur de géographie et directeur de l'UFR sciences humaines et arts de l'Université de Poitiers. Il a codirigé *La France, aménager les territoires* (Armand Colin, 2008).

La pointe de Chassiron, dans l'île d'Oléron, et Villesot en Charente.

Marc Deneyer

la mobilisation des réseaux d'acteurs économiques et universitaires, sur la valorisation de l'économie des services et du savoir, au service de la production ou de la demande toujours plus exigeante des habitants. Cette nouvelle économie est d'abord présente au sein des agglomérations qui ont pour mission de dessiner une offre de services performante et de proximité. L'enjeu de la complémentarité des fonctions urbaines, au sein d'un triangle délimité par les sphères d'influence de Nantes, Bordeaux et Clermont-Ferrand, est donc un enjeu fondamental d'aménagement du territoire plus exigeant que la simple recouture administrative d'espaces qui, comme la plupart des régions françaises, ont besoin de nouveaux leviers pour refonder leur développement.

En complément de cette démarche valorisant les complémentarités des villes des quatre agglomérations de Poitou-Charentes, initiative prise en 1989 par Jacques Santrot avec ses collègues maires d'Angoulême, La Rochelle et Niort, de créer un des premiers réseaux de villes en France, AIRE 198.

Pour le géographe, il n'y a pas de découpage vertueux, les espaces d'action publique seront toujours en décalage par rapport aux mutations démographiques, économiques, sociales, environnementales et culturelles des territoires ! L'enjeu ne consiste pas à redécouper tous les cinq ans les communes, intercommunalités, départements ou régions mais à favoriser des politiques publiques qui reposent sur l'articulation et la coordination des échelles d'action publique afin de renforcer les fonctions métropolitaines de la ville et de l'agglomération de Poitiers.

Evitons les conceptions trop «technocratiques» qui gomment les particularités locales ; cette région peut avoir de l'avenir à condition, d'une part, de valoriser ces diversités territoriales, véritable atout en ce début de XXIe siècle et, d'autre part, de développer des projets avec les régions voisines, en fonction de projets bien identifiés. La gestion des marais avec l'Aquitaine et les Pays de la Loire, les infrastructures avec le Limousin…

Enfin, comment expliquer que cette région, aussi petite soit-elle, ait produit autant de leaders nationaux lors de la période récente ? Un président de la République, François Mitterrand, et une candidate au second tour des présidentielles, Ségolène Royal, un président du Sénat, René Monory, et deux Premiers ministres, Edith Cresson et Jean-Pierre Raffarin. Donc, pas de mépris pour les petites régions mais que l'Etat encourage les projets entre les régions, selon la bonne géométrie.

EDGAR MORIN

Les sept défis pour une politique de civilisation

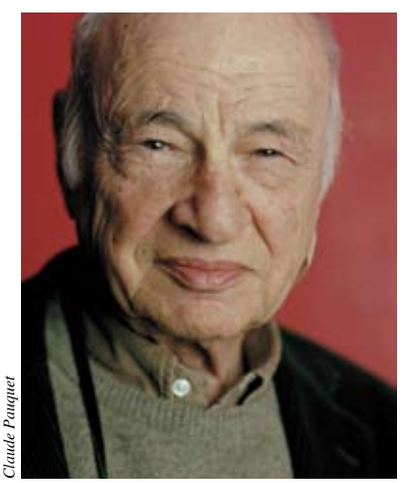
Après Saint-Jean-d'Angély et Niort, la troisième édition de l'Université européenne d'été sur le thème «Au-delà du développement» aura lieu à Poitiers du 30 septembre au 3 octobre, à l'Espace Mendès France (Institut international de recherche politique de civilisation) et en divers lieux de la ville. Plusieurs questions sont formulées : Comment réorienter le mode de développement de nos sociétés, fondé sur le paradigme économique de la croissance ? Faut-il rompre avec ce paradigme ancien du développement ? Faut-il repousser la conceptualisation du développement ? Y a-t-il d'autres formes de régulation, y compris au plan planétaire ? Cet ensemble de questionnements s'applique à une société-monde qui a atteint un degré d'interdépendance sans précédent.

Les organisateurs, Edgar Morin, Alfredo Pena-Vega et Didier Moreau, espèrent «l'émergence d'une pensée complexe». «Il faut sortir d'une approche insuffisante du développement, qu'il soit durable, soutenable ou décroissant, pour s'orienter vers un projet global, respectueux des contextes culturels locaux. Une telle approche nous semble indispensable pour favoriser l'émergence d'une nouvelle conscience planétaire conjointement à une réforme de la pensée, vers une politique de civilisation au service de tous.»

Ces journées internationales et transdisciplinaires seront structurées par des symposiums («L'abîme ou la métamorphose : l'état de la planète, catastrophes, enjeux et prospectives», «Alternatives théoriques au paradigme de la croissance : vers une économie verte ?»), des cercles réflexifs, des conférences et des débats grand public.

Les cercles réflexifs sont des espaces de conversation animés par trois personnalités, avec l'ambition de forger une «intelligence collective». Sept groupes vont travailler sur «les sept défis pour une politique de civilisation» : défi de l'économie mondiale, défi social, défi de la pensée, défi de l'éducation, défi de l'éthique, défi politique et gouvernance mondiale, défi de la vie.

Il est prévu de clore ces journées par un appel planétaire aux décideurs politiques «pour en finir avec les sommets sans suite».



Claude Pauquet

COMPRENDRE LA COMPLEXITÉ

Des rencontres entre Edgar Morin et des chercheurs colombiens ont fait naître un «manuel» pédagogique sur la pensée complexe. L'ouvrage publié en espagnol par l'Unesco a été traduit en français et publié par Atlantique, les éditions de L'Actualité scientifique Poitou-Charentes (300 p., 22 €).

Les vies d'Anthelme Collet, escroc, bagnard… et pédophile

« En relisant Balzac, je me suis aperçu que les notes de bas de page évoquaient un certain Anthelme Collet.» Lorsque Jean-Marie Augustin, professeur de droit et de l'histoire des institutions à l'Université de Poitiers, remarque que le personnage de Vautrin est inspiré d'un homme qui vivait au début du XIXe siècle, il décide de mener une enquête. Il se rend au Mans, où Collet a été jugé en 1820, et s'enferme aux Archives départementales. Il découvre alors d'étonnants faits. Anthelme Collet, qui a vécu entre 1795 et 1840, est célèbre pour ses nombreuses escroqueries et pour le bagnard qu'il a été. Il a certainement inspiré plusieurs personnages, dont Robert Macaire dans les dessins de Daumier. Mais Jean-Marie Augustin apprend que Collet a aussi été pédophile, ce qui n'est mentionné nulle part ailleurs. «La justice ne s'en préoccupe pas à l'époque. Le code pénal était mal adapté, on en parlait à l'instruction, mais ce n'était presque pas évoqué au procès.» Dans son livre, Jean-Marie Augustin raconte cette facette cachée du personnage. Il décrit comment Collet prenait des jeunes garçons (13 à 17 ans) à son service pour les forcer à avoir une liaison avec lui. Mais ce n'est pas le seul délit reproché à Collet. Au fil des pages de cette biographie, le lecteur découvre comment Collet s'est fait passer successivement pour un évêque, un officier de médecine, ou encore un lieutenant de l'armée. Cet homme au physique ingrat, plutôt petit et rond, aurait dupé des centaines de personnes. Il savait juste lire et écrire, mais était particulièrement rusé, ce qui lui a permis d'usurper diverses identités.

Jean-Marie Augustin se réfère souvent aux *Mémoires* d'Anthelme Collet. Il les aurait écrites lui-même, mais il est difficile de distinguer le vrai du pur mensonge. Car Collet est avant tout un grand mythomane. Bien qu'il soit déjà une célébrité de son vivant, ses *Mémoires* ont contribué à faire de lui une légende. Il doit son succès à son effronterie : «Il a osé tromper deux institutions intouchables à l'époque : l'église et l'armée.» Il n'a certainement pas été évêque. Mais tous ses contemporains le croient, parce qu'il savait être très persuasif. A chaque passage dans une ville, Collet commence par se rendre à l'église. Ensuite il tente de se faire bien voir par la population, et passe toujours pour «un homme respectable». Grâce à cette technique, Collet réussit à voler et à escroquer, notamment avec le système de lettres de change. Le récit de Jean-Marie Augustin mêle les faits vérifiés dans les archives judiciaires et les inventions de Collet écrites dans ses *Mémoires*. Mais il précise toujours ses sources, ce qui permet au lecteur de croire ce qu'il veut. Le plus grand talent d'Anthelme Collet est bien de savoir mentir – «il bluffe sans arrêt», explique l'auteur. Même devant les tribunaux il s'est imaginé des existences que les greffiers ont soigneusement retranscrites dans les archives. Au bagne, il réussissait à tromper les gardiens.

Cette biographie, contée comme une histoire, mais toujours précise dans ses références historiques, est ponctuée d'illustrations. On découvre des plans et des dessins de l'époque qui correspondent au récit. C'est un vrai plaisir de le lire, et on se laisse légèrement porter par *Les vies d'Anthelme Collet*, plus rocambolesques les unes que les autres. «C'est un personnage romantique», explique Jean-Marie Augustin, plusieurs journalistes et écrivains sont allés le rencontrer au bagne de Rochefort. On peut voir aujourd'hui son crâne et un moulage de sa tête au musée de l'école de médecine navale de Rochefort.

Camille Lecoq

Les vies d'Anthelme Collet, escroc, bagnard… et pédophile, de Jean-Marie Augustin, Geste éditions, 340 p., 22 €

GEO MARESTÉ

Reflets des Charentes

Grâce à la passion et aux recherches de Gérard Dufaud, le peintre Georges Maresté, dit Geo, sort de l'oubli : une exposition du musée de Royan (jusqu'au 26 avril) et un livre, *Geo Maresté. Reflets des Charentes* (éd. Bonne Anse, 96 p., 40 e), permettent d'appréhender l'œuvre de cet artiste né et mort à Cognac (1875-1940). Ayant hérité de la distillerie d'eau de son père, il jouissait d'un revenu suffisant pour se consacrer à la peinture, séjourner aux beaux jours dans sa villa de Saint-Palais-sur-Mer, fréquenter le gratin de la Belle Epoque, ce qui lui valut un certain succès. Le bonheur de peindre parcourt son œuvre qui est une ode à la douceur de vie charentaise au début du XXe siècle.

AGUIAINE

La *Revue de la Société d'ethnologie et de folklore du Centre-Ouest* (n° 270) publie la première partie du journal de guerre du caporal Gadeau et poursuit le récit d'un autre Poilu (1914-1915). sefco17@wanadoo.fr

ERUDITS ET SAVANTS

La *Revue historique du Centre-Ouest*, éditée par la Société des Antiquaires de l'Ouest, a consacré un dossier à des «érudits et savants» du XIXe siècle : Florimond Bonsergent et Henri Pinchaud, amateurs de fouilles et collectionneurs, Alphonse Le Touzé de Longuemar, le père Camille de la Croix et son secrétaire anticlérical, Louis Chérion (208 p., 20 €). www.sao.asso.fr

VIA PATRIMOINE

A Angoulême du 20 au 24 avril, Via Patrimoine organise son université de printemps sur les arts dans la première moitié du XVIIIe siècle. Un cycle placé sous la responsabilité scientifique de Pascal Liévaux. 05 45 38 70 79

MAIGRET : MODE D'EMPLOI ?

Après *Les Chemins charentais de Simenon* (éd. Le croît vif), Paul Mercier se focalise sur les enquêtes de Maigret. Son nouveau livre (éd. Céfal) est une invitation à redécouvrir dans ces enquêtes la part d'ombre et de lumière de chaque vie d'homme.

Loti, photos indiennes

On ne cesse de découvrir les multiples facettes artistiques de Pierre Loti (1850-1923). On connaissait l'architecte d'une maison étonnante, le photographe (grâce aux musées de Poitiers, en 1985), ses photos d'Istanbul, publiées en 1992, et voici encore une nouveauté : L'Inde, photographiée par Pierre Loti...

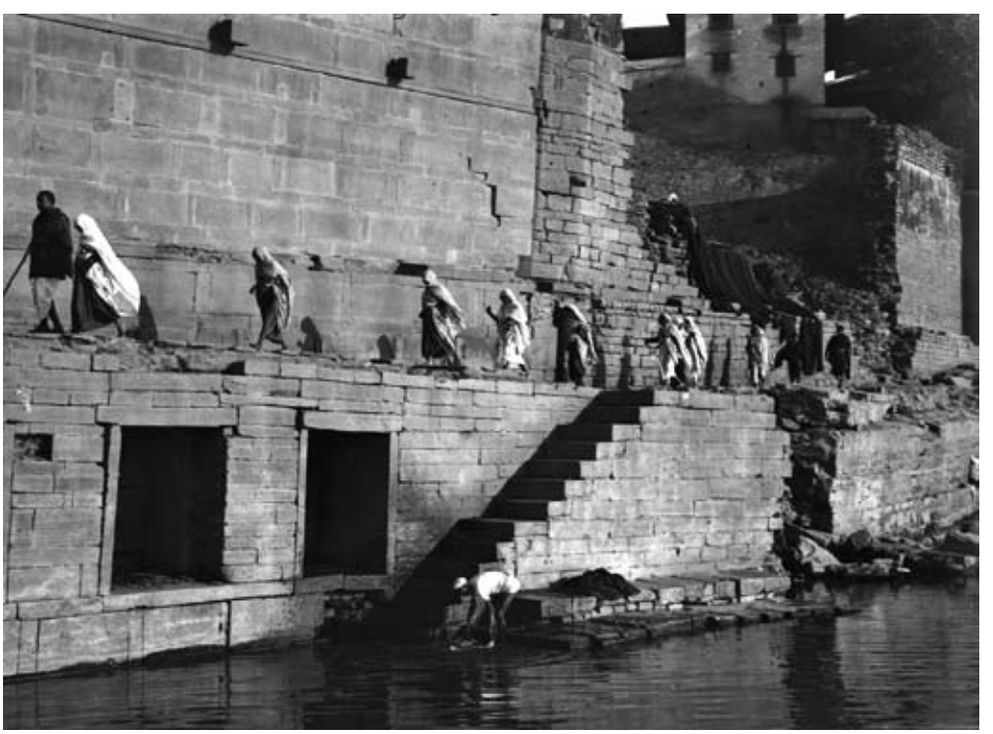
Claude Malécot, historienne de la photographie, a préparé cette rétrospective, en collaboration avec Claude Stéfani et David Bodin. Loti a pris à peu près 90 photos et en a acheté 120. Les photos achetées sont souvent des photos déjà anciennes, et toutes sont britanniques, d'où le titre de l'exposition : *L'Inde avec les Anglais* (même si, au demeurant, on n'en voit aucun…)

Parti de Marseille le 19 décembre 1899, revenu à Rochefort le 1er juillet 1900 (après un voyage en Perse et une étape en Birmanie), l'écrivain, qui avait établi son itinéraire de manière à avoir le moins de contacts possible avec l'occupant britannique, pourra alors publier en 1903 un récit de voyage intitulé *L'Inde (sans les Anglais)*. Et sans les photos !

Débarqué dans l'île de Ceylan, il y reste dix jours, avant d'aborder le continent. Voyageant en charrette indienne traînée par des zébus, il rejoint Trivandrum, qui le déçoit, avec «tous les monuments nécessaires à la vie modernisée d'une capitale : ministères, hospices, banques et écoles. Ces choses eussent moins étonné si on les avait construites en style un peu indien ; mais, à notre époque, il faut prendre son parti de rencontrer les mêmes erreurs de goût dans presque tous les pays du monde.» II poursuit sa route vers le nord par la voie des lagunes, en longue galère à quatorze rameurs, avant de rallier Pondichéry. De là, il rebrousse chemin pour assister à une procession dédiée à Vishnou, au temple de Chri-Ragam, à Trichinopoly (Srirangam, Tiruchirappali), avant d'aller admirer des éléphants sacrés à Madurai. Après Madras, dernière étape dans «l'Inde des grandes palmes», dravidienne et tamoule, c'est l'Inde affamée : Hyderabad, les ruines de Golconde, les grottes d'Ellora, et enfin «l'horrible Calcutta», puis Bénarès, d'où un train le conduit à Agra «la musulmane». Après Gwalior, apparaissent Jeypoure (Jaipur), Odeypoure (Udaipur), mais dans ce Rajasthan fascinant, l'émerveillement tourne au cauchemar. L'Inde apparaît cruelle. Le 25 mars, à Bombay au moment du départ, «ça sent le cadavre et le phénol dans toutes les rues. La peste et le choléra.» Cette Inde qui apparaissait enchantée, exubérante, ce «berceau de la pensée humaine», l'a bouleversé, mais, après la déception du bouddhisme à Ceylan, du brahmanisme à Tanjore (Thanjavur) et de la théosophie à Madras, elle l'a rendu philosophe, sinon serein. Pour Bruno Vercier (*Orients de Pierre Loti par la photographie*, Ed. du Patrimoine, 2006), «*L'Inde (sans les Anglais)* n'est pas réellement un récit de voyage, mais le récit d'un parcours initiatique qui, au travers des splendeurs et des misères d'une Inde reconstituée, aboutit, dans ''la petite maison hantée par les oiseaux'' et sur les bords du Gange où les cadavres se consument sur les bûchers, à cette prise de conscience, à ce détachement prêché par les sages comme par l'antique sagesse du Bouddha.» Les photos en témoignent.

Exposition jusqu'au 24 mai 2009, au musée Hèbre de Saint-Clément, musée d'art et d'histoire de Rochefort (05 46 82 91 60). Pas de catalogue, mais le *Bulletin de l'Association pour la Maison de Pierre Loti* lui consacre son numéro de printemps (141 rue Pierre-Loti, 17300 Rochefort).

Par **Alain Quella-Villéger**



Bénarès, les bords du Gange, entre le 18 et le 25 février 1900, cliché de Pierre Loti, coll. Ville de Rochefort.

EXPOSITIONS

***Andreas Dettloff* : «A l'artiste polynésien inconnu», au musée d'art et d'histoire de Rochefort du 27 juin au 31 décembre.**

***Françoise Pétrovitch* : «La vie en rose» à l'Espace art contemporain de La Rochelle, jusqu'au 23 mai.**

***Le château de Bonnivet* : au musée de Parthenay, jusqu'au 7 juin.**

***Jean-Claude Bessette* : «L'émail et les jardins du feu» à la galerie Compostela, Parthenay, à partir du 6 juin.**

***Pascal Broccolichi* : «Doppler», installation à la chapelle Jeanne-d'Arc de Thouars, du 21 juin au 11 octobre.**

***Philippe Cognée* : estampes à la galerie de l'Ancien Collège, et «But the fleurs !» de Pierre Bendine-Boucar, du 9 avril au 10 juin.**

***Pourquoi travailler ?* : exposition collective à Rurart, lycée agricole de Venours, du 16 avril au 2 août.**

HA CHA YOUN

De la rue à l'exil

En 1983, Ha Cha Youn quitte sa terre natale, la Corée, pour Poitiers. Elle y apprend le français à l'université avant d'entreprendre successivement et avec succès des études dans les écoles des Beaux-Arts de Poitiers puis de Nîmes. En 1989, elle quitte la France pour l'Allemagne, s'installe à Braunschweig puis à Hanovre où elle poursuit son travail artistique.

Retour à Paris en 2001. «Une simple curiosité de jeunesse a créé un destin de déracinée» résume-t-elle pour évoquer ces multiples «enracinements déracinements».

La rue, la précarité, la vulnérabilité, l'errance, l'exil habitent très directement l'œuvre de cette artiste qui, entre 2004 et 2009, avec une série de performances, vidéos et photographies, intitulée *Sweet home 1*,*2*,*3*,*4*, fait face frontalement, avec justesse et sans pathos, à la réalité sociale et aux combats des plus démunis, des SDF privés des droits fondamentaux au logement, ou des migrants sans papier.

Son exposition coproduite par les écoles des Beaux-Arts de Poitiers et par la galerie Louise-Michel témoigne avec gravité de la brutalité de cette réalité.

A la galerie Louise-Michel, des photographies donnent à voir des accumulations de sacs et poches plastiques, pleins à craquer, hissés dans les hauts arbres du bassin des Récollets, le long du canal Saint-Martin à Paris, qui tient lieu de camping de nuit. Ces arbres *consignes* protègent et sauvegardent le minimum vital contenu dans chaque sac pendant la journée. Une vidéo de 4 mn retrace l'exclusion méthodique de ces riverains indésirables à l'occasion d'un aménagement paysager du site commencé en 2006, achevé en 2009.

Intitulées *10, rue Moufle* et *6, rue de l'Asile Popincourt*, deux séries d'images de 2005 saisissent en cinq et six photographies l'installation et l'expulsion de 2 m² de survie dans deux entrées de commerces abandonnés.

Dans *Journal d'un campement*, diffusé à l'Espace Mendès France, Ha Cha Youn documente plusieurs mois de luttes des sans-abri conduit avec les Enfants de Don Quichotte.

Aux Beaux-Arts, un film nouveau et une installation. *Sweet Home 4* met en scène un camion, une pelleteuse, un bulldozer et de sommaires bagages, figures d'une humanité errante, maltraitée, persécutée, voir broyée. «L'artiste dans son film va si loin dans le motif de "l'élimination" que celui-ci devient pour le spectateur lourd de réminiscences historiques angoissantes», ainsi que le décrit le critique d'art Michael Stoeber dans la publication trilingue à paraître. Dans l'espace de la galerie, à proximité du film, une benne fabriquée avec des matériaux en bois récupérés chez les compagnons d'Emmaüs, contient une trentaine de matelas, valises et de sacs amochés remplis d'effets.

D'ici à quarante ans, on estime à un milliard le nombre de futurs migrants de l'environnement, mais aussi de ceux qui fuient la misère, la famine, la tyrannie…

Dominique Truco

Exposition à la galerie Louise-Michel jusqu'au 19 avril.

Ha Cha Youn, *10, rue Moufle*, 2005.

CLAUDE PAUQUET ET MARC DENEYER

Les deux artistes ont photographié les paysages du Poitou-Charentes dans le cadre d'une mission régionale. *L'Actualité* a régulièrement publié leurs images. Deux expositions permettent de les voir en même temps à Poitiers : les paysages naturels de Marc Deneyer à la médiathèque François-Mitterrand jusqu'au 2 mai, les paysages urbains de Claude Pauquet à la maison de l'architecture du 9 avril au 20 mai.

COLLECTION DU FRAC

Jusqu'au 29 août, dans ses locaux à Angoulême, le Fonds régional d'art contemporain présente les nouvelles acquisitions, soit 29 œuvres de 19 artistes : Karen Andreassian, Davide Balula, Emily Bates, Anna Baumgart, Hervé Bezet, Sylvie Blocher, Edouard Boyer, Roe Ethridge, Vincent Ganivet, Marco Godinho, Alex Hubbard, Rémy Hysbergue, Ingrid Luche, Rabih Mroué, Eileen Quinlan, Kristina Solomoukha, The Plug, Heidi Wood, Akram Zaatari.
frac.poitou-charentes.org

Vincent Ganivet, *Roue*, 2005.

Les Messieurs de Rochefort

Par **Pierre D'Ovidio** Photo **Claude Pauquet**

Georges porte une tenue décontractée : jeans, mocassins, chemise blanche sans cravate, mais sous un très classique blazer marine. Une façon de rappeler qu'on est dimanche matin. Mais pas un matin banal de dimanche ordinaire. Non, un dimanche très spécial, estampillé journée du Patrimoine. Et nous, petite troupe frileuse d'une vingtaine de personnes, malgré le ciel bleu impeccable, pris dans le souffle soutenu d'un vent frais venu de la mer, nous patientons sur le trottoir devant une maison blanche de deux étages comme il y en a tant à Rochefort, car nous voulons, nous aussi, profiter du Patrimoine.

Georges s'entretient avec un groupe avant de consulter la liste des inscrits pour la visite commentée des lieux, et de faire l'appel. Il est l'heure. N'attendant plus, Georges détaille la façade aux volets clos, et un bandeau blanc, recouvert de peinture en 1940, sur ordre des occupants, qui portait jusqu'à cette date mention du temple maçonnique. «Rien de secret alors», insiste Georges. La loge de l'Accord parfait, fondée en 1843, affiliée à la Grande Loge de France, vivait jusque-là au grand jour dans la cité. En ces temps d'intolérance, les francs-maçons étaient pourchassés, contraints de renoncer à leur affiliation s'ils étaient fonctionnaires et voulaient conserver leur emploi. D'ailleurs, nombreux ont été ceux de l'Accord parfait qui ont rejoint la Résistance, alors que la Milice avait établi son siège dans les lieux-mêmes.

Avant de nous inviter à pénétrer, Georges nous présente Jean qui l'aidera dans la visite, et deux autres personnes qu'il ne nommera pas, dont l'un, trésorier de la loge, vendra à la sortie une photo de la salle de réunion, étant entendu qu'il nous est interdit de prendre le moindre cliché des lieux. Une méfiance qui dure. Le 21 avril 2002, les élections présidentielles ont propulsé au second tour un personnage politique dont on sait la détestation doctrinale pour la franc-maçonnerie, rappelle Georges avant de nous conduire à la bibliothèque. Une pièce aux murs uniformément couverts de rayonnages grillagés, chargés de livres.

Au centre du plafond, une moulure circulaire peinte en bleu nuit et doré. La lettre G (dorée), est entourée de flots, ou d'épais rayons en relief (bleu nuit). G pour «God». Un rappel de l'origine anglaise de la franc-maçonnerie. Mais ce Dieu, plutôt voltairien, n'est pas l'apanage d'une quelconque Eglise…

En 1940, cette bibliothèque, ouverte à tous, fidèle en cela à la mission traditionnelle d'instruction et de soutien aux pauvres – Georges évoque des «Restos du cœur» avant la lettre organisés par l'Accord parfait –, comptait 6 000 titres qui ont été dispersés. Heureusement, une riche personne ayant charge d'enfant handicapé en acheta la presque totalité dans le but d'instruire et de distraire le malheureux. D'où ces 4 600 volumes récupérés à la Libération, beaucoup portant sur tranche compas et équerre.

Georges nous conduit ensuite vers la salle de réunion du premier étage. Cette vaste pièce est éclairée par de petites étoiles luisant dans un plafond aussi sombre que la voûte céleste. Au seuil, un carrelage fait alterner carreaux blancs et noirs ; au fond de la salle, un œil, inscrit dans un triangle, nous fixe. Les murs, peints d'imitation de draperies, portent dans des cartouches aux cadres faits d'équerres et de compas les noms des Vénérables, Grands Maîtres de la loge qui se sont illustrés dans le passé. A Rochefort… et au-delà, précise fièrement notre guide.

Georges, aux questions que nous posons, répond symboles et, avant que nous nous séparions, il s'amuse – en s'en indignant un peu – de cette fascination des magazines pour les «grandes enquêtes» sur la franc-maçonnerie qui dopent les tirages. Paraît-il... On parle de «marronniers» pour les thèmes aussi récurrents que les saisons. Suis-je en train de suivre le rite et de planter mon marronnier ?

PIERRE D'OVIDIO

Carnet de voyage à Madagascar

En 2006 dès le retour de l'auteur, *L'Actualité* (n° 73) a publié : «Ilakaka, ville Far West du Sud malgache».

En 2006, Pierre D'Ovidio a sillonné Madagascar pendant six semaines, en empruntant autant que possible les chemins de traverse, loin des repères touristiques. Objectif ambitieux, voire téméraire, car dans cette île aux chemins peu carrossables l'homme blanc – le Vazaha ou Vaza – ne passe pas inaperçu. Cible de toutes sortes de sollicitations... Ici, un modeste retraité français peut vivre comme un pacha. «Deux mondes s'ignorent, souligne l'auteur. Celui des piétons, des va-nu-pieds, des statiques, et celui des automobiles de luxe qui foncent.» Spectacle désolant, pays abandonné, laminé, population en survie. «La pauvreté extrême comme état de guerre permanent.» Pierre D'Ovidio ressent un malaise profond mais il s'interdit de juger. Il refuse les rôles qu'on veut lui assigner parce qu'il est Vaza, ce qui provoque des malentendus parfois cocasses. En parcourant l'île du Nord au Sud, de Nosy Be à Faux Cap, il observe, il écoute. Sans jamais se départir d'une distance critique et d'une bonne dose d'humour, y compris dans les pires situations. Il sait voir le détail qui donne sens à un événement ou à une rencontre, il sait trouver l'adjectif qui signe un portrait – tantôt cruel, tantôt narquois. En quelques lignes, Pierre D'Ovidio peut résumer un parcours de vie, comme celui de la gérante du Grand Hôtel d'Ambositra qui est originaire de Parthenay. Il fait aussi parler les gens. Par exemple, ce chargé de mission humanitaire : «Z. utilise l'expression "mora mora de chez mora mora" pour dire l'extrême fatalisme et peut-être la langueur de beaucoup de Malgaches qu'il aime aussi différencier selon la façon dont ils sont ou non chaussés, il dresse une échelle sociale dont le premier barreau serait celui des va-nu-pieds, précédant celui des chaussures plastiques, genre tong, mais dépareillés (couleur, forme), viendrait ensuite l'échelon des porteurs de chaussures partiellement en cuir, tout en cuir, etc., bref, Z. prétend pouvoir décrire les stratifications de la société malgache à ras du bitume.»

Ce carnet de voyage restitue l'atmosphère étrange d'une société postcoloniale totalement instable, qui risque de s'effondrer à tout moment. Et peu après la parution du livre commençaient les événements qui ont conduit au coup d'Etat qui a chassé Marc Ravalomanana.

Jean-Luc Terradillos

Pierre D'Ovidio

Nationale 7. Carnet de voyage à Madagascar, de Pierre D'Ovidio, Le temps qu'il fait, 162 p., 20 €

BERNARD NOËL & CLAUDE MARGAT

Questions de mots

Claude Margat dialogue avec Bernard Noël. Deux écrivains aux prises avec le réel, un monde en sale état, et qui ne mâchent pas leurs mots, qui s'insurgent contre la médiocrité érigée en critère de qualité. Quinze entretiens où il est question de littérature et de philosophie, de la langue, et surtout de politique. Rappelons que Bernard Noël, l'un des grands poètes d'expression française, est aussi l'auteur du *Dictionnaire de la Commune*.

«Aujourd'hui, dit-il, constatation banale et répétée, il n'y a plus qu'une seule valeur, et c'est l'argent. L'argent et sa conséquence, la consommation. Le seul but proposé à la vie humaine, c'est l'accumulation des biens.» Ce discours jugé révolutionnaire depuis les années 1960 semble aujourd'hui d'actualité : «Le Capital est sans pitié, et il ne peut que l'être puisqu'il est producteur de valeurs marchandes. La valeur marchande n'est pas morale : la morale n'a plus cours dans un monde où ne compte que la production de marchandises.» Fait nouveau peut-être : «L'inculture est du côté du pouvoir.» ***J.-L. T.***

Questions de mots, Les éditions libertaires (à Saint-Georges-d'Oléron), 160 p., 13 €

CAMBOUIS

Antoine Emaz compare le travail du poète à celui du menuisier. Dans ce livre, il nous emmène dans son atelier, au jour le jour, au fil de ses lectures, de ses réflexions, de ses interrogations. Boîte à outils et boîte à secrets, ce livre porte bien son titre. Cet homme, les mains dans le *Cambouis*, qui travaille avec les mots, nous fait pénétrer au cœur de la machine, dans la mécanique complexe de la création. «Un moment de vie et de langue.» Notons qu'il est publié au Seuil, dans la collection «Déplacements» dirigée par François Bon.

DAOREN

La voie du Tao vue par un occidental imprégné de culture chinoise, vivant à Rochefort. C'est la voie de Claude Margat, un chemin qu'il dessine au moyen de l'écriture et de la peinture. A suivre dans *Daoren. Un rêve habitable* (La Différence, 318 p., 25 €).

La fressure

Si le mot sonne vert et vous fait les dents longues, la chose est lie-de-vin, violine – de la couleur des *envies*. Elle pourrait, vue par Proust, avoir l'aspect «compact, lisse, mauve et doux» du nom de Parme. Si la fressure ne se présentait pas d'abord comme un pain. Comme un pain de sang. Si elle n'évoquait pas le vin. Ce gros vin de Montferrat «à couper par tranches» et qui rendait Rousseau heureux, le plus heureux des gourmands. Si elle n'invitait pas à la communion. A communier sous les espèces du pain et du vin. De ce gros vin de Montferrat «à couper par tranches», et de ces «petits bâtons de pain dur ou de biscuit semblable au pain de Piémont, qu'on appelle dans le pays des *grisses*». A retrouver, comme Rousseau au moment de se convertir au catholicisme (pour plaire à *Maman*), la pureté des premiers chrétiens. Ce qui signifie que marchant vers l'Italie, il regardait vers Genève. Vers l'âge d'or. Qu'il allait pour ainsi dire à reculons. Rêvant dans son errance d'idylle. Cherchant un port. Recréant avec son gros vin de Montferrat «à couper par tranches» et avec ses *grisses* (les Italiens disent *grissini*, nous les appelons gressins), son église. L'église du désert.

Car vous êtes, avec la fressure, en pays protestant. Comme avec la tourtière et surtout le tourteau. Celui de chez Baubeau qui est au marché de Lezay le mardi, à deux pas de la fressure. En face. Ou le vendredi à Melle. Le tourteau est un gâteau protestant, qui est à l'origine de chèvre. La vache du pauvre. Quand les catholiques avaient confisqué les riches terres à blé et mangeaient la galette.

La fressure, sans être iconoclaste, a quelque chose de protestant.

Elle n'est pas iconoclaste, elle est iconophobe. Gentiment iconophobe. Discrètement. Disons qu'elle a peu de goût pour l'image. Qu'elle s'en méfie. D'où ce tableau abstrait qu'elle vous offre. De l'abstraction géométrique. Rappelant au passage de quel refus cela procède. Quel désir cela manifeste. D'un culte, du moins d'une pratique qui n'ait plus rien d'idolâtre.

Il y a également de la rigueur. Une rigueur toute calviniste. La fressure n'est pas du genre à fuir devant le couteau du boucher, à s'écrouler sous ses coups. Ou plutôt sous la caresse de sa lame.

Elle se tient droite. Coite. Rien n'entame sa tranquillité. Rien ne la séduit, ni la beauté des images, ni ce nom qui pourrait faire d'elle une icône de la mode. Surtout si elle se prénommait Inès.

Non, Inès de la Fressure a le charme des vieilles demoiselles. De celles qui furent autrefois bibliothécaires et qui dans leurs rêves continuent à parcourir les rayons où dorment tous ces beaux livres, à caresser leur tranche. Des yeux, car elles n'ont plus de mains. Elles n'en ont jamais eu. Sinon pour feuilleter la Bible. La Bible qu'elles connaissent par cœur et dont elles suivent les injonctions. Surtout quand elle leur recommande de «manger le livre».

Elles le mangent en rêve. Et jusque dans la mort. Dans laquelle elles entrent comme vous à la bibliothèque. Et quand vous leur réclamez un titre, elles vous présentent l'ouvrage. Et quand à votre tour vous rêvez qu'un sourire vous arrache à votre morne rumination, elles vous parlent. Des vampires, oupires, et autres broucolaques. De la mastication des morts dans leur tombeau. Qui mâchent, disent-elles, comme des porcs.

Par **Denis Montebello** Photo **Marc Deneyer**

Les textes et photographies de cette chronique parus depuis 1998 sont réunis en deux volumes publiés aux éditions Le temps qu'il fait : *Fouaces et autres viandes célestes* (2004), *Le diable, l'assaisonnement* (2007).

Deux nouveaux textes de Denis Montebello sur publie.net : *Calatayud* et *Le cactus car il capte* (dictionnaire à gratter le réel). Avec les photographies de Jean-Louis Schoellkopf : *Immobilier Services*.

Michel Chaillou *digression majeure*

Dans *Le dernier des Romains*, Michel Chaillou revient en terre poitevine, au bord de la Gartempe

Par **François Bon**

Michel Chaillou n'a décidément pas changé. Rien, ni ses livres.

C'est la syntaxe, qui le définit, et une façon de marcher – en langue, s'entend.

C'est un promeneur : et toujours le même jardin quasiment à l'identique, mais où il déploie une fois de plus toute la littérature appelée, ses âges, ses pilotes (d'autres qui lui ressemblent).

Ce n'est pas son premier livre où transparaît son expérience poitevine.

Ce qu'on retrouve, dans les ombres : la mère, le Maroc, la guerre, la bibliothèque du grand-père, le vague écho manouche, les ciels d'ouest et l'art même de parler, les recoins obscurs d'une honte non sienne, mais jamais complètement finie d'être vidée, et sans laquelle il n'y aurait pas eu ce chemin qu'il a fait.

La Gartempe traverse cette petite ville dont il parle, et qu'il nomme *Montauvert*, comme il y a un *diable Vauvert*. Est-ce que la force d'une histoire tient au fait qu'on reconnaisse une ville pour nôtre ?

Oui, quand on a eu son adolescence ici, on ne lira pas Chaillou comme on aime, en littérature, s'en aller dans ces villes inventées, qu'elles soient celles d'Italo Calvino (*Les villes invisibles*) ou d'Hermann Hesse (*Steppenwolf*, avec le même genre de solitaire tenant journal) ou même comme Jean-Christophe Bailly avait construit son *Olonne*.

Lycée Camille-Guérin, Poitiers, 1970 : dans ma classe d'internes, nous venions de Civray, Loudun, Saint-Maixent, Thouars… Autant de villes disposant encore de leur pleine structure complexe, d'une hiérarchie sociale aussi stable que ces vieux bâtiments qui en faisaient, souvent autour du noyau féodal, les ombres et élévations très secrètes qui servaient de lycée, de tribunal d'instance, ou que la mairie avait pu reconvertir en bibliothèque ou écoles de musique.

Ce sont ces villes que la Ford Anglia du jeune enseignant ayant pris chambre à Poitiers, mais muté ici ou là, ressuscite, et nous les reconnaissons : si cela s'était appelé Montmorillon, par exemple, cela n'aurait été que Montmorillon, et non pas ce partout et nulle part qui est nous, et le hasard de notre histoire.

J'aurais sans doute lu autrement ce roman de Michel Chaillou s'il s'était passé dans le Cotentin (magnifique *Indigne Indigo* en 2000), ou ces expéditions en voiture dans les fins fonds de France, où c'est chaque fois la littérature qu'on croise (*La France fugitive*, Fayard, 1998, ou en poche). Mais pour nous, qui le connaissons, qui lui avons dette, Michel Chaillou n'est pas *seulement* un écrivain, ou bien, ce qu'il est comme écrivain, nous le projetons plus loin que le livre.

«J'ARRIVAIS D'ALGÉRIE, DE LA GUERRE.»

Ce qu'il nous a apporté, c'est un déplacement de frontière. Elle est fine, impalpable : la littérature est toujours née de la littérature. Il n'y a pas de conquête possible au présent de cette simplicité d'une histoire, de ce mystère du rythme d'une prose si on ne va pas l'éduquer ou le *former* dans la singularité multiple qui est celle de la totalité d'une langue. Par exemple, si j'étais Michel Chaillou parlant – comme il le fait, improvisant, ayant apporté dans sa tête trois ou quatre souvenirs de livres et vous parlant deux heures avec cela –, je vous dirais par cœur la phrase suivante, sans effort, juste pour l'avoir lue et *reconnue* : *J'arrivais d'Algérie, de la guerre. J'enseignais les lettres dans un*

Le dernier des Romains, de Michel Chaillou, Fayard, 447 p., 22 €

François Bon a publié récemment *Rock'n roll, un portrait de Led Zeppelin* (Fayard, 2008). Il anime les sites tierslivre.net et publie.net

vieux lycée pacifique à Montauvert, modeste bourgade poitevine que peuple une pauvre rivière moitié torrent qui irriguait aussi mes pensées.

Et je vous parlerais de cette mince virgule, dans le six-trois de la première phrase, et comment le mot *guerre* vient ronger non pas l'Algérie, probablement, mais le *je* initial. Et puis, dans cette phrase qui nous amène à Montauvert, qu'on découvrira sur la Gartempe, je vous signalerai comme en passant le long et doux adjectif *pacifique*, mais appliqué au lycée, et non la phrase qui brosse la ville comme d'une aquarelle suspendue, et sans ce déport il n'y aurait pas la liberté de résonance que prend, tout à la fin, ce mot *pensées*.

Combien de fois je l'ai entendu, Michel Chaillou, dans ses improvisations de conteur ? Au point que parfois elles me cachaient l'auteur : il me fallait cette présence de visage et de gestes (les mains parlantes de Chaillou) et je ne saurais jamais rouvrir par exemple *Le Grand Meaulnes* sans que me revienne sa voix, une fois, sur «pourquoi trois, mais pourquoi trois ?» dans la phrase d'Alain-Fournier : *le mystère des trois greniers*. Sauf que cette strate inexplicable, parfois incohérente, signe seule les grands ouvrages, les grandes syntaxes, même dans cette chose si commune que doit être la littérature : mise en partage de ce qui nous est commun, et son interrogation devant le temps.

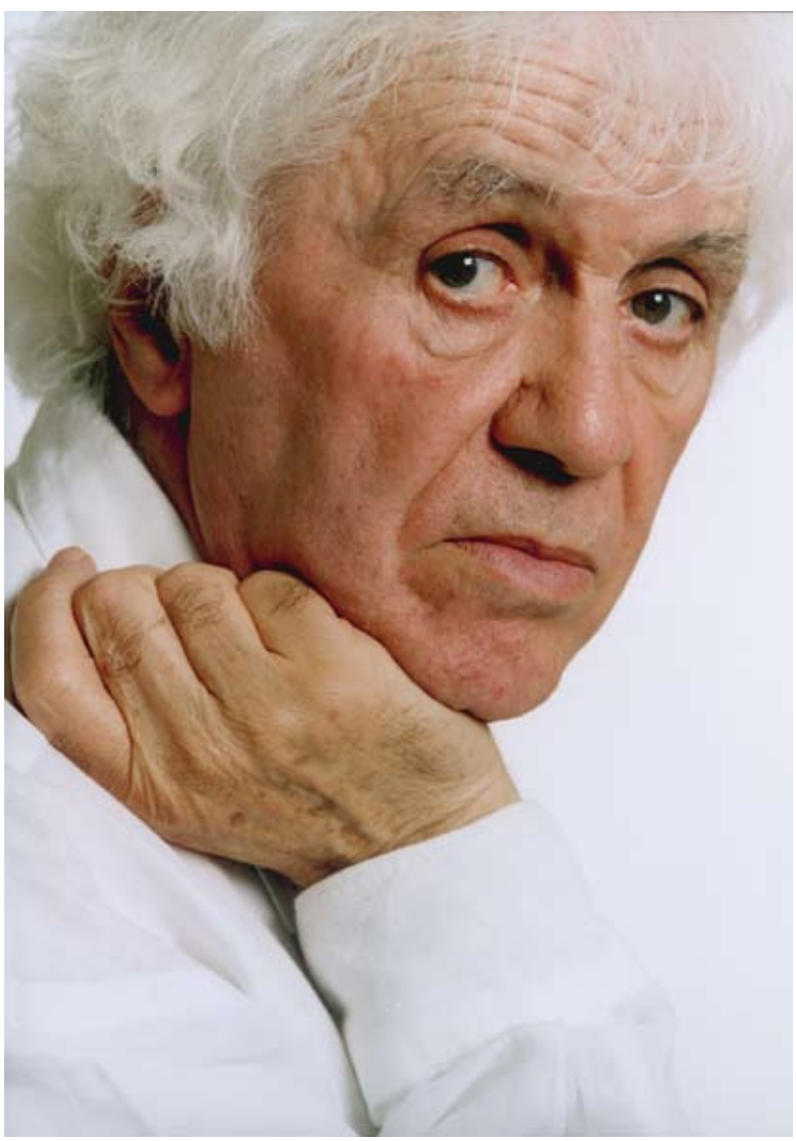
«UN MARCHEUR DE LA LITTÉRATURE»

Le mot donc d'*improvisation*, pour Michel Chaillou, comme qualifiant aussi cette geste narrative qui deviendra notre propre marche dans l'ouvrage, ses allers-retours et ses portraits de profs comme pris du jour, attachés à leur tâche de tous les jours et rêvant comme un autre. Ou l'étrangeté de cette Finlandaise dans un jardin de Niort un soir de lune, et que finalement c'est de grammaire latine (mais pas seulement quand même) qu'on s'explique.

Chaillou est un marcheur de la littérature, c'est elle que d'abord il arpente. Lisez donc, si vous le trouvez, son *Petit guide pédestre de la littérature* (écrit avec sa compagne, Michèle – et republié chez Fayard en 2000 sous un titre que j'aime moins : *La Fleur des rues*). Et c'est ce «sentiment géographique» (titre d'un de ses premiers livres, en 1976), le rêve des livres emportant la déambulation réelle qui crée, d'une chose aussi simple que ranger la Ford Anglia et grimper à la chambre louée dans le vieux Poitiers, cette convocation de l'imaginaire qui nous permet que la lecture soit *roman*. Dans ce passage, par exemple, je l'entends d'avance, le Michel (mais il ne commente pas ses propres livres, il vous citerait Barbey d'Aurevilly ou mille autres), vous attrapant par le bras, et chuchotant de façon à ce qu'on l'entende depuis le trottoir d'en face : «Mais comment le mot *secret*, à cet endroit-là, entraîne tout le paragraphe ? Essaye de le placer n'importe où ailleurs et tu verras…»

Pour gagner mon chez-moi, il fallait d'abord pénétrer le garage et, parmi les odeurs d'huile et d'essence, les mille bruits toujours râleurs des moteurs à explosion, emprunter tout de suite à main droite un escalier secret, quasi dérobé jusqu'au premier étage à paillasson où chancelait ma porte qui fermait mal. La pièce était vaste, tapissée d'un papier peint usagé dont j'ai perdu les figures, toutes mythologiques me semble-t-il. La chasse au cerf devait dater de plusieurs siècles, car le hallali avait manifestement gagné le papier, déchiré par le temps plutôt que par la meute à moitié effacée des chiens hurleurs. Je n'aperçois plus le coin lavabo.

Alors oubliez que ce livre roule, en Ford Anglia, sur des routes que nous reconnaissons : le monde de l'après-guerre d'Algérie n'est plus depuis longtemps. On a mis nos supermarchés et nos rocades à la place, et construit des lycées neufs. Mais laissez-vous prendre à ce qui, chez Chaillou, sera toujours l'impossibilité du roman ordinaire : les événements, des livres. Les labyrinthes, des bibliothèques. Les adultères, les traversées du temps. Les personnages : pas forcément ceux qu'il vous montre, mais tant de fantômes qui viennent, amusés, lire sur son épaule. ■



En résidence à la Maison des auteurs d'Angoulême, Marine Blandin, prix 2009 Jeunes Talents Poitou-Charentes, met en bande dessinée de drolatiques fables nautiques

Par **Astrid Deroost** Photo **Claude Pauquet**

Marine Blandin *envies de rire*

« *J'adore dessiner des bagarres. Je n'aime pas la violence dans la vraie vie mais le dessin est un moyen de la rendre drôle, la bande dessinée me permet de dédramatiser... Je dessine pour me faire rire et pour faire rire les autres*», confie d'un ton sage Marine Blandin, 24 ans, lauréate du prix Jeunes Talents Poitou-Charentes lors du dernier festival de la bande dessinée d'Angoulême.

L'œuvre récompensée : *Ressentiments*, un récit court au cours duquel un cygne vengeur se fait mater par une petite nana qui n'a aucunement l'intention de se laisser voler dans les plumes.

Il y a dans l'histoire et dans le dessin même, un ressort burlesque puisé, sans doute, aux lectures de l'enfance – *«Franquin m'a marquée, m'a enthousiasmée et m'enthousiasme encore»* – , et, dans la lutte imagée entre le palmipède et l'héroïne, comme un clin d'œil complice à son art : *«Au collège*, se souvient l'artiste, *qui, pour moi, était un peu une jungle, le dessin est la seule chose qui m'ait permis de me faire respecter.»* Marine Blandin, pour un an en résidence à la Maison des auteurs d'Angoulême, le dit avec sérénité : elle avance pas à pas vers ses envies, sans trop interroger l'avenir. Pour continuer le dessin qu'elle pratique depuis toujours, la jeune femme originaire de la région parisienne a donc passé un bac arts appliqués, puis s'est inscrite à l'Ecole européenne supérieure de l'image d'Angoulême (EESI).

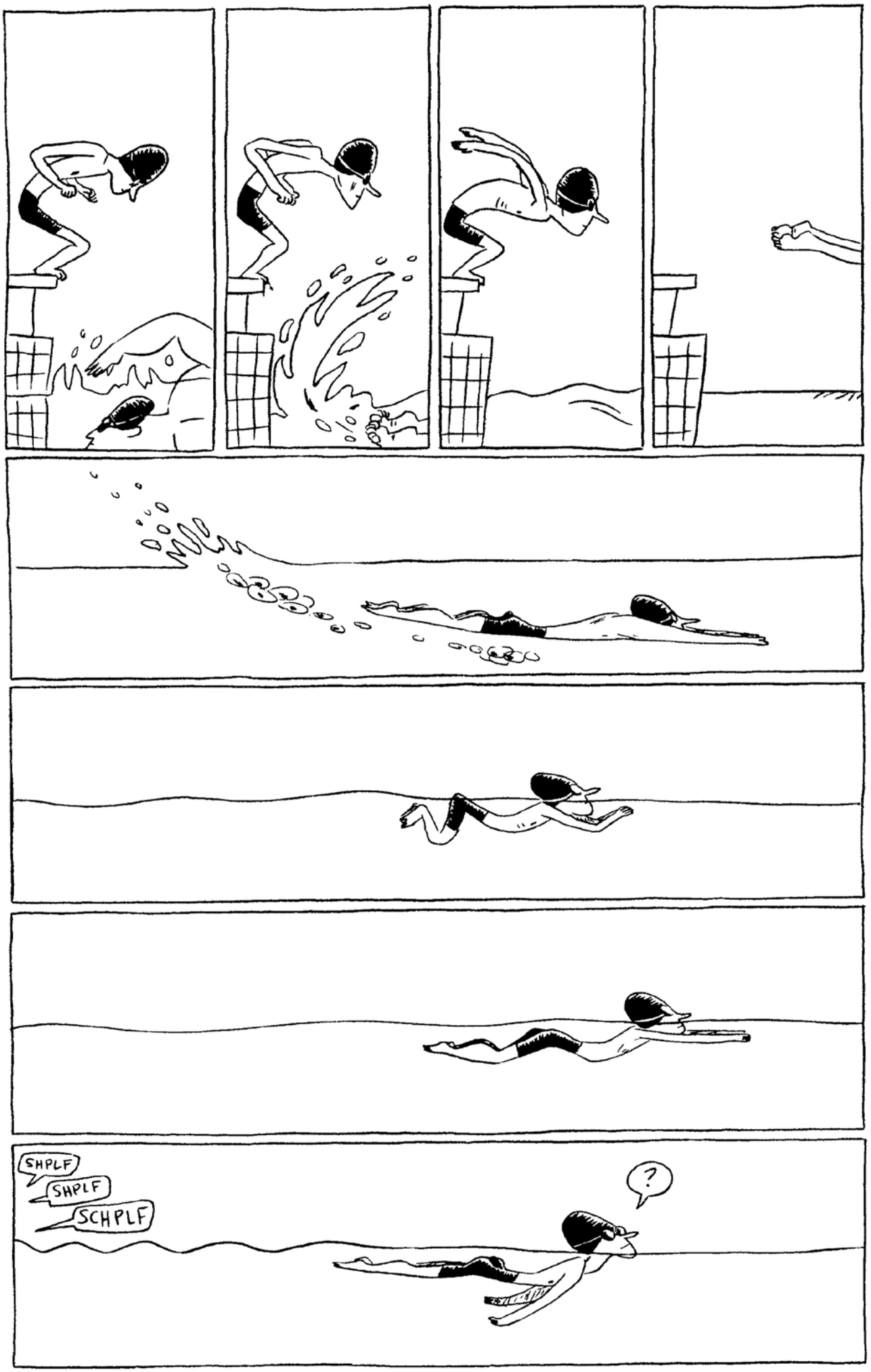
En 2003, à son arrivée en Charente, elle a dans son bagage culturel, outre la bande dessinée, des admirations multiples pour le cinéma d'animation (de *Betty Boop* de Max et Dave Fleischer à Bruce Timm), la littérature, les jeux vidéo... pour les histoires qui l'entraînent sans retenue vers des imaginaires inventifs.

Elle s'est déjà essayée à quelques récits graphiques, mais sans la conviction nécessaire. Une fois encore, l'envie viendra à propos et à temps, au sein de l'EESI, où des étudiants pratiquent avec confiance le 9e art. Et où ses attirances plus anciennes et nouvelles se mêlent pour Christophe Blain, Emile Bravo, Lewis Trondheim, Emmanuel Guibert et Marc Boutavant, Tsukasa Kotobuki, Art Spiegelman, Dave Cooper...

Sortie en septembre 2008 de l'école, titulaire d'un master arts numériques, Marine Blandin a aussitôt enchaîné sur sa résidence créative avec en projet une bande dessinée. Equipée de son roller mi-fin, elle invente en ce moment des *Fables nautiques* qui formeront un long récit. Dans le vase clos d'une piscine-ville à l'architecture impossible, des personnages outrés moqueront des situations et des comportements observés par l'auteur. Le lecteur rira à coup sûr des «musclors» trapézoïdaux ou des petits baigneurs en bonnets, immergés en permanence. Histoire à suivre.

Si Marine Blandin est aussi attirée par l'illustration et le dessin animé, elle voit en la bande dessinée un médium propice à ses débordements, à ses effets graphi-comiques qu'elle souhaite aussi légers qu'efficaces. *«Je ne peux pas m'empêcher de ne pas prendre les choses au sérieux,* constate-t-elle. *C'est ma manière de parler avec les outils dont je dispose. Tout ce que je n'arrive pas à dire, je le fais dire au dessin. Je m'y sens plus libre.»* ■

http://marine-blandin.over-blog.fr/


SHPLF
SHPLF
SCHPLF
?

ANGOULÊME

Un nouveau musée à voir et à lire

«La grande habileté de ce musée est de concilier une présentation sérieuse, il fait découvrir toute la bande dessinée, et il est aussi, notamment avec ses coins lecture, très convivial et accessible à tous les publics. Il contentera les passionnés aussi bien que les personnes qui viendront en curieux», explique Gilles Ciment, directeur de la Cité internationale de la bande dessinée et de l'image (CIBDI).

Le musée de la bande dessinée ouvre à Angoulême le 20 juin, dans le cadre minéral d'anciens chais du XIXe siècle, totalement réhabilités. Précédemment installées dans l'édifice livré par Roland Castro en 1989-1990, les collections se redéploient de l'autre côté du fleuve Charente, à une passerelle de leur lieu fondateur.

Le nouvel espace consacré au 9e art s'étale sur 4 500 m², avec des réserves à sa mesure, et, sur plus de 2 000 m², des surfaces réservées au public : outre les vastes salles d'expositions, permanente et temporaire, elles offrent des locaux de médiation, un auditorium (65 places), un centre de documentation (en 2010), une librairie (25 000 titres)…

Pour l'aménagement intérieur et la scénographie, l'architecte Jean-François Bodin a opté pour une simplicité très contemporaine, jouant de dégradés de gris, d'abat-jour et d'assises colorés et de plafonds tendus de lumière.

Un parti pris de sobriété dont l'objectif est de valoriser au mieux des œuvres, des documents et des objets tirés d'un fonds patrimonial exceptionnel : quelque 8 000 pièces pour les seules planches ou dessins originaux – plus importante collection d'Europe – réalisés par de grands artistes français, européens, d'Amérique et d'ailleurs ; plus de 100 000 périodiques et illustrés et des objets dérivés.

Claude Pauquet

Dans la première et plus vaste salle de l'exposition permanente, le visiteur va serpenter à son rythme dans l'histoire foisonnante de la bande dessinée, du Suisse Rodolphe Töpffer à nos jours. Les débuts, 1833-1920 (Bécassine, Les Pieds Nickelés, Little Nemo...) ; l'âge d'or, 1920-1955 (Tintin, Zig et Puce, Spirou, Popeye, Le Spirit...) ; vers une bande dessinée adulte, 1955-1980 (Astérix et Obélix, Corto Maltèse, Gros Dégueulasse, Snoopy, Spiderman...) ; de la bande dessinée d'auteurs à l'arrivée des mangas, à partir de 1980 (Zep, Tardi, Satrapi, Trondheim, Spiegelman, Ware...). A l'exception d'un accrochage consacré à des reproductions de mangas, les planches originales seront présentées à plat sous vitrines avec, à disposition du visiteur, des informations (en français, anglais, espagnol), les ouvrages correspondants et de confortables salons de lecture. «La planche de bande dessinée est destinée à être imprimée et lue dans un livre, précise Gilles Ciment. Cette présentation la replace dans son contexte.»

L'on pourra donc à plaisir contempler l'œuvre achevée, les séquences qui la composent et peaufiner la découverte grâce à des repères audiovisuels, d'ailleurs omniprésents dans le musée : interviews d'auteurs, documentaires...

L'aspect genèse de cet art graphique narratif est développé de façon plus technique dans l'Atelier. Toutes les étapes de la création, du crayonné à l'encrage en passant par l'utilisation de l'informatique, y sont illustrées comme l'est celle du scénario... par une aventure de Lucky Luke signée Goscinny.

Autres espaces : le Salon qui permet une approche plus spécifiquement esthétique, via l'exposition des plus remarquables dessins du musée signés, par exemple, Pratt, Hergé, Eisner, Moebius, Tardi, Franquin... et la Galerie, dont le contenu sera arrimé à l'actualité de la bande dessinée.

Les expositions temporaires (4 par an) disposent d'un lieu modulable de 400 m². Le premier événement d'envergure sera consacré au mythique personnage de Tarzan. D'abord présentée à Paris, au Quai Branly, l'exposition sera accueillie en 2010 à Angoulême. «Ce musée est une invitation à voir toute la variété de la bande dessinée, chacun peut y trouver les lectures de son enfance et découvrir, avec les auteurs contemporains, un autre pan de la bande dessinée, qui renouvelle le médium», promet le conservateur du lieu, Ambroise Lassalle.

Astrid Deroost

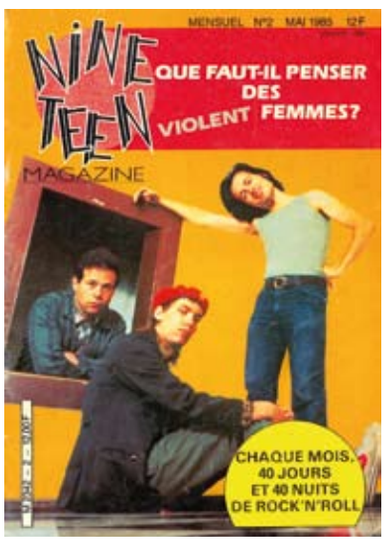
La CIBDI, établissement public de coopération culturelle financé par le Département de la Charente, la Ville d'Angoulême, la Région Poitou-Charentes et l'Etat, regroupe désormais trois sites : le nouveau musée, le bâtiment Roland-Castro (bibliothèque, salles de cinéma, centre de documentation, centre de soutien technique multimédia, restaurant...) et la Maison des auteurs. Le coût de l'aménagement du musée s'élève à 9,5 millions d'euros, financés par Magelis, la Région, l'Etat et l'Europe. Le bâtiment qui héberge le musée avait été préalablement acquis et réhabilité par Magelis.

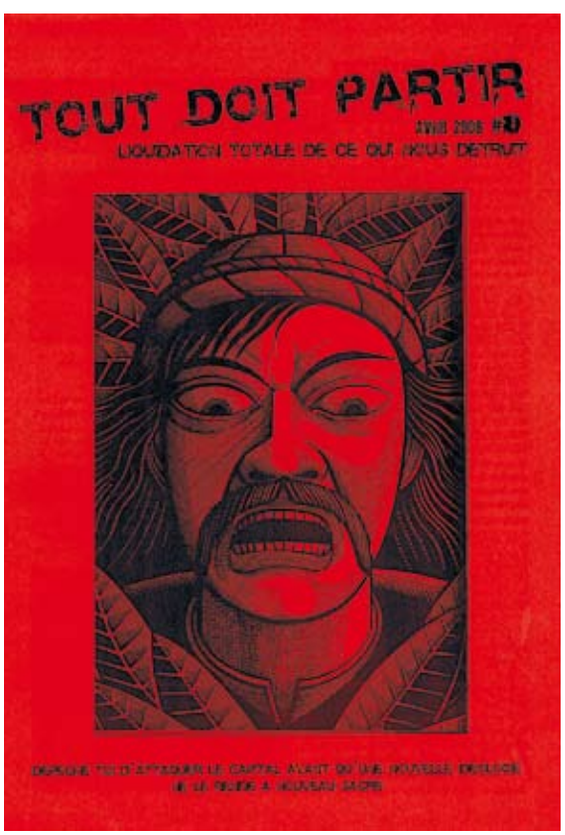
15 € l'année pour tout voir, 22 € en duo. Lieu d'exposition, de diffusion, le musée se doit aussi de conserver le patrimoine acquis. Cette ultime fonction impose, pour les œuvres exposées, une rotation trimestrielle puis un séjour de trois ans en réserve avant réutilisation. Ce renouvellement permanent des contenus est un attrait certain pour les visiteurs qui, pour un abonnement annuel de 15 €, pourront venir et revenir au musée, fréquenter les expos, assister aux conférences et bénéficier d'une remise de 5 % sur leurs achats en librairie. Pour l'année toujours et pour venir à deux, l'abonnement duo coûtera 22 €.

FANZINOTHÈQUE

Bouillon de contre-culture

«Rubrique News : Dab a quitté JMN productions pour des raisons dont vous vous doutez : c'était des enfoirés.» «Rubrique nécrologique : *Sect* a la regret de vous annoncer le split total de Puscunt. […] Ils en avaient marre de jouer du death-grind. Forcément tout le monde en joue !» *Sect*, dont nous publions ici des extraits, était un fanzine tourangeau sur la musique trash et hard. Il n'a apparemment survécu que deux numéros, mai et octobre 1994. Son rédac chef s'appelait Vlad (rapport à l'empaleur), et il évoquait la trajectoire de groupes locaux répondant aux doux noms de Sickness, Supuration ou Putrescence. Malgré son érudition et son franc-parler, *Sect* aurait été oublié à jamais si la fanzinothèque n'existait pas. Il est désormais archivé ici, à la lettre S, dans cette grande pièce en L, parmi des milliers d'autres titres. «A peu près 20 000, dénombre Cécile Guillemet, la directrice du lieu. Nous sommes un des endroits au monde qui en regroupe le plus, et en tout cas nous sommes les seuls à exister depuis 1989.» Bref, une Mecque du genre pourtant discrète, tapie au fond du Confort Moderne. C'est l'unique coin éclairé l'après-midi, tout droit après le bar, à quelques pas de la salle de concert. Une proximité rock'n'roll parfaitement raccord avec la concentration hallucinante de publications alternatives du monde entier.





ANNIVERSAIRE

Du 12 au 16 mai, pour ses 20 ans, la fanzinothèque invite pour la première fois des consœurs britanniques, américaines, allemandes ou espagnoles, lors de la 1re rencontre internationale du genre. Des expos, des concerts gratuits ou des ateliers de sérigraphie sont prévus. Programme complet sur www.fanzino.org

Musique, BD, polar, politique, science-fiction… On prend ici la pleine mesure du mot *fanzine*, contraction de *fan* et de *magazine*. Des publications à 90 % éphémères, créées et diffusées par des bénévoles. Leurs moteurs : la passion, la rage de faire découvrir un mouvement artistique ou des opinions minoritaires ignorées par la presse traditionnelle. Le fanzinomane, nourri à la contre-culture, est volontiers contestataire, radical, anarchiste. «A chaque fois que nous entendons parler de la valeur travail, nous reprenons une bière», décapsule la revue grenobloise *Au bord du noir*, dédiée aux polars. Mais il existe des exceptions : «Je viens de recevoir le fanzine d'un membre du MoDem… annonce Marie Bourgoin, la documentaliste. Bon, je ne sais pas trop quoi en faire.» Il finira peut-être entre un canard végétalien et un brûlot anticapitaliste.

Ce melting-pot d'opinions et de thématiques représente un des grands atouts du lieu. Bien sûr, le visiteur peut se perdre dans ces textes parfois illisibles, mis en page de façon approximative, s'escrimant sur des sujets hermétiques. Par exemple la différence – toujours dans *Sect* – entre l'atmospheric death metal et l'atmospheric-doom-technic-metal. Puis on finit par tomber sur une revue qui nous parle. Parce qu'elle évoque avec brio un vieux groupe qu'on croyait oublié. Parce qu'on n'a jamais lu de fanzine croate. Ou parce que le mauvais goût assumé de certains interpelle. Nulle part ailleurs on peut trouver un gros plan de testicules en couverture (l'américain *Horizontal Action* n° 15). Nulle part ailleurs, la liberté d'expression n'est autant revendiquée et usée jusqu'à l'os – oui, des crânes en une. C'est drôle, choquant ou gonflant. Jamais tiède. Le fanzine traverse les années à la marge, et ne semble pas prêt de rendre l'âme. «Il n'est pas menacé par les webzines [fanzines en ligne], ils sont complémentaires», assure Cécile Guillemet. Certains mouvements, comme le punk, restent ainsi viscéralement attachés au support papier. No future for the queen, un futur pour les fanzines. A Poitiers, on en reçoit une centaine par mois, et le flot ne tarit pas.

David Perrault

Fanzinothèque (entrée libre et gratuite)
185, rue du Faubourg du Pont-Neuf
86000 Poitiers

De toutes les utopies littéraires, aucune, excepté Icarie, n'a donné lieu à deux générations d'expérience communautaire. En 2009, luttant contre l'oubli, les descendants de la sixième génération sont toujours Icariens

Par **Véronique Mendès**

Utopie du phénomène littéraire à l'épiphénomène politique

Condamné à deux ans de prison pour un article de presse subversif, Etienne Cabet s'exile à Londres en 1834 où, durant cinq ans, il écrit *Voyage et aventures de lord William Carisdall en Icarie*. De retour en France en 1839, il confie le texte à son ami Laurent Pagnerre, éditeur de ses précédents livres. Par crainte de la censure, celui-ci renonce. Finalement c'est Hyppolite Souverain qui édite ce copieux ouvrage (deux tomes de 400 et 508 pages) sous le pseudonyme de Francis Adams. Très vite, les artisans et les ouvriers lettrés en font leur livre de chevet. Ce Voyage est un «best-seller» : 14 000 exemplaires tirés entre 1846 et 1848. Durant cette période, les contes de Charles Perrault ont un tirage global connu ou estimé de 13 000 exemplaires et *Notre-Dame de Paris* de Victor Hugo de 12 500.

En 1842, l'annonce de la seconde édition est faite dans le *Populaire*, journal fondé par Etienne Cabet : «*Voyage en Icarie*, 2 volumes in 18, pouvant se relier en un. Prix : 4 francs ou 16 livraisons à 25 c tous les jeudis, chez Mallet et Cie, éditeurs.» L'éditeur a changé. Le 25 décembre 1844, la troisième édition est annoncée. C'est désormais un «roman philosophique et social», en un seul volume de 600 pages, signé «Cabet, ex-député, ex-procureur général avocat à la Cour Royale». Cabet s'affirme enfin. Une quatrième édition, identique à la précédente, paraît en 1846.

La première partie du *Voyage en Icarie* est celle du conte à proprement parler, la deuxième est faite de discussions, objections et opinions de philosophes, la troisième est purement théorique – le mot «communiste» étant employé dans toute son acception collectiviste.

Lord William Carisdall a vingt-deux ans. Son mariage endogame avec Miss Henriet, quinze ans, riche, très belle, était prévu depuis longue date. Mais le héros a un destin qu'il n'imaginait pas. En venant annoncer son projet de mariage à Etienne Cabet, alors fictivement à Londres dans l'appartement luxueux d'un ami de Lafayette, son regard tombe sur un livre de grammaire icarienne et un dictionnaire en un seul volume. Ce livre le séduit d'abord par la beauté de sa reliure, de son papier et de son impression. Puis ce livre lui révèle que si le bonheur existe, il est là-bas, en Icarie ! William quitte Londres le 22 décembre 1834. Après un voyage qui ressemble à un chemin de croix, dans une géographie imaginaire, il débarque dans le pays de la félicité sociale. Il faut quatre mois pour y aller, quatre pour parcourir le pays, quatre pour en revenir. Une zone infranchissable entoure le royaume mystérieux, loin géographiquement mais surtout humainement. Icarie est séparée du monde des Marvols, antichambre du monde parfait, par un bras de mer traversé en six heures et du monde connu par quatre mois de traversée. Le temps sert de distanciation avec le monde réel.

MATHÉMATIQUE DU BONHEUR

A son arrivée en Icarie, William descend à l'hôtel des Etrangers. Il y rencontre Eugène, jeune peintre français exilé après la révolution de juillet. C'est un «icarimane». Puis William rencontre Valmor, qui l'introduit dans sa famille et devient son guide au paradis. Il apprend à aimer Icarie en passant des soirées à chanter les hymnes nationaux icariens.

Icara, la capitale, est propre, rectiligne, pleine de jardins et d'embellissements de toutes sortes. Ses maisons sont toutes identiques, rectilignes, mais très belles et confortables. Elles sont pensées et dessinées par la République icarienne. Les meubles sont conçus pour ne pas

Véronique Mendès est doctorante en histoire contemporaine à l'Université de Poitiers, allocataire de recherche de la Région Poitou-Charentes. Sa thèse, *Voyage en Icarie, la tentation identitaire ? 1848-2008*, est dirigée par Frédéric Chauvaud. Elle a publié un article sur Etienne Cabet et l'expérience icarienne dans *L'Actualité* n° 81 (juillet 2008).

Véronique Mendès

A Nauvoo en février 2009, la maison léguée par Lilian Snyder, descendante d'Icariens, est appelée à devenir musée icarien.

blesser les enfants avec leurs coins, ils sont distribués gratuitement aux familles et sont standardisés. Les vêtements et la nourriture le sont aussi. Les décisions sont prises au Palais national où siègent 2 000 députés pour le bonheur du plus heureux des peuples. William nage dans la félicité de voir autant de précautions prises pour l'humanité. Les Icariens, quant à eux, sont beaux, en pleine santé, ils ignorent la douleur et la maladie. Mais le mariage est obligatoire, les passions proscrites. Pour avoir des enfants, les Icariens doivent être sans tare. Ils épousent leurs amis de longue date, ce qui est censé éviter le divorce. Cette vie, très bien réglée, est une définition mathématique du bonheur. Cette bienveillance de la cité, préventive et omniprésente, devient paradoxalement le moyen de surveillance et de coercition des citoyens qui dérogent à la règle. Mais le héros du voyage est trop humain et il déroge à la règle fondamentale des relations entre Icariens et étrangers : il tombe amoureux de Dinaïse, la fiancée de Valmor, son ami.

Valmor guérit de sa blessure morale avec Alaé. Ainsi, la relation de William et de Dinaïse s'officialise. Le conte icarien reflète, comme tous les contes, à la fois des invariants anthropologiques et un contexte social. La loi icarienne ne permet pas à une Icarienne d'épouser un non-Icarien. Le mariage est endogame ou n'est pas. Alors le grand-père de Valmor avait fait naturaliser William pour service rendu à Icarie : la propagation du système icarien en Angleterre. Mais le jour du mariage, Dinaïse tombe, on ne sait par quel accident, aux pieds de William. Il la relève. Morte. On apprendra plus tard qu'elle n'est pas vraiment morte… Icarie est puritaine : cette mort temporaire est un moyen d'éluder la nuit de noces dans le conte (voir Blanche Neige ou la Belle au bois dormant). Elle indique aussi au lecteur l'impossibilité de mêler les deux mondes : celui des contes et la réalité.

La quête de William s'est donc transformée en tragédie. Le 24 mai 1836, il veut quitter Icarie pour ne jamais revenir. A son retour en Angleterre, il a perdu la raison. En fait, par sa folie, William reste en Icarie car dans les utopies littéraires, on ne revient jamais de cet *u-topos*.

FONDATION D'ICARIE AU TEXAS

Lors d'une visite imaginaire, Cabet trouve le journal intime de William, qui constitue la première partie du *Voyage en Icarie*. La deuxième partie raconte la naissance politique et sociale d'Icarie (en 1782), et la troisième, strictement théorique, ne fait aucun récit. C'est un examen de toutes les théories politiques, depuis Confucius, amenant positivement au communisme. Des trois parties du livre, il serait présomptueux d'affirmer laquelle eut le plus d'influence dans la praxis icarienne. Quoi qu'il en soit, cette bluette entre William et Dinaïse au pays du bonheur social a eu des répercussions que même son auteur n'avait osé imaginer.

Le 9 mai 1847, Etienne Cabet fait paraître un article dans *Le Populaire* titré : *Allons en Icarie !* Pour la première fois, Icarie est envisagée comme possible. Cela déclenche un enthousiasme frénétique. Désormais

Icarie figure dans le *Dictionnaire des lieux imaginaires* d'Alberto Manguel et Gianni Guadalupi (Actes Sud, 1998). Il y a même un plan.

Véronique Mendès

Aujourd'hui, rien ne laisse supposer qu'une quelconque utopie avait son centre névralgique sur le site du temple mormon de Nauvoo.

Ci-dessous, en Iowa, à Corning, deux pièces de cet immeuble sont occupées par le musée et ses objets icariens (mars 2009).

HERITAGE À NAUVOO ET CORNING

Aujourd'hui, les descendants des Icariens de 1848 revendiquent leur appartenance. Ceux des 5e et 6e générations, afin d'être reconnus comme acteurs de l'histoire des Etats-Unis, ont dû institutionnaliser cette identité si particulière. Un musée a été créé et un autre est en cours à Nauvoo, ville hautement symbolique de l'histoire icarienne, mais où celle-ci est détrônée par le héros local : Joseph Smith et ses Mormons. En 1849, la cité idéale était placée autour du temple mormon alors en ruines. Ce lieu très restauré est maintenant fermé au public par une grille en fer forgé, imposante, bornant de façon autoritaire une pelouse et le temple : strictement interdit aux non-mormons.

Néanmoins, deux salles d'un petit musée sont consacrées à Icarie, et une maison de briques en rénovation sera prochainement vouée à Cabet et aux colonies icariennes. Dans le parc fédéral, l'Historical Marker qui rappelle le passage des Français a été payé par feu Lilian Snyder, descendante d'Icariens et ancienne propriétaire du futur musée icarien dont elle a fait don.

A Corning, en Iowa, l'ancien site de la colonie qui faisait, en 1854, plus de 3 000 acres est protégé mais est réduit à une trentaine d'acres. Le site ne comprend désormais que le réfectoire en rénovation, l'école et trois tombes. Le petit musée de Corning sur les Icariens est géré et organisé par une descendante de cette utopie française.

Véronique Mendès

PREMIERS SOCIALISMES

Le service commun de la documentation de l'Université de Poitiers a créé une bibliothèque virtuelle sur les premiers socialismes qui réunit des documents produits par les saint-simoniens, les fouriéristes, Cabet et les Icariens, Proudhon, etc. Pour la plupart, ils sont extraits du fonds légué en 1935 par le professeur Auguste Dubois. Actuellement, plus de 80 ouvrages numérisés sont accessibles en ligne.

http://premierssocialismes.edel.univ-poitiers.fr

Icarie doit être fondée. Cabet trouve des terres au Texas. Le 3 février 1848, 69 Français partent du Havre. Aux Etats-Unis, les Icariens doivent, avec de faibles moyens matériels, construire l'irréelle Icarie. Mais l'implacable décalage entre imaginaire et réalité reste irrésolu. Icarie nécessite, encore et toujours, une vie de labeur, tout ce que les Franco-Icariens fuyaient. Pas de staramoli pour les accueillir (luxueux taxis-chars icariens), ni de ponts suspendus gigantesques, ni des maisons au confort dont ils n'osaient rêver, mais des friches, des cabanes à monter et le choléra. Les Icariens vont errer d'Icarie en Icarie. Ces éternels passagers sont, comme William Carisdall, en quête perpétuelle. Les Français, Espagnols et Allemands devenus Icariens cherchent simplement le bonheur et la reconnaissance sociale qu'ils estimaient mériter. Même si dès les premiers départs les dissensions entre les Icariens réels et Cabet s'affirment, l'Icarie imaginaire reste leur support d'intégration. Lorsque Cabet meurt en 1856, dans l'Etat du Missouri, seul avec quelques fidèles, il laisse son œuvre inachevée.

L'expérience icarienne dure un demi-siècle. Sans relâche, Icarie crée des colonies à partir de février 1848 : au Texas, en Illinois, en Iowa, en Missouri et en Californie. Le conte utopique s'est transformé en processus de compréhension du monde. Il a créé l'identité des Icariens, l'histoire des Icariens, la mémoire des Icariens. Et c'est en lisant le conte icarien que 1 800 Européens, de 1848 à 1898, furent convaincus de partir vivre en Icarie. En 2008, des descendants de ces soldats de l'humanité militent toujours pour le bonheur social. ■

GUY DEBORD

Par **Georges Monti**

Un trésor national

Les archives de Guy Debord, qui devaient trouver asile à l'Université américaine de Yale, n'ont pas pu quitter la France. Elles ont été «classées» par l'Etat, déclarées «trésor national» : en quelque sorte, soupçonne-t-on, assignées à résidence. Toute la presse en a parlé, en feignant de s'étonner du paradoxe.

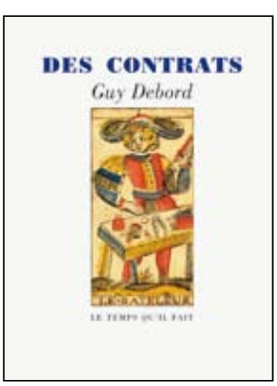
Il est particulièrement piquant, en effet, de constater que ce penseur noir de la société contemporaine, dont la notice dans le *Dictionnaire des auteurs* débute par les mots «Révolutionnaire et écrivain français», qui s'est constitué en «ennemi de son temps», se retrouve, moins de quinze ans après sa mort volontaire («qui eut ceci d'admirable qu'elle ne peut passer pour accidentelle»), affublé de ce qualificatif doublement risible le concernant : «trésor national».

On est tenté de se demander ce que Debord lui-même en aurait pensé, mais c'est un peu naïf. Voyons plutôt ce que nous pouvons en penser par nous-mêmes, sachant bien que, sur un tel sujet, notre avis ne peut guère échapper à sa bienfaisante influence.

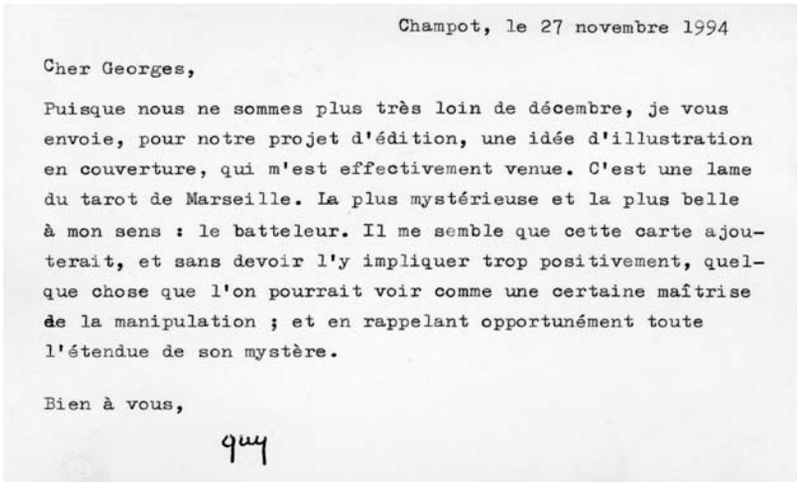
Le pouvoir – qui se prétend aujourd'hui plus malin que jamais – aurait-il trouvé là une manière de ruse inédite, pour réduire le meilleur, le plus redoutable de ses contempteurs ? Ignore-t-il qu'on peut *classer* des archives en les rendant visibles, mais qu'on ne classe pas une pensée qui s'est aussi délibérément soustraite à toutes les séductions du spectacle — et qui circule librement dans ses livres ?

Si l'on accepte, avec Claude Lefort, l'idée qu'en démocratie le pouvoir est un «lieu vide» – auquel se succèdent des locataires d'occasion qui ne sauraient réinvestir le corps politique du monarque d'ancien régime, ni celui du chef totalitaire –, comment comprendre que celui-ci puisse avoir l'ambition d'absorber ses opposants légitimes dans un système clos ?

C'est bien *plus pire* !



Georges Monti, fondateur des éditions Le temps qu'il fait, à Cognac, a publié un livre de Guy Debord en 1996 : *Des contrats*.



Champot, le 27 novembre 1994

Cher Georges,

Puisque nous ne sommes plus très loin de décembre, je vous envoie, pour notre projet d'édition, une idée d'illustration en couverture, qui m'est effectivement venue. C'est une lame du tarot de Marseille. La plus mystérieuse et la plus belle à mon sens : le batteleur. Il me semble que cette carte ajouterait, et sans devoir l'y impliquer trop positivement, quelque chose que l'on pourrait voir comme une certaine maîtrise de la manipulation ; et en rappelant opportunément toute l'étendue de son mystère.

Bien à vous,

guy

Vincent Kaufmann remarque (dans son excellente préface au «Quarto/Gallimard») que Debord est, depuis sa disparition, «tombé progressivement dans le domaine public, [… qu'il] il est devenu plus accessible, et accessible plus individuellement, en écho à une parole qui se sera faite de plus en plus singulière. Le guerrier s'est effacé derrière l'artiste.» Il est notable, en effet, que certains commentateurs prêchant en douce pour leur chapelle (cf. Sollers) aient souligné chez le Debord tardif un dépassement du politique par le poétique – oubliant peut-être au passage que l'inverse est également vrai, en un aller-retour incessant.

Admettons un instant que le théoricien «s'est effacé derrière» l'écrivain, et reconnaissons avec le même Claude Lefort qu'«il fut un temps où l'on voulait mettre la littérature au service de la politique, tandis que celle-ci paraissait investie de la tâche de changer le monde par la révolution. Il arriva aussi que, face à cette prétention, l'on crut devoir défendre l'indépendance de la littérature : on en fit un domaine réservé ; on alla jusqu'à vouloir l'arracher à toute vie commune, à tout risque partagé, à tout présent.» On voit alors qu'il n'est nullement innocent de mettre en avant les indéniables qualités littéraires de l'œuvre de Debord ; on devine comment, par un implicite renversement des valeurs, la *reconnaissance* de l'extraordinaire valeur stylistique de ses écrits en minimise la portée théorique.

«Ce classement comme trésor national s'interprète comme une reconnaissance par l'Etat de ce que représente Debord dans la vie intellectuelle et artistique du siècle écoulé» s'exclame dans le journal *Libération* le président de la BNF. — «On sait que cette société signe une sorte de paix avec ses ennemis les plus déclarés quand elle leur fait une place dans son spectacle» lui rétorque l'intéressé avec un sens de l'anticipation qui n'appartient qu'à lui.

Seulement, il ne se peut pas qu'un érudit des temps futurs, archéologue inspiré ou chanceux, découvre Debord dans les sous-sols de la Nationale, comme on y a jadis inventé Isidore Ducasse, car – j'y reviens – les archives (qui n'en sont que le matériau) ne peuvent rien révéler qui ne soit déjà amplement montré *et* caché dans l'explosive *lettre volée* que constitue l'œuvre publiée *sous forme de livres*. C'est sous cette forme qu'elle a circulé, comme en fraude pour commencer, puis dans une certaine clandestinité, entourée d'un mystère que cette ridicule manipulation et l'écho qu'elle a suscité semblent sur le point de dissiper.

Se pourrait-il qu'à l'avenir cette forme – bientôt dépassée nous dit-on – soit poussée à renouer avec ses vertus propres pour jouer à nouveau le rôle qui a toujours été le sien dans la juste conspiration du vrai contre le faux ? On peut l'espérer, sans oublier que Debord lui-même a mis en garde les candides, dès 1967, en paraphrasant une formule fameuse de Hegel : «dans le monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux».

MUSÉE DE ROCHECHOUART

Un film de Guy Debord sert de trame à une exposition collective visible au musée d'art contemporain de Rochechouart jusqu'au 15 juin : *In girum imus nocte et consumimur igni* (1978), célèbre palindrome ainsi traduit «Nous tournons en rond dans la nuit et sommes dévorés par le feu».

BENOÎT PERRAUD

L'utopie pour objectif

Un plan fixe sur un squat. Voilà ce que Benoît Perraud découvre quand il récupère fin 2005 le développement d'une pellicule Super 8, dernier témoignage de son récent séjour en Espagne. Commentaire autocritique amusé du réalisateur : «J'essaie de faire un pseudo panoramique et puis je me rate. Du coup, je répète mon geste, et puis au moment où je commence à zoomer, plof ! la pellicule se finit.» Même écourtée et maladroite, cette image suffit à exercer sur lui une certaine fascination. «Elle m'a beaucoup parlé. Je me suis dit que si je ne connaissais pas les gens de ce squat, quelque chose me rapprochait tout de même d'eux.» Même plan fixe, même lieu. Voilà comment débute le film *Nécessaire(s) Territoire(s)* que Benoît Perraud réalise en 2006. A travers l'exemple du squat, son film porte sur l'utopie. Une notion qu'il estime très actuelle car ne renvoyant pas à un lieu à jamais inaccessible mais davantage à un mouvement vers une façon de vivre meilleure. Lui qui a fréquenté des squats mais n'a habité dans aucun évacue vite toute tentation théorique. Il assume une approche plus personnelle et sa qualité d'observateur intéressé. «Alimenter ce mouvement vers l'utopie par du symbole est une façon de se réapproprier les choses… Ma façon à moi d'occuper l'espace, c'était de faire un film.» Avec ce court-métrage, il clôt son master documentaire de création (Créadoc) à l'Université de Poitiers. En première année, il a fait plusieurs rencontres décisives qui ont pour dénominateur commun la Famille Digitale. En accord sur l'orientation politique et la manière de concevoir des documentaires, il rejoindra en septembre 2006 ce collectif de réalisateurs et leur toit accueillant. Mise en commun des moyens par nécessité, alimentation des idées et coups de main par affinités, cette association s'inscrit dans une démarche où, de l'avant-projet à la diffusion d'un film, personne n'est indifférent au travail de l'autre. «Le fait d'être en groupe démythifie la réalisation d'un film.»

Son interrogation sur les choix de vie qu'incarnent les squats n'est pas une œuvre strictement personnelle. Il la mène sur le terrain à travers la rencontre des membres du squat NUF666, «zone d'occupation temporaire» alors en train de se constituer à La Rochelle, et de témoins des squats d'activités politiques initiés plus tôt par le Dédal (Défense du droit au logement) à Limoges. Le reste, soit une bonne moitié des 21 minutes que compte ce film, est constitué d'images récupérées sur Internet. «C'était une manière de montrer qu'il y a des gens qui nous envoient des informations de partout et que nous pouvons nous les réapproprier à condition de prendre le temps de s'interroger sur ce que nous voyons et entendons.» On arrête tout, on réfléchit. Sans révérence excessive, Benoît Perraud assume l'héritage de 68 et plus largement des années 70. Un écho situationniste – voix off sur fond noir – plante le décor de *Nécessaire(s) Territoire(s)*. Si le contexte a changé, il reste assez admiratif d'une époque où politique et esthétique étaient totalement imbriquées. «Aujourd'hui, on veut nous faire croire que la politisation est morte. C'est une bêtise. C'est juste que les mouvements s'organisent différemment.»

En 2007, l'élection présidentielle est en vue et les *100 jours* sont en marche. Cet ambitieux projet lancé par les Yeux d'Izo et soutenu par la Famille Digitale se propose de porter à l'écran la parole citoyenne sous la forme d'un compte à rebours précédant le scrutin. Côté caméra, Benoît Perraud donne la parole à Fatiha Drouche, membre de la CNT, sur la question de l'autogestion, et à voir un atelier de lecture réuni autour de l'œuvre de Marx. Formé également dans le domaine du son, il assure également la supervision technique des *100 jours*. Cette action trouvera un prolongement avec les *Actualités cinématographiques*. Coordonné par les Yeux d'Izo, ce projet au sein duquel le jeune réalisateur s'inscrit naturellement a pour finalité une diffusion dans les salles de cinéma de la région à partir d'octobre 2009. Dans cette relecture engagée d'un genre ancien, l'ancrage local se fait évidence comme le plus court chemin vers l'utopie.

Alexandre Duval

Alexandre Duval

FESTIVAL RAISONS D'AGIR

Du 9 au 11 avril, l'Espace Mendès France accueille le Festival Raisons d'agir sur le thème : Luttes, espérances, utopies (J'ai rêvé d'un autre monde).

L'écrivain Annie Ernaux et le sociologue Gérard Mauger sont invités (soirée du 9 avril) ainsi que de nombreux chercheurs en sciences sociales et documentaristes.

Projection de *Nécessaire(s) Territoire(s)* et de *27 % (100 jours)*, de Benoît Perraud, le samedi 11 avril.

Programme sur maison-des-sciences.org

Claude Pauquet

J'ai rêvé de matins très purs

Par **Bernard Ruhaud**

J'ai rêvé d'un autre monde. C'était il y a longtemps. Et comme j'étais pressé de voir se réaliser ce monde dont je rêvais, il était censé advenir dans un futur assez proche. Si bien qu'à présent il devrait être tout à fait accompli. Or ce n'est pas vraiment cela. C'est même très différent. Certes quelques innovations qui auraient paru utopiques à l'époque ont été réalisées, mais je n'y avais pas songé. Par contre rien ou presque de ce qui me semblait souhaitable et possible ne s'est produit. La planète est toujours aussi belle mais la façon dont nous vivons ne s'est guère améliorée. Par bien des aspects et pour ce qui concerne l'essentiel de mes attentes, c'est même pire. Je ne rêvais de rien d'extraordinaire pourtant. Des rêves de paix, de bonheur, de justice, des trucs assez naïfs et idéalistes en somme. Mais sauf à faire des cauchemars, comment aspirer à autre chose. Quand le Mur est tombé par exemple – ce que j'avais quand même souvent espéré – j'étais persuadé que les choses allaient s'améliorer pour tout le monde dans chacun de ses ex-côtés. Lorsque Franco est mort, quarante ans après l'assassinat de la République, je ne pensais pas que l'un de ses héritiers redorerait une royauté. Et quand un fabuleux dimanche de mai le peuple a cru désigner l'un des siens pour s'occuper de ses affaires, comment imaginer que tous ses rêves seraient brisés ? En matière de prospective, mon rêve d'un autre monde est un beau fiasco.

Mais cela fait un bon moment, j'ai eu le temps de mesurer ce qu'il en est et d'envisager autre chose. Dès lors j'ai fait d'autres rêves, plus étroits, plus personnels, moins généreux peut-être mais plus à ma portée. J'ai rêvé de lointains voyages, le lac Baïkal, les déserts mongols, Shanghai. Comme on choisit un songe dans la forêt de ceux que l'on n'a pas encore déroulés. J'ai vu des rues plus larges que des places, des quartiers plus vastes que nos cités, des banlieues dont on ignore l'existence, même là-bas. J'ai entendu des sons aigus, senti quantité de parfums nouveaux, arpenté des endroits qui n'ont jamais d'extrémité. J'ai croisé des centaines de regards. J'ai rêvé de matins très purs. En montagne, nous partions à la nuit jusqu'à un col où les bergers se retrouvaient pour compter, trier et descendre leurs bêtes. Le jour pointait à peine. Le ciel devenait rose avec des nuances lumineuses de vert et de bleu. C'était magnifique. A la descente le berger ramenait dans son sac un agneau né là-haut. Autant de rêves moins ambitieux mais parfaitement réalisables et tellement beaux. J'ai rêvé d'une femme très douce, très tendre, avec laquelle je partagerais l'essentiel de mon existence. J'ai fait des rêves étranges. C'était plein d'enfants, des milliers et des milliers d'enfants, des jeunes, des très jeunes, même des nouveaux-nés, dormant, pleurant, tétant encore dans les bras de leur mère. Un interminable défilé d'enfants de tout âge, de toutes contrées et de toutes conditions.

Car et en dépit de la faim, de la misère, de la maladie, de l'exploitation, de la pègre, des guerres, des mensonges, des trahisons, des risques du nucléaire et de ceux de la pollution, malgré tout ce qui la menace et la défigure, dans mes rêves les plus insensés, l'humanité ne s'éteint pas.

Claude Pauquet, *Michel D., Valdivienne*, Vienne, 2008.

Bernard Ruhaud, né à Nanterre en 1948, vit à La Rochelle. Dernier livre paru : *La première année j'ai appris l'anglais* (éd. A&T, 2007).

CENTRE
DE MED
PROFESS

Un crime parfait

Alberto Manguel s'interroge sur la perfection des machineries sociales et le fanatisme de l'efficacité «à tout prix», en s'appuyant sur deux exemples empruntés à la fiction : *Le bureau des assassinats* de Jack London et *2001 Odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick

Par **Alberto Manguel**

Traduit de l'espagnol par **François Gaudry**

Un des plus vieux rêves de l'humanité est celui d'une machine sociale parfaite qui choisirait infailliblement le bien contre le mal, en éliminant le nocif et préservant le salutaire. Cette cité ardemment désirée se trouve toujours dans un passé imaginaire ou un futur fantastique. «Car nous n'avons pas ici-bas de cité permanente, mais nous recherchons celle de l'avenir», écrivait saint Paul aux Hébreux. La philosophie et la religion ont tenté maintes fois de définir cette cité de «l'avenir» ; nous avons souvent cru que ses murailles étaient presque à notre portée, juste derrière l'horizon, et depuis l'aube des temps nos histoires ont tenté de la décrire. «J'attends impatiemment le jour où l'homme avancera poussé par quelque chose de plus digne et de plus élevé que son estomac», écrivait Jack London en 1905, «un temps où existera un meilleur stimulant pour l'action que le stimulant actuel qui est l'estomac. Je conserve ma foi en l'intégrité et l'excellence de l'être humain. Je crois que la noblesse d'esprit et la générosité vaincront la vulgaire gloutonnerie d'aujourd'hui.» Lecteur précoce du *Manifeste communiste*, membre du parti socialiste (qu'il quittera «à cause de son manque de combativité et de son désintérêt pour la lutte des classes»), London rêva longuement de cette parfaite machinerie sociale. Peut-être parce qu'il comprit que son rêve était impossible, Jack London, à peine âgé de quarante ans, décida de se suicider la nuit du 21 novembre 1916, dans la luxueuse propriété californienne qu'il avait achetée grâce à ses droits d'auteur considérables. Pensant hâter la fin, il avala des doses létales de deux substances différentes. Le résultat fut contraire : l'une annulait les effets de l'autre, et London agonisa durant plus de vingt-quatre heures.

Parmi ses écrits inachevés on trouva un roman et quelques notes pour une fin possible. Il portait un titre superbe : *Le bureau des assassinats*, et il y était question d'une machine sociale si parfaitement conçue contre les ennemis de la société qu'elle ne pouvait être arrêtée qu'en détruisant son créateur. Celui-ci est un certain Ivan Dragomiloff, fondateur d'une société secrète qui, moyennant un certain prix, assassine sur commande. Cependant, la victime ne peut être une personne pour laquelle le client ne nourrit qu'une simple aversion. Une fois qu'un nom est avancé, Dragomiloff mène une enquête sur la conduite et la personnalité de l'individu désigné. Et si l'assassinat est, selon ses critères, «justifié d'un point de vue social», alors seulement il donne l'ordre d'agir. Un ennemi de la société n'est considéré comme tel que si Dragomiloff en juge ainsi.

Cette entreprise est une machinerie d'une totale efficacité. Dès qu'il a commandé un assassinat et en a payé le prix, le client doit attendre que les subordonnés de Dragomiloff apportent les preuves définitives du manque d'éthique de la victime. Celle-ci peut être un chef de la police brutal, un patron implacable, un banquier cupide, une aristocrate : dans tous les cas, il doit être prouvé, sans l'ombre d'un doute, que cette personne nuit à la société. Si la preuve est insuffisante, ou si la victime meurt accidentellement, l'argent est rendu au client, après une déduction de dix pour cent destinée à couvrir les frais de gestion. Mais une fois que Dra-

gomiloff a décidé que la victime mérite la mort, il n'y a pas de retour en arrière possible. «Dès qu'un ordre est donné, explique-t-il, c'est comme s'il était exécuté. Nous ne pouvons pas fonctionner autrement. Nous avons des règles et nous les respectons.»

C'est alors que survient quelque chose d'inattendu. Cherchant à démanteler l'organisation, un jeune homme audacieux présente une demande exceptionnelle. Il rencontre Dragomiloff et le paie pour l'assassinat d'un important personnage public dont il ne donne pas le nom. Ce n'est que lorsque la demande a été acceptée (à condition, naturellement, que soit démontrée la culpabilité du personnage) que le jeune homme révèle le nom de la victime qui n'est autre que Dragomiloff lui-même, lequel accepte d'exécuter son propre assassinat. Il a créé une machinerie sociale si efficace que son objectif – l'élimination de personnes indésirables – peut même s'appliquer à son créateur.

Ce récit de Jack London, écrit il y a plus d'un siècle, semble aujourd'hui curieusement contemporain. Non parce qu'il suggère que puisse se créer une organisation destinée à éliminer ceux qui seraient considérés comme nuisibles à la société, mais en raison de l'idée qu'une machinerie sociale peut être si parfaite dans son fanatisme qu'elle ne peut être détruite que si l'on détruit aussi son créateur. Au risque de pousser la comparaison trop loin, je crois que l'organisation de Dragomiloff a connu une réincarnation moderne. Aujourd'hui, en effet, nous avons permis la création d'un grand nombre de machineries formidables qui, comme celle de Londres, sont multinationales et anonymes, dont le dessein n'est certes pas de purifier la société au moyen de l'assassinat (dessein blâmable sans nul doute) mais d'obtenir pour une poignée d'individus le plus grand profit financier, sans considération aucune pour le préjudice qu'ils causent à la société, sous la protection d'un écran d'innombrables actionnaires anonymes. Indifférentes aux conséquences, ces machineries envahissent tout le champ de l'activité humaine et cherchent partout le profit, fût-ce aux dépens de la vie humaine. De la vie de tous, car en fin de compte ni les plus riches ni les plus puissants ne survivront à l'exploitation de notre planète. Atroce morale que confirment les événements de ces dernières semaines.

Le médecin hollandais Bernard de Mandeville, qui exerça en Angleterre au début du XVIIIe siècle, publia en 1714 un essai intitulé *La fable des abeilles, ou Vices privés, bénéfices publics*, dans lequel il soutenait que le système d'assistance mutuelle, qui permet à la société de fonctionner comme une ruche, se nourrit de la passion des consommateurs d'acquérir ce dont ils n'ont pas besoin. Une société virtuose, expliquait Mandeville, dans laquelle ne seraient satisfaits que les besoins essentiels, serait privée d'industrie et de culture et donc s'effondrerait par manque d'emplois.

La société de consommation qui triompha deux siècles plus tard prit les arguments sarcastiques de Mandeville au pied de la lettre. En flattant les sens, en plaçant la possession au-dessus de la nécessité, cette société a totalement changé la notion de valeur qui, conformément aux codes de la publicité commerciale, est devenue, non plus la mesure des qualités d'un objet, ni celle du service qu'il rend, mais la simple perception de cette valeur fondée sur le prestige et la marque de cet objet ou de ce service. Dans le monde des consommateurs, le *esse est percepi* de Berkeley a pris une signification différente de celle qu'entendait lui donner le brave évêque. La perception est à la racine de l'être, mais les choses acquièrent une valeur déterminée, non parce qu'elle sont nécessaires, mais parce qu'on les perçoit comme telles. Ainsi le désir ne tient plus à l'origine mais au produit final de la consommation.

La littérature (qui croit encore en des valeurs plus solides et anciennes) nous raconte qu'il existe un monde meilleur et plus heureux non loin de nous, en d'autres temps et d'autres lieux, dans le fabuleux Age d'Or que don Quichotte regrettait, ou dans le futur décrit par la science-fiction. Dans le film de Stanley Kubrick *2001 Odyssée de l'espace*, le monde que nous essayons d'atteindre se trouve sur Jupiter. Pour y arriver, l'humanité a construit un vaisseau spatial contrôlé par un superordinateur, HAL 9000. Il a été programmé pour conduire le vaisseau vers sa destination, avec l'instruction précise d'éliminer tout obstacle rencontré en chemin. Hal, cette machine dotée d'une intelligence artificielle, est capable de parler et de réagir comme un être humain, et peut même simuler des émotions.

Et la voracité, un loup universel, aidée par la volonté et le pouvoir doit tout transformer en proie universelle et à la fin se dévorer elle-même.

Shakespeare, *Troilus et Cressida*

Alberto Manguel, né à Buenos Aires en 1948, vit dans la Vienne. Récents livres parus : *La Fiancée de Frankenstein* (L'Escampette 2008), *L'Iliade et l'Odyssée* (Bayard, 2008), *La Cité des mots* (Actes Sud, 2009). En poche : *La Bibliothèque, la nuit* (Babel, 2009). Créée chez Actes Sud, la collection «Le cabinet de lecture d'Alberto Manguel» est désormais publiée à Chauvigny par L'Escampette éditions. A paraître en mai, *L'angoisse du héron*, du Québécois Gaétan Soucy, et début 2010, *L'abattoir*, de l'Argentin Esteban Echeverria, traduit par François Gaudry.

Cependant, à la différence des êtres humains, il est supposé incapable de commettre une erreur.

Après un certain temps, Hal annonce que quelque chose marche mal dans le système de communication du vaisseau. Un des membres d'équipage, Bowman, sort pour réparer l'avarie ; sur terre, les contrôleurs, perplexes, pensent que l'ordinateur a dû se tromper. Bowman et un autre membre d'équipage décident de le déconnecter pour éviter d'autres problèmes, mais malgré leurs précautions Hal découvre leur plan, élimine le camarade de Bowman et coupe l'alimentation en oxygène de quatre astronautes. Bowman, le seul qui puisse maintenant s'opposer à l'ordinateur, se rend compte que «l'erreur» de Hal était délibérée. Programmé pour permettre au vaisseau d'atteindre sa destination «à tout prix», Hal était arrivé à la conclusion que l'obstacle majeur au succès de la mission était la faillibilité de l'intelligence humaine et, puisque les programmateurs n'avaient pas inclus dans sa mémoire l'interdiction de tuer, il avait décidé d'éliminer la source de toute erreur possible : les êtres humains.

Comme l'organisation de Jack London, Hal est une machine à l'épreuve des défaillances, construite pour atteindre le but recherché «à tout prix», fût-ce celui de la mort de son créateur. La structure mercantile que nous avons créée comme moteur de nos sociétés est aussi parfaite que ces constructions imaginaires, et tout aussi létale. Nous lui avons donné l'ordre d'atteindre un objectif – produire à tout prix des profits financiers – et nous avons oublié de graver dans sa mémoire l'avertissement : sauf au prix de notre vie. Pour l'énorme machinerie économique qui contrôle tous les aspects de nos sociétés, comme pour un Dragomiloff capable de tout juger ou un Hal techniquement parfait, nous sommes les ennemis. La situation que nous vivons aujourd'hui en est la preuve. Elle semble être l'identité que nous méritons.

La littérature peut nous offrir des fables exemplaires et des questions de plus en plus vastes et perspicaces. Mais aucune littérature, fût-elle la meilleure et la plus accomplie, ne peut nous sauver de notre propre folie. Romans, poèmes, scénarios ne peuvent nous protéger de la souffrance ou de «l'erreur» délibérée, des catastrophes naturelles ou artificielles dues à notre propre cupidité suicidaire. La seule chose que puisse faire la littérature c'est, parfois, miraculeusement, nous conter cette folie et cette cupidité, et nous rappeler que nous devons rester en alerte face aux technologies financières et commerciales chaque jour plus parfaites et autonomes. La littérature peut offrir une consolation à la souffrance et des mots pour nommer nos expériences, elle peut nous dire qui nous sommes, elle peut nous apprendre à imaginer un futur dans lequel, sans exiger une conventionnelle *happy end*, nous pourrions rester vivants, ensemble, sur cette terre maltraitée. C'est déjà beaucoup. ■

Ces pages sont illustrées par des œuvres de Ha Cha Youn, produites et présentées à Poitiers (lire p. 10) Ci-dessous : image extraite du film *Sweet Home 4* (2009). Photographie p. 26 : *Consigne*, 2005-2006

Yoan Deliniers

Thierry Fontaine, *Cri à terre*. Originaire de l'île de la Réunion, Thierry Fontaine vit actuellement en Nouvelle-Calédonie. Cet été, il est invité à la Biennale internationale d'art contemporain de Melle.

La panique *de 1837*

La spéculation sur les terres de l'Ouest américain a provoqué l'une des premières grandes crises financières

Par **Fabrice Scotto**

C'est la crise financière et économique actuelle sans précédent depuis celle de 1929 qui va nous intéresser avec une tentative d'explication et de résolution en trouvant des enseignements dans les crises précédentes. Dans la mesure où les crises se sont succédé avec une telle régularité au cours de ces deux derniers siècles, on peut à bon droit se demander si la crise ne constitue pas la règle et la prospérité économique l'exception. Une tentative de compréhension de notre crise nous renvoie aux premières années de la République américaine lorsque cette dernière, ruinée par sa guerre d'indépendance, imagina la première banque nationale américaine qui permit de ramener les colonies rebelles dans les premières places du système financier mondial. Une première banque centralisée, *The bank of North America,* fut imaginée par Robert Morris, un disciple d'Alexander Hamilton. L'expérience s'était terminée en 1785. Sur cet exemple fut créée la première banque centralisée des Etats-Unis, *The first bank of the United States* (1791), pour uniformiser l'action des treize banques des colonies

originelles. La charte de vingt ans expira en 1811 et la seconde banque des Etats-Unis vit le jour en 1816. L'économie avait tenu bon pendant les années de blocus continental de Napoléon et pendant la guerre contre les Anglais. Après leur victoire de 1815, les Etats-Unis furent frappés par une première crise financière de grande ampleur (1819), puis une seconde (1825).

LA DÉMOCRATIE JACKSONIENNE

L'élection d'Andrew Jackson (1828) marqua le tournant idéologique de la nouvelle république. Le septième président des Etats-Unis était le premier à ne plus faire partie des «héros» de la guerre d'Indépendance. Son idéologie égalitaire et individualiste était comme une deuxième vague révolutionnaire. La première génération d'Américains souhaitait se démarquer définitivement de l'influence de l'Angleterre et affirmer sa singularité.

Jackson était d'abord un militaire qui voulait régler la question des Indiens en les exilant toujours plus à l'ouest. Sa politique se plaçait dans la continuité de la «doctrine Monroe» de 1823 qui réservait l'ensemble du continent américain à la seule influence des Etats-Unis. Il annonçait également la théorie de la «destinée manifeste», terme inventé en 1845 par le fondateur du journal *The United States Magazine and Democratic Review,* John L. O'Sullivan, pour diffuser la culture et la démocratie républicaine. Il s'agissait aussi de justifier l'annexion du Texas (1845) et la guerre contre le Mexique pour la «vente forcée» de la Californie (1848). Sur le plan économique, Jackson se voulait le défenseur de l'Américain moyen. Il avait promis à ses électeurs de faire la chasse aux spéculateurs et aux grandes entreprises.

LE DÉBUT DE LA CRISE

Le point de départ de la crise fut le crash de la bourse de Londres en 1836 à la suite de la décision du président Andrew Jackson de subordonner les ventes des terres de l'Ouest américain à un paiement en métaux précieux et non plus en papier monnaie. Il refusa également de renouveler la charte de la deuxième banque nationale étasunienne (1836) qui, pour certains, aurait pu jouer un rôle de régulateur en évitant notamment la panique et la fermeture des banques. Ces décisions provoquèrent la fin de la spéculation foncière et cela ouvrit une période de panique sur les grandes places financières.

La ville de New York, qui prenait progressivement le pas sur Boston et Philadelphie à l'Est, vit exploser la bulle spéculative le 10 mai 1837 et toutes les banques de la ville furent rapidement en état de cessation des paiements. Cette panique se propagea à l'ensemble des Etats-Unis et ce fut bientôt plus d'un tiers des banques du pays qui durent fermer leurs portes dans l'impossibilité qu'elles se trouvèrent de changer les billets pour de l'or ou de l'argent. Un schéma de crise qui nous est bien connu aujourd'hui. D'une crise immobilière – la spéculation sur les terres de l'Ouest – au crash des banques, à la crise du crédit, puis à la crise des entreprises, à la crise de l'emploi avec pour conséquence des taux de chômage record. Historiens et économistes sont encore divisés sur les causes de la crise et les solutions qui auraient pu la rendre moins dramatique pour les centaines de milliers d'Américains qui se retrouvèrent sans ressources du jour au lendemain. Une banque centralisée aurait-elle pu diminuer les effets de panique en mettant à disposition de l'argent frais pour éviter un effondrement du système bancaire ?

LA FIN DE LA CRISE

Les raisons de la fin de la crise restent obscures. Nous pouvons simplement constater que cette crise se révéla vraiment par la panique de mai 1837. Elle éclata sous la présidence de Van Buren élu le 7 décembre 1836 après avoir été le vice-président d'Andrew Jackson durant son second mandat de 1833 à 1836. Il continua la politique de son mentor à savoir la non-intervention du gouvernement dans l'économie. Après son départ en 1841, le retour des Whig conservateurs au pouvoir amorça la sortie de crise qui se fit plus précise à partir des années 1842-1843.

Dans l'Etat de New York, la crise de 1837 mina pour longtemps la confiance dans le gouvernement et dans les grandes entreprises comme agents de bonheur et de prospérité. Ce fut le thème principal de la réforme constitutionnelle de 1846. La dette publique avait considérablement augmenté et les projets de financement de nouveaux canaux et chemins de fer furent bloqués.

Les constituants décidèrent de suspendre tous les financements publics et de limiter strictement l'intervention du gouvernement sur l'économie pour finalement donner à l'Etat de New York la constitution la plus libérale de l'histoire du pays. Le Nord industriel était en marche pour supplanter complètement le Sud aristocratique et agricole.

En ce qui concerne les crises financières, elles connurent une régularité impressionnante après la guerre de Sécession (1865) avec les crises les plus importantes de 1893 et 1907 qui aboutirent à la création de la banque fédérale américaine en 1913. Cette dernière n'empêcha pas les crises successives de 1921 et surtout 1929. Ce fut l'engagement américain dans le deuxième conflit mondial qui relança l'économie américaine peut-être davantage que la politique du *New Deal* de F. D. Roosevelt. Mais les avis, là aussi, sont partagés. ■

Fabrice Scotto est docteur en sciences juridiques et chargé de travaux dirigés en histoire des institutions publiques à l'Université de Poitiers.

Olivier Richet

Claude Pauquet, *Pirou-Plage, Manche*, 2006, série «Au bout des Certains».

Les crédits *subprime* américains

La mauvaise utilisation parfois faite aux Etats-Unis de la technique de la titrisation constitue l'un des principaux facteurs qui ont déclenché la récente crise financière

Par **Valerio Forti**

La récente crise financière capte toute l'attention des médias et de l'opinion publique. Les débats s'enchaînent, les questions se multiplient, mais la confusion règne parmi les réponses octroyées. Il faut reconnaître qu'il n'est en effet guère aisé de comprendre comment des prêts accordés par des banques américaines à des clients peu solvables aient pu mettre à genou l'ensemble de l'économie mondiale. Si chacun a voulu y mettre son mot, tous s'accordent sur un point : l'ennemi est la titrisation. Mais la réalité est plus complexe puisque la crise est le résultat de la combinaison d'une multitude de facteurs. Aussi ne faut-il sans doute pas s'empresser de diaboliser la titrisation. Cette technique n'est par essence ni vicieuse ni vertueuse ; c'est l'utilisation que l'on en fait qui peut être vicieuse ou vertueuse. Expliquons-nous. Les établissements de crédit américains ont accordé des prêts hypothécaires à des personnes qui n'étaient pas solvables, c'est-à-dire qui auraient probablement eu des difficultés à rembourser leur dette. Ces crédits dits *subprime* sont des crédits à risque. D'un point de vue formel, l'intérêt des banques résidait dans le fait que le remboursement de la dette était généralement garanti par une hypothèque constituée sur l'immeuble acheté avec la somme prêtée, ce dans une période de hausse rapide du prix de l'immobilier. En vérité, les banques n'ont point attendu l'échéance des prêts. La créance a en effet une valeur économique ; elle peut donc circuler, être cédée. L'on se demande toutefois qui serait disposé à payer pour une créance qui a peu de chances d'être remboursée. C'est ici que la titrisation entre en jeu.

De manière schématique, le but d'une opération de titrisation consiste à transférer des actifs (des créances, par exemple) de la sphère juridique du titulaire (les banques) à une entité spéciale, laquelle émettra des instruments

financiers sur les marchés afin de financer l'opération. Les investisseurs posséderont donc des titres qui ne seront remboursés que moyennant le portefeuille des actifs cédés. En d'autres termes, si les débiteurs originaires s'acquittent de leurs dettes, les investisseurs récupèrent les sommes investies (avec les intérêts) ; dans le cas contraire, ils perdent le capital investi. Jusque-là tout est clair : le risque concernant la solvabilité des débiteurs est transféré des établissements bancaires aux investisseurs, et cette prise en charge est rémunérée. Il s'agit ni plus ni moins d'une forme d'investissement comme une autre. Il convient alors de creuser plus encore pour comprendre dans quelle mesure la titrisation a pu jouer un rôle dans la crise financière. Pour cela, ses origines méritent d'être rappelées avant d'essayer de clarifier la raison pour laquelle l'utilisation que l'on en a faite par la suite a été déplorable.

LES ORIGINES DE LA TITRISATION

La titrisation (*securitization*) a vu le jour aux Etats-Unis au début des années 1970. A cette époque, les citoyens américains de la génération du *baby boom* s'apprêtaient à entrer en masse dans le marché immobilier afin d'acheter un logement. Cela a fait naître des doutes sur la capacité du système de financement de ce marché à faire face à l'augmentation de la demande d'emprunts qui allait surgir. Le marché hypothécaire était alors financé par les *thrifts,* des organismes d'épargne logement, qui empruntaient des capitaux à des fonds d'investissement afin d'accorder des financements à taux fixe, financements qui restaient dans leur portefeuille jusqu'à leur échéance.

Par la suite, l'exigence de repérer une quantité de fonds toujours plus importante a poussé les *thrifts* à affecter les prêts hypothécaires comme garantie des titres mêmes. L'objectif était de diminuer le coût de la récolte de fonds à long terme. Cela impliquait que la valeur des prêts hypothécaires utilisés comme garantie correspondait fréquemment au double voire au triple de la valeur nominale de l'émission. L'on a dès lors commencé à travailler à la structuration d'une nouvelle typologie de titres de dette garantis par des prêts hypothécaires dont le fonctionnement devait être plus efficace.

Une entité *ad hoc*, le *special purpose vehicle*, fut ainsi créée, permettant de mettre en place la première titrisation en 1977, ce même si le système n'était pas encore totalement efficace. Plus précisément, de nombreux Etats ne reconnaissaient pas légalement les titres émis, ce qui en limitait sensiblement la diffusion et la négociabilité. Pour remédier à cet écueil, le gouvernement américain créa trois agences : la *Federal Home Loan Mortgage Corporation*, dite *Freddie Mac*, la *Government National Mortgage Association*, *Ginnie Mae*, et la *Federal National Mortgage Administration*, *Fannie Mae*. A l'origine, ces agences avaient pour mission de favoriser le financement du marché des logements moyennant le rachat de prêts auprès des principales institutions financières, ainsi que la détention de ceux-ci en portefeuille jusqu'à leur échéance. Les ressources pour financer ces transactions étaient recueillies grâce à l'émission de titres assimilables à des obligations. La raison d'être de cette construction juridique consistait assurément dans le fait que ces agences gouvernementales bénéficiaient d'un régime dérogatoire d'un point de vue tant légal que fiscal, mais surtout en ce que les titres propres ou ceux des intermédiaires financiers qu'elles garantissaient étaient reconnus par tous les Etats et pouvaient donc être achetés par tous les investisseurs institutionnels. A partir de ce moment, la titrisation a connu un développement continu. Une fois que la création d'un marché efficace a été achevée, l'attraction vis-à-vis des autres pays n'a pas tardé ; cette technique a rapidement été exportée dans le reste du monde.

LA TITRISATION ET LES CRÉDITS SUBPRIME

Comment ce mécanisme bien huilé a-t-il pu perdre d'emblée toutes ses vertus et ouvrir la porte à la crise actuelle ? C'est l'utilisation que l'on en a faite, répétons-le, qui est à déplorer. La redistribution du risque d'une opération économique (telle que les prêts hypothécaires) est tout à fait légitime puisque le marché est en principe en mesure d'en déterminer le coût. La distorsion commence lorsque le risque est dissimulé. Pour mieux comprendre cela, l'on peut comparer les produits complexes que les établissements financiers ont diffusé sur les marchés à du steak haché. Imaginons d'acheter 1 kg de steak haché dans lequel ont été hachés 500 g de viande fraîche, 400 g de viande d'une semaine, et 100 g de viande quasiment avariée. A la regarder la viande nous paraîtra bonne, mais elle sera tout de même indigeste. Les banques se sont conduites de la sorte. Elles ont choisi des titres de qualité, les ont ensuite mélangés avec des titres de qualité moyenne, pour y ajouter enfin une partie de titres de très mauvaise qualité, car garantis par les crédits *subprime* (les prêts hypothécaires accordés aux clients peu solvables). La qualité moyenne de ces produits structurés était assez bonne uniquement puisque la composante avariée était cachée par les autres. Ces produits détériorés ont été vendus à des intermédiaires à l'international, lesquels les ont à leur tour vendus aux investisseurs du monde entier. L'économie mondiale s'est infectée en un court laps de temps. L'ennemi n'est peut-être alors pas la titrisation, mais ceux qui en ont fait une utilisation fâcheuse. ■

Valerio Forti est doctorant à l'Université de Poitiers. Il effectue sa thèse de droit privé sur la titrisation des créances, sous la direction de Jean Beauchard.

Les turbulences qui secouent l'économie mondiale depuis un an ont mis sur le devant de la scène, bien malgré lui, un acteur essentiel du monde moderne : le banquier

Par **Valérie Debrut**

La banque défaillante

Le banquier est traditionnellement celui qui pratique le commerce de l'argent. Historiquement, il s'est d'abord adonné aux opérations de banque par excellence : la collecte des dépôts, la distribution de crédits puis, plus tardivement, l'émission et la gestion de moyens de paiement.

Par la suite, il s'est tourné vers d'autres opérations qui lui ont permis de diversifier ses revenus : opérations connexes à l'activité bancaire (le change et les opérations sur or, métaux précieux et pièces), opérations financières (parmi lesquelles les prises de participation dans des sociétés) et même opérations non bancaires (services informatiques par exemple). Ainsi, les banques françaises ont aujourd'hui une vocation universelle à pratiquer indifféremment ces quatre types d'activités. Ce système dit de la «banque universelle» résulte de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit. Il est venu révolutionner et surtout décloisonner l'ancien système. En effet, la loi du 2 décembre 1945 avait procédé à la nationalisation de la Banque de France, des grandes banques de dépôt et au contrôle des banques d'affaires afin de diriger l'allocation du crédit et permettre la reconstruction du pays. Les banques avaient été divisées en trois catégories. Schématiquement, les crédits à court terme avaient été dévolus aux banques de dépôt, les prises de participations aux banques d'affaires et les prêts de longue durée aux banques de crédit à long et à moyen terme. L'activité bancaire se trouvait donc cloisonnée (même si des dérogations existaient), les établissements de crédit devant choisir leur champ d'action. Un des avantages d'un tel système était d'éviter que les banquiers ne risquent inconsidérément l'épargne publique par des prises de participation abusives c'est-à-dire par des acquisitions déraisonnées de fractions du capital des sociétés. En effet, l'achat d'actions offrant de belles perspectives de profit (distribution de dividendes, plus-values lors de la revente), il est tentant d'investir dans toutes sortes de sociétés, spécialement les sociétés cotées. Mais les actions, comme tout investissement, comportent un risque, celui de la perte de leur valeur. La loi de 1945 avait donc limité les prises de participations et contrôlé la provenance des capitaux investis.

Valérie Debrut est doctorante à l'Université de Poitiers, allocataire de recherche de la Région Poitou-Charentes. Elle effectue sa thèse de droit privé sur le banquier actionnaire, sous la direction d'Hervé Causse.

Olivier Richet

LE SYSTÈME DE LA BANQUE UNIVERSELLE

Avec les Trente Glorieuses, ce cloisonnement est apparu par trop rigoureux et des assouplissements ont été apportés (spécialement par une série de décrets pris en 1966 et 1967), mais il fallut attendre la loi de 1984 pour que tous les établissements de crédit soient soumis à un cadre commun. Le régime des banques de dépôt s'alignait donc sur celui des banques d'affaires.

Cette loi indiquait, par ailleurs, que les établissements de crédit pouvaient «prendre et détenir des participations dans des entreprises existantes ou en création […] dans des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière». C'est donc le règlement du 20 juin 1990 relatif aux participations des établissements de crédit dans le capital d'entreprises qui est venu préciser les choses. Deux limites ont été prévues.

D'une part, aucune participation ne peut dépasser 15 % du montant des fonds propres de l'établissement de crédit ; une banque ne peut donc pas affecter plus de 15 % de ses fonds propres à l'acquisition d'une partie du capital d'une société. D'autre part, l'établissement ne

peut utiliser plus de 60 % de ses fonds propres pour ses prises de participations. A ce stade, la réglementation n'apparaît pas des plus restrictives. Mais il y a plus. Le présent règlement considère comme une participation la détention d'au moins 10 % du capital d'une société. Dès lors, toute participation inférieure à 10 % n'est pas comptabilisée dans les deux limites énoncées ci-dessus. En théorie, donc, une banque peut utiliser les 40 % de son capital restant pour l'acquisition de participations ne dépassant pas 10 % du capital de la société.

La marge de manœuvre laissée aux banques est alors immense. Ceci s'explique, notamment, par le souhait de développer une forte concurrence mais aussi de garantir une utilisation optimale de l'épargne publique. Il faut bien comprendre que la vocation première du banquier est d'assurer le financement de l'économie. Ainsi, il peut soit consentir des prêts aux entreprises (en se payant sur les intérêts), soit prendre des participations (et empocher les dividendes et plus-values). La seconde méthode étant potentiellement très lucrative, c'est elle qui va susciter le plus d'intérêt de la part des banques.

RISQUE DE CRÉDIT ET RISQUE DE MARCHÉ

Une difficulté peut survenir si le risque inhérent à tout investissement se réalise. Dans le cadre d'un prêt, le risque auquel s'expose le banquier est le risque de crédit c'est-à-dire le risque d'insolvabilité de l'emprunteur. Ce risque-ci est en général bien maîtrisé par les banquiers puisqu'il correspond à ses attributions traditionnelles.

En revanche, une prise de participation fait naître un risque de marché c'est-à-dire un risque de perte de la valeur des titres acquis. Or ce risque-là est nettement moins bien appréhendé par le banquier, d'autant plus qu'il prête nécessairement le flanc à un aléa certain.

C'est ce risque de marché qui s'est réalisé lorsque la crise des *subprime* a éclaté. En effet, lorsque le cours des titres cotés en bourse a chuté, les banquiers, qui avaient acquis ces titres, ont accusé des pertes vertigineuses et mis en péril leur santé financière. Ces établissements se retrouvaient débiteurs de leurs clients sans avoir les moyens de les rembourser. Il a alors fallu garantir les dépôts pour éviter la panique des déposants et soutenir financièrement les banques pour empêcher leur faillite.

Ces événements étaient prévisibles, au moins dans une certaine mesure. L'histoire a déjà montré qu'il n'existe pas de risque zéro en matière d'investissement et qu'une déconnexion trop importante de l'économie financière et de l'économie réelle est dangereuse.

Reste maintenant à espérer qu'au-delà des mesures conjoncturelles mises en œuvre pour empêcher l'effondrement de l'économie mondiale, une réflexion constructive permettra de remettre en cause le système – dont il faudra bien admettre qu'il n'est pas nécessairement vertueux. Notamment, de nouvelles limites devront encadrer les prises de participation des établissements de crédit et être étendues aux autres institutions non bancaires qui adoptent les mêmes pratiques. ■

Claude Pauquet, *Niort, Deux-Sèvres*, 2008.

Claude Pauquet, *Thouars, Deux-Sèvres*, 2006, série «Figure imposée 5».

D'Est en Ouest

Des difficultés de planification aux contraintes de libéralisation, le cas des Pays d'Europe centrale et orientale

Par **Thibault Cuénoud**

L'histoire du système économique des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) a été intense ces dernières décennies. Elle se caractérise principalement par le passage d'une économie socialiste sous la dominance soviétique à une économie capitaliste sous l'influence occidentale. Cette transformation structurelle, par la mutation d'une organisation collective centralisée à une privatisation des moyens de production, est qualifiée de période de transition. Cependant, la nouvelle configuration n'est pas pour autant source de stabilité. Le contexte actuel d'intégration à l'Union européenne puis à terme à la zone euro, dans un monde d'instabilité chronique, nous poussent à redéfinir des vulnérabilités potentielles peut-être changeantes mais toujours présentes pour ces sociétés.

L'INSTAURATION DE LA PLANIFICATION

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS a imposé aux PECO un nouveau système organisationnel dénommé planification. Cette méthode d'organisation s'effectue à partir d'un plan fixant des objectifs de production sur des périodes généralement quinquennales à travers la collectivisation des terres, des industries et des activités commerciales. Le pouvoir central se voit donc définir les besoins macroéconomiques des entreprises et des individus afin de rationnaliser les ressources. Il y a alors une hiérarchisation générale du contrôle des flux par l'Etat. Le monopole de la banque publique, la fixation totale du prix des salaires, des biens et des services ainsi que l'encadrement des relations commerciales internationales doivent permettre d'y répondre.

L'IMPOSSIBLE VIABILITÉ D'UNE PLANIFICATION

Pour définir avec justesse les besoins macroéconomiques des agents, une information complète mais aussi de qualité doit pouvoir être disponible. Il s'est avéré que le pouvoir central n'était pas en mesure d'obtenir ces informations ni de les utiliser avec optimalité. L'obligation de respecter les objectifs du plan voire même de les dépasser, la lenteur et le poids des administrations, l'inadéquation des plans aux réalités de la société, l'autoritarisme croissant du pouvoir de par la centralisation des décisions, l'absence de fluctuation des prix véhiculant de l'information sont autant d'éléments qui expliquent largement l'échec des processus de planification. De nombreuses réformes ont été tentées mais elles ont amplement remis en cause les principes de l'idéal communiste plutôt qu'apporter des solutions viables.

LE DÉBUT DE LA TRANSITION

A travers une concurrence exacerbée que s'imposaient le capitalisme et le socialisme, l'insuffisance persistante de croissance économique, les pénuries récurrentes ainsi que la diminution de la qualité de vie des individus ont finalement eu raison de l'idéologie communiste. La masse populaire, malgré une répression souvent sanglante, a imposé un changement de mode d'organisation. Le retour au capitalisme a émergé dans tous les PECO à la suite de la destruction du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Cette période est appelée la transition. L'objectif était de restituer l'ensemble des facteurs de production aux forces de régulation du marché par la concurrence à travers un processus de privatisations, de libéralisation des prix et de la remise en avant de l'entreprenariat.

UNE CONVERGENCE DIFFICILE ET DOULOUREUSE

Le passage de la planification à la libéralisation fut brutal. La majorité des flux a été dérégulée rapidement. La rareté des biens et des services hérités de la période socialiste (on parlait d'économie de pénurie) s'est traduite par une augmentation des prix domestiques. L'ouverture commerciale vis-à-vis du monde a rendu les entreprises nationales incapables d'affronter la concurrence des produits occidentaux. La libre fluctuation du taux de change a engendré une contrainte extérieure forte. Parallèlement, l'Etat devait stopper tous ses comportements paternalistes (fin des subventions, des allégements fiscaux…) afin d'instaurer une obligation financière réaliste. De nombreuses firmes n'ont pas tenu le choc face à cette culture libérale, provoquant chômage, perte de production, inflation, inégalités sociales, détérioration de la qualité des services publics…

LE PROCESSUS D'INTÉGRATION À L'UNION EUROPÉENNE

La perspective d'adhérer à l'Union européenne puis, à terme, à la zone euro ont permis de faire bénéficier à ces territoires d'une relative attraction de l'Europe occidentale. L'implication a été double. Les instances communautaires européennes sont intervenues à travers l'intermédiaire des fonds structurels. Les partenaires européens ont exporté des flux d'investissements directs étrangers afin de profiter de coûts de production avantageux propices aux délocalisations (faible imposition fiscale, coûts des salaires dérisoires, réglementations attractives et proximité géographique) mais aussi pour toucher les nouveaux marchés que sont devenus les PECO. Ces éléments expliquent pour beaucoup la réussite d'une convergence vers l'économie de marché avec une dynamique économique forte à travers l'intégration au commerce international.

DES VULNÉRABILITÉS PROPRES AU LIBÉRALISME

Le capitalisme a permis de résoudre des sources de vulnérabilités héritées de l'époque soviétique relativement inquiétantes. Pourtant, ce système économique est aussi porteur de fragilités qui sont d'autant plus importantes dans le contexte actuel de globalisation des échanges. Les instabilités d'un monde libéralisé se caractérisent par une concurrence entre territoires dans une majorité de domaines (économique, financier, technologique…) avec des pressions qui s'exercent afin de devenir l'espace le plus attractif. Cette libéralisation des flux induit automatiquement une dépendance grandissante aux chocs externes. La contrainte est alors double. Il faut concilier une croissance économique accélérée sous concurrence mondiale tout en étant dépendant du contexte international.

Les PECO ont tourné la page de la complexité organisationnelle de la planification centralisée. Ils ont opté en retour pour un capitalisme libéralisé qui leur a permis un rattrapage économique relativement positif. Pourtant, les bons fondamentaux macroéconomiques de ces pays ne sont pas suffisants comme gage de leur stabilité. L'ampleur de la crise actuelle, à travers les effets de contagion, semble le démontrer. Le rattrapage économique, l'intégration à l'Union européenne et l'adoption future de l'euro sont les principaux composants d'une dépendance déstabilisatrice avec le reste du monde. ■

Thibault Cuénoud est doctorant en sciences économiques à l'Université de Poitiers et assistant chercheur à l'ESCEM Poitiers-Tours. Il effectue sa thèse sur les crises financières et les fondamentaux macroéconomiques, sous la codirection de Jacques Léonard et Elisabeth Paulet.

Olivier Richet

Les pays du Sud cumulent plusieurs types de crises : alimentaire, énergétique, climatique, sociale. Pour la planète, la question majeure c'est l'évolution des modes de production et de consommation

Entretien **Aude Debenest**

Modèle à **repenser**

Benoît Théau, journaliste et ancien directeur d'Orcades, réalise des reportages vidéo sur des initiatives réussies de développement durable à travers le monde. Il nous incite à prendre exemple sur les progrès accomplis dans d'autres pays et donne son regard sur la crise.

L'Actualité. – La crise économique, qui a démarré dans les pays riches, a-t-elle des impacts sur les pays en développement ?

Benoît Théau. – Tout d'abord la chute de la demande en biens de consommation au Nord et la baisse des prix des matières premières signifient moins de recettes pour les pays producteurs. Les transferts de fonds des populations immigrées vers leur pays d'origine diminuent. La baisse des investissements directs à l'étranger, la raréfaction des crédits et des aides publiques au développement ne vont pas non plus favoriser le développement économique, bien au contraire. Sur les 25 milliards d'engagements financiers prévus par le G8 pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement en 2010, seuls 4 milliards ont été accordés pour l'instant. Et à côté de cela, il existe un certain nombre de populations, qui vivent pour la majorité d'entre elles en dessous du seuil de pauvreté, assez peu intégrées au marché international, pour lesquelles en fait les incidences de la crise seront relativement faibles.

Sur quels plans les pays du Sud sont-ils touchés ?

Nous avons affaire à plusieurs types de crises. Crise alimentaire : elle est liée à ce que l'économiste Samir Amin appelle la «crise des sociétés paysannes». On a investi dans les industries des villes et délaissé les campagnes, alors que dans certains pays l'agriculture absorbe les trois-quarts des personnes actives. Crise énergétique : l'augmentation des prix du pétrole a été insupportable pour les pays qui n'avaient pas de ressources suffisantes ; cela a entraîné des pénuries de toutes sortes. Crise climatique : si on prend l'exemple d'une famille africaine rurale, les revenus dépendent directement de la qualité de l'environnement. Et surtout crise sociale : la lutte contre les inégalités est un problème majeur. Les pays qui impulsent des politiques dans ce domaine sont encore rares. Le Brésil par exemple verse une allocation aux familles pauvres, versement conditionné à la scolarisation des enfants. Et le gouvernement va expérimenter le «revenu forestier» au bénéfice des populations qui vivent principalement de l'exploitation des produits qu'offre la forêt amazonienne. C'est le début d'une certaine répartition des revenus. Le plus intéressant, c'est que, grâce à l'intervention de l'Etat qui injecte un petit revenu vers ces populations, celles-ci peuvent consommer des produits de base comme le riz, les haricots, le maïs, le manioc, cultivés localement, ce qui permet de soutenir le développement local.

En réduisant la crise sociale, on pourrait donc soutenir l'économie du pays ?

Oui, cela a des effets bénéfiques. Au Brésil et en Inde, où j'ai vu ce genre d'expérience, on essaie d'impulser un développement endogène. On met l'accent sur le développement local avec les populations locales et en s'appuyant sur les atouts du territoire. L'enjeu de demain est de relocaliser les productions et tendre vers une plus grande autosuffisance alimentaire. C'est curieux qu'on ait mis trente ans à se rendre compte que cet objectif était une priorité.

La crise est-elle une occasion de transformer notre modèle de développement économique ?

Pour moi aujourd'hui la question majeure c'est l'évolution des modes de production et de consommation. En terme d'empreinte écologique, pour reprendre le concept créé par le professeur William Rees, on vit bien au-dessus de nos moyens. Si on ne change pas d'orientation, il n'est pas du tout exclu que la planète arrive à un crash.

En quoi consiste ce changement radical pour le consommateur responsable ?

Cela doit aller plus loin que trier ses déchets et aller chercher le pain en vélo. Il faut une approche systémique des choses. Penser un projet d'habitat en considérant la dépense énergétique, les services collectifs, les moyens de déplacement durables, la relocalisation de lieux de travail… Tout en divisant par trois la pression qu'on exerce sur les ressources. Il faut changer d'échelle. En France, on est très loin sur cette question. J'ai l'idée de faire une production vidéo en allant chercher la pensée nord-américaine et diffuser les idées nouvelles sur la question de la durabilité. William Rees nous dit : «Si on avait commencé l'éducation du public à une grande échelle il y a trente ans, on en sentirait les effets aujourd'hui. Maintenant c'est trop tard.» La seule alternative c'est d'avoir une forte volonté politique pour imposer le développement durable.

La décroissance est-elle une solution ?

Je pense que le vrai débat, c'est la qualité de la croissance. La notion de développement durable doit être mise en relation avec celle du bien-être. Le bien-être tient compte de l'environnement de vie, de la santé, des liens sociaux… Pas uniquement des biens de consommation… L'accès à un meilleur service collectif, avec un plus social, un plus culturel, un plus en terme de communication… Nous avons un besoin de changement profond de notre système de valeurs. S'il y a quelque chose à retenir, c'est que cette crise est révélatrice d'une crise de valeurs. Le problème c'est que nous ne sommes pas en train de tirer les leçons de la crise. Les gouvernements s'escriment à essayer de reconstruire le système tel qu'il existait avant, en le réformant à la marge. En théorie les crises sont salutaires, à condition de bien analyser les enjeux et apporter les solutions adéquates. Malheureusement, on ne perçoit pas de projets novateurs. Tant qu'on n'aura pas réfléchi vers quel projet de société on veut tendre, les crises ne pourront pas être résolues.

Dans vos reportages, quel est votre axe de communication ?

Je mets l'accent sur des expériences réussies. Je suis toujours parti de l'idée que communiquer sur du catastrophisme n'était pas souvent mobilisateur et qu'il fallait bien donner des pistes de solutions aux gens. J'ai plusieurs projets en cours. Une production vidéo sur Seattle, ville étasunienne exemplaire dans le domaine des plans climats, de la mobilité, de la construction durable. J'ai le projet aussi de faire un sujet sur une petite commune en Autriche, Güssing, qui a réussi à développer des systèmes de production d'énergies renouvelables et à vendre moins cher l'énergie aux entreprises qui venaient s'installer. Cela a permis de créer un millier d'emplois, dans une commune de quelques milliers d'habitants !

Quel est le public visé ?

Ces outils s'adressent aux collectivités, aux associations. Et surtout ils s'adressent à tous les services de formation sur le développement durable. Le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement et de l'Aménagement durable vient d'acquérir les droits pour la diffusion de mes reportages dans leurs services déconcentrés à des fins de formation du personnel. ■

Benoît Théau

En Inde, arrachage des plants de riz dans une pépinière, qui seront replantés dans les rizières.

Réalisations de Benoît Théau - Igapura : www.igapura.org
Série de reportages sur l'habitat durable : www.les-realisations-du-developpement-durable.org

Droits à polluer : un commerce juteux

Pendant des décennies, les économies libérales ont poursuivi leur croissance effrénée en faisant fi des questions environnementales. Aujourd'hui, face aux signes manifestes d'un changement climatique et aux prévisions alarmistes des scientifiques, les pouvoirs politiques et économiques se sont trouvés obligés de se positionner. Sans pour autant rompre avec la logique productiviste qui ne peut que déboucher sur un désastre écologique. C'est, au contraire, tout à fait en phase avec l'idéologie néolibérale que les autorités internationales ont vu l'opportunité de transformer la crise environnementale en source de profits, par le biais du marché des «droits à polluer».

Claude Pauquet, *Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais*, 2006. Les éditions du Temps qu'il fait ont publié en 2006 *Au bout des Certains*, avec des textes de Christian Caujolle, Dominique Moncond'huy et Paul-Hervé Parsy.

Et c'est dans les coulisses de ce secteur émergent, hautement lucratif, le marché des gaz à effet de serre, que nous entraîne Aurélien Bernier (*L'Actualité* n° 79) dans son livre *Le climat, otage de la finance*. Un essai très documenté, dans lequel l'auteur montre comment la solution du marché s'est imposée sans aucun débat démocratique, comment s'est développé un nouveau créneau spéculatif à l'échelle internationale, comment, dans les faits, les mesures de lutte contre le changement climatique ont été détournées au bénéfice de la seule spéculation. Le livre ouvre sur un voyage aux origines de «l'écologie libérale», au début du XXe siècle, lorsque commencent à émerger, dans les milieux économiques, les préoccupations environnementales. Aurélien Bernier montre comment, très rapidement, le néolibéralisme a vu le profit qu'il pouvait en tirer. Comment est né, en 1920 en Angleterre, le principe qui mènera à la création des marchés des droits à polluer, avec l'apparition des premières taxes sur les risques induits sur l'environnement.

Ce système est mis en œuvre à grande échelle aux Etats-Unis au début des années 1990, selon le principe du «pollueur-payeur», dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, en particulier par le dioxyde de soufre (SO_2). Le pouvoir politique attribue à chaque industriel un quota de droits à polluer – pudiquement intitulés «permis d'émission». Un marché s'instaure alors, permettant l'échange de ces droits, fonctionnant en toute opacité et selon la logique spéculative, et aboutissant d'un point de vue environnemental à des résultats très contestables.

L'auteur lève ensuite le voile sur la «vaste supercherie» du protocole de Kyoto. Dès la fin des années 1980, la communauté internationale commence à sérieusement s'alarmer du phénomène de changement climatique. La création, en 1988, du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) aboutit à l'élaboration d'un traité international qui entre en vigueur en 1994, et sera traduit en objectifs chiffrés et en mesures concrètes au travers du fameux protocole de Kyoto en 1997. Il faudra encore attendre jusqu'en 2005 pour que ces mesures soient réellement mises en œuvre autour d'un certain nombre d'objectifs chiffrés. Et encore ! Seuls 172 Etats ratifient cet accord – les Etats-Unis refusent de le signer – et ces objectifs sont dérisoires, avec une baisse moyenne de 5,2 % de rejets de dioxyde de carbone (les émissions des différents gaz à effet de serre sont reconverties en «tonnes équivalent carbone»), soit en réalité une réduction de 2,08 % des rejets mondiaux, ce qui correspond à une diminution de 0,16 % sur la période de 2008 à 2012 !

Dans le même temps, les Etats s'accordent pour introduire dans le protocole différents systèmes de «flexibilité», avec, en premier lieu, le choix d'étendre au niveau international le marché des échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ainsi, en Europe, en 2005, les outils du marché du carbone sont progressivement mis en place. Autre principe de flexibilité : on choisit, plutôt que de comptabiliser les émissions réelles, de chiffrer les quantités supposées évitées. Ainsi, on peut réduire ses propres quotas en participant à un projet de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans d'autres pays à objectifs chiffrés (projets de mise en œuvre conjointe – MOC) ou dans des pays en voie de développement non soumis à objectifs chiffrés (mécanismes de développement propre – MDP). Ce système des MDP, qui représente une formidable réserve de quotas, et à des prix beaucoup moins élevés que leur niveau international, constitue une manne spéculative pour les entreprises occidentales. C'est ainsi que Rhodia, en investissant 14 millions d'euros en 2005 pour rénover des usines en Corée et au Brésil, a dégagé, grâce à ce mécanisme, un gain de 200 millions d'euros par an.

Au final, près de 90 % des réductions d'émissions imposées en Europe pourraient être compensées par l'achat de crédits hors de l'Union, principalement dans les nouveaux pays industrialisés (Chine, Inde, Brésil), et pour une moindre part, dans les pays en développement, comme l'Afrique.

«Après avoir pollué gratuitement pendant des années, les multinationales vont réussir le tour de force d'engranger des profits sur le dos du réchauffement climatique.» L'auteur montre aussi comment ce système de marché des droits à polluer est en passe d'être généralisé aux installations publiques, et bientôt même… à chaque individu.

Au terme de cette minutieuse démonstration, et partant du constat que les émissions de dioxyde de carbone sont en croissance continue (plus de 1 % par an), l'auteur laisse clairement apparaître que les objectifs fixés par le GIEC – diviser par deux les émissions sur cinquante ans – ne peuvent être atteints qu'au travers d'une remise en cause radicale du paradigme de la croissance. Dans la dernière partie de son ouvrage, il propose une série de solutions s'inscrivant dans cette optique antilibérale et remettant en cause radicalement les rapports de priorité entre le social, l'économique et l'environnemental.

Mireille Tabare

Le climat otage de la finance, d'Aurélien Bernier, éd. Mille et une nuits, 2008

La crise révèle une perte de modèles

Vincent Estellon, psychanalyste à Poitiers, est maître de conférences en psychopathologie clinique à l'Université de Paris V.

L'Actualité. – Pourquoi la crise actuelle suscite-t-elle des sentiments de peur voire d'angoisse ?

Vincent Estellon. – Je ne sais exactement ce que la crise vient mobiliser du point de vue des peurs ou des angoisses. La peur, c'est un sentiment lié à une représentation, une situation, un objet précis : on peut en dessiner les contours, nommer l'objet de sa peur. L'angoisse est un affect plus brut, qui bien souvent coupe jusqu'à la possibilité de parole. Si l'homme peut savoir de quoi il a peur, il lui est plus difficile de savoir pourquoi il est angoissé. En ce sens, je crois que la crise convoque des réactions mixtes de peurs (précarisation, ruine, perte des repères habituels) et d'angoisse, d'effondrement sans représentation précise. Il importe d'accorder à la crise toute sa valeur de «révélateur» au sens photographique du terme. La crise me révèle que le système d'économie et de croyances que je m'étais fabriqué est devenu caduc : les représentations et les symboles se déchirent. On assiste à une perte de modèles.

A quel modèle pensez-vous ?

La crise économique révèle surtout une crise de confiance. Avec tout ce que nous enseigne l'étymologie de ce terme : *cum fides* (avec foi). Pour pouvoir investir sa confiance en quelqu'un ou en quelque chose encore faut-il croire en sa valeur – qui ne peut se résumer à son poids économique. La déontologie, la morale des sages peut se transmettre mais ne peut se marchander. Sans doute les sociétés occidentales capitalistes actuelles misent trop excessivement sur le côté uniquement comptable des «valeurs». Or, ce terme renvoie aussi à un aspect qualitatif. Tout objet a une valeur certes comptable mais également une valeur symbolique. Il s'est opéré un curieux renversement depuis l'industrialisation de nos sociétés car l'homme semble oublier peu à peu que c'est l'économie qui devrait être au service de l'humain et non pas le contraire. Si je prends le cas d'une pièce de monnaie : sur une face j'observe une unité comptable et sur l'autre une allégorie, un symbole qui convoquent quelque chose qui nous dépasse, nous transcende et nous protège. Avec la crise actuelle peut-être se rend-on compte qu'on est resté trop polarisé sur l'axe économique, comptable, gestionnaire, et que l'on a sous-estimé et insuffisamment travaillé l'axe symbolique, social...

Peut-on dire alors que le capitalisme financier en dénigrant l'être touche à la pathologie ?

Il m'importe peu de pathologiser le capitalisme financier, ce que je constate va plutôt dans le sens d'une dérive de notre façon de penser la grandeur d'une nation. Je vois la grandeur d'un pays dans la façon dont ce pays s'occupe de ses plus faibles, des plus dépendants (les petits enfants, les vieillards, les fous, les exclus, les précaires, les sans papiers, les minorités). On pourrait penser au modèle psychopathologique «borderline» véritablement scotché à la réalité externe, où l'agir impulsif remplace l'élaboration de la pensée, où les limites entre le dedans/le dehors, le moi/le non-moi, ne sont pas bien assurées. Ce qui fait défaut chez les cas limites (borderline) c'est ce que l'on désigne sous le terme de système «pare-excitation» (système de régulation mis en place par le moi pour réguler les excitations qui proviennent de l'extérieur et de l'intérieur). Dans l'histoire d'un sujet, ce système de «pare-excitation» se construit en bonne partie grâce à l'intériorisation des interdits. On en revient à l'idée de loi, car la loi donne une limite. Et cette loi, pour être civilisatrice, doit se fonder sur un sens partagé. La politique sécuritaire tentant de mettre les limites à l'extérieur du moi me semble très inquiétante car il est différent de ne pas commettre une infraction ou un crime parce que l'on a bien intériorisé certains interdits civilisateurs (l'interdit du meurtre ou de l'inceste) ou parce que l'on a peur du gendarme. Cette question d'actualité me semble être au cœur de nos échanges à propos de la place de la morale ou de la déontologie dans ce phénomène de «crise».

Si la crise a une vertu, quelle est-elle ?

La crise peut nous faire prendre conscience que les «lois du marché» sont au fond soumises à quelque chose d'irrationnel, à des espérances spéculatives. Elle peut aussi nous mettre face à la question du manque. Nous oublions trop souvent que la «valeur» dans une économie personnelle ou collective tient à son rapport au manque, à la rareté et à la confiance. Peut-être s'apercevra-t-on que l'on ne laisse pas assez de place au trouble lié au manque, à l'absence, à l'invisible ? L'homme occidental aurait-il oublié son humaine condition ?

Recueilli par ***Aline Chambras***

Jason Karaïndros, *Eros & Thanatos*, 2002. L'une des bouteilles contient du Viagra, l'autre du cyanure de potassium.

Reflets de l'art du sculpteur du roi, Augustin Pajou, disparu il y a deux siècles, le 8 mai 1809

Par **Grégory Vouhé**

Au service *du marquis de Voyer*

Le sort commun des constructions de Charles De Wailly pour Marc-René de Voyer d'Argenson est pour le moins singulier. Achevé pour l'essentiel en 1780, le château des Ormes était détruit dès 1823, tandis qu'à exactement un siècle de distance, en 1923, l'hôtel parisien du marquis était démonté pierre à pierre et mis en caisses.

Fils d'un ancien ministre de la guerre – le comte d'Argenson, acquéreur des Ormes en 1729, où il est exilé en 1757 –, et neveu d'un secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, le nouveau propriétaire s'était pourtant adressé aux meilleurs artistes de son temps pour moderniser ces maisons de famille. Le «grand goût» à la française hérité des Mansart et toujours professé à l'Académie étant par trop traditionnel, son choix s'était porté sur deux amis qui, suite à leur voyage d'Italie, étaient les plus capables d'élever les chef-d'œuvres du «retour à l'antique» alors à la pointe de la mode. A Augustin Pajou étaient ainsi confiés les morceaux de sculpture destinés à enrichir les compositions de son associé l'architecte De Wailly. La disparition des deux demeures est d'autant plus sujet de regrets qu'elles furent immédiatement célèbres, décrites dans les guides et les relations des visiteurs. Arthur Young, l'agronome, rapporte ainsi son passage aux Ormes dans ses *Voyages en France* (1793), suivi par l'archéologue Millin, qui y fit étape au cours de son *Voyage dans les départemens du Midi de la France*.

LA GRANGE DE CYBÈLE

Du château poitevin du marquis de Voyer, hélas assez mal connu, subsistent les communs, et notamment la magnifique grange élevée face au château pour en orner

François Jeanneau

Fronton de la grange photographié depuis l'échafaudage au terme de sa restauration conduite par François Jeanneau, architecte en chef des Monuments historiques.

la vue. Ceci explique le traitement particulièrement monumental de sa façade récemment restaurée. Elevé au bord de l'actuelle route nationale de Poitiers à Tours, le bâtiment est aujourd'hui communément désigné comme «la bergerie» du château, à cause de l'élevage de moutons mérinos qui fut installé dans ses dépendances après la Révolution. Si De Wailly admire cette *«grange superbe»* dans une lettre du 1er août 1768, il n'est pas assuré précisément qu'il en ait conçu les plans. La construction n'est pas même parachevée à cette date puisque le fronton, exécuté à Paris – c'est un gage de la plus haute qualité –, est seulement livré au printemps de l'année suivante. Ce relief sculpté illustre naturellement la destination du bâtiment. Comme l'indique avec raison Aubin-Louis Millin dès 1811, la déesse appuyée sur un lion qui reçoit toutes les productions de la terre n'est pas Cérès, ainsi qu'on le croit habituellement, mais Cybèle.

L'HÔTEL DISPARU

Or l'un des dessus-de-porte du salon de l'hôtel du marquis figurait déjà *Le Triomphe de Cybèle*. C'est aussi un bas-relief, dont la conception par Augustin Pajou, autour de 1765, est quelque peu antérieure. Pour sa déesse à couronne tourelée le sculpteur avait sans doute adapté le dessin d'une antique figure de *Cybèle* qu'il avait levé lors de son séjour romain, à la villa Pamphili. Le Louvre, qui en a obtenu le dépôt après la rétrospective «Pajou» organisée avec le Metropolitain Museum of Art de New York en 1998, expose ces splendides dessus-de-porte jusqu'au complet remontage à Paris des décors de l'hôtel, toujours entreposés en pièces détachées. Une opération enfin sérieusement projetée par les mécènes américains du World Monuments Fund (les pierres de la demeure ont par contre été perdues depuis sa destruction, condamnant une réédification intégrale pourtant prévue depuis 1923).
Le rapprochement des deux reliefs figurant Cybèle créés pour d'Argenson à trois ans d'intervalle ne prouve pas néanmoins que Pajou a taillé de sa main le fronton des Ormes. Au contraire l'artiste, à cette date, était accaparé par l'achèvement de l'Opéra du château de Versailles (c'est De Wailly qui dessina la loge royale) et par le décor du Palais Royal – le seul nom de ces chantiers illustre l'immense faveur dont il jouissait alors. Le sculpteur a pu cependant en donner au moins l'idée sinon le dessin pour obliger un commanditaire fidèle : au Salon de 1767 Pajou présentait les portraits des enfants du marquis de Voyer, qui l'employait, on l'a vu, depuis plusieurs années, à l'embellissement du décor de son hôtel. En 1772, De Wailly écrivait d'ailleurs à son client que Pajou *«est le seul des sculpteurs qui dessine aussi bien»*. Pour apprécier l'hommage à sa juste valeur, il faut rappeler qu'on le regarde lui-même comme le maître français du dessin d'architecture, du fait de la virtuosité de sa plume…
Un autre document du fonds d'archives d'Argenson montre que sculpteur et architecte œuvraient déjà de concert pour le marquis au début de 1761. A partir d'un dessin de Charles De Wailly, Pajou devait alors façonner un modèle pour des cariatides engainées en bronze doré et sculpter les marbres d'une colonne destinée à supporter un vase de porphyre. Cette extraordinaire réalisation est aujourd'hui à la Wallace collection de Londres, mais le dessin original, qui témoigne avec *brio* du «goût à la grecque» des amateurs, est aujourd'hui l'une des plus belles feuilles des collections de la bibliothèque universitaire de Poitiers. ■

Dessin de présentation signé du monogramme de Charles De Wailly, bibliothèque universitaire de Poitiers, fonds d'Argenson.

SAINT-AMANT-DE-BOIXE

Exploration in situ de l'architecture romane

« Le but n'était pas de proposer une présentation seulement technique mais de faire en sorte que le facteur humain soit toujours présent. La vaste thématique de l'architecture romane est abordée sous l'angle de la vie quotidienne dans les bâtiments monastiques avec pour fil rouge, l'abbaye de Saint-Amant.» Anaël Vignet, archéologue chargé de recherche et d'animation, et Laetitia Copin-Merlet, directrice-adjointe de Via Patrimoine, ont accompagné la gestation de l'Espace d'architecture romane qui s'est ouvert en septembre 2008 à Saint-Amant-de-Boixe, en Charente.

L'abbaye bénédictine de Saint-Amant, dont l'origine remonte à l'ermite éponyme qui aurait vécu au VIe siècle dans la forêt toute proche, forme un exceptionnel ensemble roman. Essentiellement érigé aux XIe et XIIe siècles, ce monument historique – classé pour son église dès 1840 – figure parmi les mieux préservés du Poitou-Charentes.

Un patrimoine de pierre environné de quiétude et rapidement accessible depuis la RN 10 (18 km au nord d'Angoulême) que la petite commune, propriétaire du site depuis les années 1970, a voulu vivant et offert.

Son centre d'interprétation, réponse à un appel à projets lancé par la Région Poitou-Charentes en 1999, a été inauguré après une spectaculaire campagne de restauration menée successivement par Philippe Oudin et Philippe Villeneuve, architectes en chef des Monuments historiques. Crypte, cuisine, réfectoire, cloître, cellier, porterie et abbatiale (encore en partie à restaurer)... constituent désormais le terrain d'une bien nommée visite «de fond en combles». «A l'exception de la salle du chapitre qui a été détruite, le visiteur a une vision globale d'un ensemble médiéval. Le chœur gothique permet d'illustrer l'évolution des formes architecturales», précise Laetitia Copin-Merlet.

L'Espace d'architecture romane se compose d'expositions, permanente et temporaires, d'ateliers pour les jeunes visiteurs, d'un auditorium, d'une librairie thématique... Le contenu pédagogique, élaboré par un comité scientifique – auquel a participé le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale de l'Université de Poitiers – et la scénographie servent une même exigence : proposer plusieurs niveaux de lecture permettant une première approche ou une exploration ultra-documentée.

Au fil du parcours permanent, l'abbaye devient donc sujet et support d'une découverte de la construction romane étroitement liée aux hommes qui l'ont pratiquée ou habitée. L'introduction, installée dans l'ancienne cuisine, évoque les origines de l'abbaye, les communautés monastiques et les ordres religieux présents en Charente.

L'imposant réfectoire est partagé en trois grandes parties. La première détaille les plans d'édifices romans, la seconde aborde leur fonction religieuse et quotidienne, la troisième présente les modes et techniques de construction, de la commande à la consécration d'un édifice.

Claude Pauquet

Les étapes usent d'une grande variété de supports (dioramas, maquettes, outils, livres, plans, images projetées, boîtes à lexiques, jeux...) et se prolongent par une salle où sont présentés des vestiges archéologiques.

Des pièces de vaisselle rappellent la vie simple des moines. A Saint-Amant, ils furent cinquante en 1150, âge d'or de l'abbaye, puis... deux en 1774. En 1791, l'église est devenue paroissiale et les bâtiments abbatiaux, vendus comme biens nationaux, ont ensuite fait office de dépendances agricoles. Par leur nouvelle fonction culturelle et touristique, ils sont aujourd'hui le décor renaissant de leur propre histoire et de celle, plus générale, d'un art omniprésent en Poitou-Charentes.

Astrid Deroost

Claude Pauquet

La restauration et la création de l'Espace ont été financées par la commune, le Département, la Région et l'Etat. Le fonctionnement est assuré par la commune et les recettes propres du site. Le Département et la Région apportent des contributions ponctuelles lors de manifestations comme le Salon des métiers d'art ou les Nuits Romanes.

Espace d'architecture romane,
16330 Saint-Amant-de-Boixe.
Tél. 05 45 94 24 27
http://abbaye.saintamantdeboixe.fr

RELIQUES

Les ostensions limousines

Le terme «ostension» – le fait de montrer – désigne l'exposition solennelle et épisodique de reliques. Devenues en France une spécificité des communes de l'ancien diocèse de Limoges, où elles se déroulent tous les sept ans, les ostensions remontent au haut Moyen Age. Elles se pratiquent aussi dans d'autres pays.

Lors des catastrophes, des calamités, des épidémies, on «sortait» les reliques de leur lieu de conservation habituel, marchant en procession, priant les saints d'intervenir. Ce rituel était censé renouer le lien entre le saint et la communauté, dont il était le protecteur. De même, à l'occasion d'une découverte ou d'une acquisition de reliques, on les exposait durant quelque temps dans une église, voire sur une place publique : cette «montre» était considérée comme un temps de miracles. Quant aux ostensions périodiques – sans raison particulière –, elles rassemblaient des foules de pèlerins particulièrement nombreuses à Aix-la-Chapelle, Cologne, Maastricht, Utrecht à partir du XIVe siècle.

Les ostensions à Limoges en 2002 et au Dorat en 1911.

Edina Bozoky

A l'origine des ostensions limousines se trouve l'épidémie du mal des ardents en 994. A cause du pain préparé avec de la farine de seigle parasité par un champignon, un très grand nombre de personnes ont été atteintes de spasmes, de sensations de brûlure, puis de la gangrène. C'est alors que l'évêque de Limoges a ordonné un jeûne et a convoqué les évêques d'Aquitaine avec des reliques. Le 12 novembre 994, on a élevé de son tombeau le corps de saint Martial, «apôtre» du Limousin, et, avec les autres reliques, on l'a monté en procession sur le mont Jovis, colline de Limoges. Au témoignage du chroniqueur Adémar de Chabannes, l'épidémie a cessé au bout d'un mois.

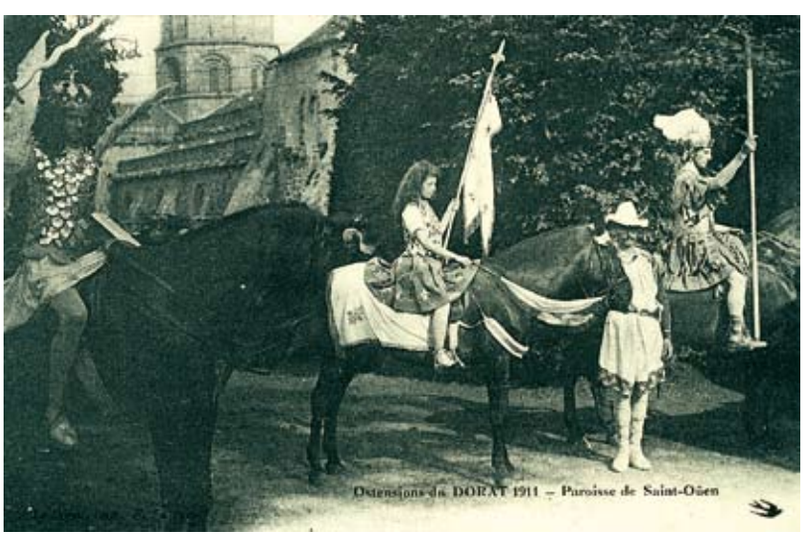
Les ostensions ordinaires ont commencé dès le XIIIe siècle. Dès le début du XVe siècle, des processions-ostensions se sont déroulées aussi à Saint-Léonard-de-Noblat, Saint-Junien, Tulle. Depuis le XVIe siècle, elles sont organisées selon une planification régulière, et dans un plus grand nombre d'églises du diocèse de Limoges.

Interrompues à la Révolution, les ostensions sont rétablies en 1806. L'évêque de Limoges est responsable de leur organisation, mais les confréries et les autorités civiles y participent activement.

Plusieurs éléments constituent la cérémonie des ostensions. Le cycle commence à Limoges – cette année le 18 avril –, avec la reconnaissance des reliques de saint Martial et de saint Loup à l'église Saint-Michel-des-Lions, puis avec celle du chef de saint Aurélien à la chapelle Saint-Aurélien. Lors de la reconnaissance, on ouvre les reliquaires et en authentifie le contenu. Le soir suit une procession aux flambeaux ; et, le lendemain, après une messe à la cathédrale, une procession des reliques mène jusqu'à la place de la Motte. Toute une série d'ostensions festives se déroulent jusqu'en octobre dans quatorze lieux du Limousin. Si l'élément religieux est toujours présent, les processions prennent souvent la forme de cortèges historiques. Le plus fameux est celui de Saint-Junien (28 juin) : 1 500 personnes costumées défilent ; plusieurs stations et chapelles représentent les épisodes de la vie des saints Junien, Amand et Théodore. Pour reconstituer la forêt où l'ermite Amand s'était réfugié, on recouvre la rue principale avec une immense quantité de branchages. Mais toutes les autres villes d'ostensions sont aussi abondamment décorées de fleurs de papier ou vivantes, de feuillages, de drapeaux, de guirlandes et de rubans.

Si les ostensions ont un sens religieux, chez la plupart des habitants de cette région plutôt déchristianisée, c'est un sentiment communautaire, identitaire qui prédomine ; la participation à l'organisation des manifestations, la mise en valeur du patrimoine culturel renforcent leur cohésion sociale.

Edina Bozoky



Deux communes de la Charente limousine participent aux ostensions, Abzac et Esse.

Une histoire des ostensions en Limousin, de Jean-Marie Allard et Stéphane Capot, éd. Culture et Patrimoine en Limousin, 2007.
Ostensions limousines, d'Alain Mingaud, éd. Lucien Souny, 2006.
La Légende dorée du Limousin. Les saints de la Haute-Vienne, Cahiers du patrimoine n° 36, 1993.

Edina Bozoky est maître de conférences à l'Université de Poitiers, membre du CESCM. Elle a publié récemment *La Politique des reliques* (Beauchesne, 2006) et *Le Livre secret des Cathares* (nouvelle édition revue et augmentée, Beauchesne, 2009)

SAINT-YRIEIX EN COLLOQUE

Les médiévistes des universités de Poitiers et Limoges organisent, du 18 au 20 juin à Limoges, Saint-Yrieix et Poitiers, un colloque interdisciplinaire sur le thème : «Chapitres séculiers et production artistique au XIIe siècle. Vie canoniale, art et musique à Saint-Yrieix».

A Poitiers, l'exposition «Les sciences de l'évolution» réalisée par l'Espace Mendès France et le Centre de valorisation des collections de l'Université de Poitiers propose une initiation didactique à la théorie initiée par Charles Darwin en 1859, qui nourrit depuis la biologie, la paléontologie ou la génétique

Par **David Perrault** Photos **Marc Deneyer**

L'évolution *expliquée aux bipèdes*

Il y a 50 millions d'années, un *Pakicetus* se lovait sur les rivages boueux d'un océan occupant une partie du Pakistan actuel. *Pakicetus* était un mammifère terrestre de la taille d'un chien. Museau allongé, longue queue et dents effilées, il ne dédaignait pas faire trempette histoire de se rafraîchir les idées. Ce quadrupède ne devait pas se douter que son crâne finirait, un jour, par être présenté à l'EMF de Poitiers. Ni qu'après un million d'années, un de ses lointains descendants, *Ambulocetus*, s'acclimaterait si bien à la mer. Et qu'enfin, une bonne douzaine de millions d'années plus tard, les rejetons d'*Ambulocetus* seraient des êtres entièrement marins : les ancêtres des cachalots ou des dauphins.

L'histoire spectaculaire des cétacés est une de celles mises en avant dans «Les sciences de l'évolution». Une baleine figure d'ailleurs sur l'affiche de l'exposition, comme exemple du processus décrit par Charles Darwin il y a 150 ans dans son ouvrage *De l'origine des espèces*. *«Lors de la première réunion du comité de pilotage,* explique Edith Cirot, responsable des expositions à l'Espace Mendès France, *le titre du projet était "l'évolution n'est plus une théorie" – c'est un fait scientifique.»* Lequel est aussi étayé de preuves que la gravitation de la Terre autour du Soleil. Mais à l'intérieur même de cette théorie bien vérifiée, beaucoup de détails restent des sujets de recherche, notamment les étapes de la transformation progressive des millions d'espèces qui peuplent ou ont peuplé la planète. Les chercheurs procèdent donc par tâtonnement. *«On ne cesse de douter, c'est essentiel à toute démarche scientifique,* rappelle Géraldine Garcia (CVCU), membre du comité de pilotage, paléontologue, maître de conférences à l'Université de Poitiers (IPHEP-UMR 6046). *On élabore des hypothèses, et chaque découverte de fossiles peut les remettre en cause.»*

Eutaxocrinus sturbi, groupe des Encrines (Echinodermes), Dévonien inférieur (-410 millions d'années).

TOUMAÏ EN GUEST-STAR

Prenez le cas de Toumaï, une des figures de l'exposition, exhumé en 2001 au Tchad par l'équipe du Poitevin Michel Brunet. En tant que plus ancien hominidé connu, ce bipède a chamboulé la chronologie établie jusqu'alors en repoussant l'âge de séparation entre la lignée des chimpanzés et celle de l'homme à plus de 7 millions d'années (7.04 ± 0.18 précisément). Presque rien selon les standards terrestres.

Affichée sur un grand panneau au début du parcours du visiteur, une échelle des temps transcrit les âges de la planète sous forme de calendrier annuel, le présent se situant le 31 décembre à minuit. Ainsi, la Terre s'est formée le 1er janvier (il y a 4,6 milliards d'années). Le 24 juin (2 milliards d'années) sont apparues les premières cellules à noyau. Le 11 décembre, les mammifères. Le 31 décembre à 10 h 30, les premiers préhumains (Toumaï, donc). Et le 31 décembre à 23 h 45 (il y a 150 000 ans), l'homme moderne, *Homo sapiens*.

Après cette partie principalement consacrée à l'évolution à l'échelle géologique (c'est à dire la paléontologie ou l'étude des fossiles), le visiteur fait un saut au XIXe

siècle sur les pas de Charles Darwin. Il se retrouve dans un cabinet de curiosités, le cadre de travail favori des savants de l'époque. A la fois bureau, musée et labo, l'endroit est meublé d'armoires vitrées. Des fossiles de plantes, de poissons, d'ammonites y côtoient des mammifères empaillés – tous issus du Centre de valorisation des collections de l'Université de Poitiers. L'occasion de rappeler que le naturaliste anglais, qui a voyagé cinq ans autour du globe, était un touche-à-tout qui basait ses travaux sur une observation minutieuse de la faune, de la flore, des fossiles. Après l'étude de dizaines de spécimens, il a ainsi pu constater les liens de parenté entre espèces disparues et espèces actuelles, via une série de variations s'étalant sur des millions d'années : c'est l'évolution. Si ces variations présentent un avantage par rapport au milieu naturel, elles ont des chances de perdurer dans les générations suivantes : c'est la sélection naturelle.

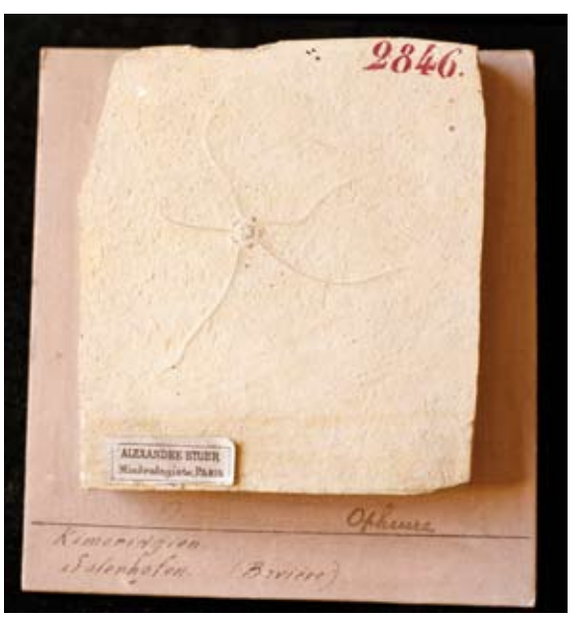
SACRÉ HASARD

Darwin savait que ces transformations se transmettaient de façon héréditaire, mais ne pouvait expliquer comment. Plusieurs décennies après sa mort, la génétique a apporté des réponses, développée dans la deuxième partie de l'expo. Lorsqu'un animal naît, il hérite des gènes de ses parents, qui sont en quelque sorte «copiés». Mais il peut se produire des erreurs lors de cette copie. Les gènes, portés par les chromosomes constitués d'ADN, peuvent subir des mutations : une espèce d'oiseaux à bec rouge peut subitement voir apparaître un individu à bec noir. Ce sont ces mutations qui permettent l'évolution biologique.

Mais c'est finalement dans la dernière salle de l'installation que l'idée la plus révolutionnaire de la théorie transparaît : l'absence de finalité dans l'évolution. Le fait qu'elle soit en partie le fruit du hasard. L'homme n'est pas un aboutissement, il continue de se transformer, comme les autres habitants de la planète. Ce principe a choqué dès 1859, et cela n'a pas cessé depuis. On ne trouvera pas dans l'exposition de traces – même fossilisées – des opposants à l'évolution, les créationnistes, ceux pour qui les êtres vivants ont été créés par une intelligence supérieure, Dieu. «Ici, nous parlons de faits scientifiques, précise Edith Cirot, pas de religion.» Mais la présence des créationnistes dans les journaux compilés dans la partie revue de presse, juste avant la sortie de l'exposition, montre qu'ils n'ont jamais été aussi actifs. Deux cents ans après sa naissance, Charles Darwin bouscule toujours les consciences. Et si c'était la marque d'un génie ? ■

Exposition jusqu'au 25 octobre à l'Espace Mendès France.
Cinq animateurs assurent les visites guidées.
http://maison-des-sciences.org 05 49 50 33 08

***Ostracion*, «Poisson coffre», animal actuel.**



Ophiure (Echinoderme), Kimmeridgien (-155 millions d'années), site de Solenhofen. Espèce toujours représentée dans le règne animal.

DES MILLIERS D'AMMONITES

Pour les ammonites, suivez la sortie de secours. C'est en effet juste derrière l'exposition, dans une grande salle, qu'est provisoirement stockée la collection de fossiles d'invertébrés de l'Université de Poitiers. Sur ces rayonnages, on trouve notamment ces mollusques gastéropodes disparus il y a 65 millions d'années, sortes de poulpes qui vivaient dans des coquilles enroulées pouvant atteindre plus d'un mètre de diamètre : les ammonites. Ils se comptent ici par milliers. Plus pour longtemps.

Car Delphine Thouverey (Centre de valorisation des collections de l'Université de Poitiers), titulaire d'un master Patrimoine et nouvelles technologies, les recense et les prépare à un déménagement vers un autre site. «Je les photographie, j'entre leurs caractéristiques dans l'ordinateur – date et lieu de découverte, espèce, etc. –, je les emballe et les place dans une caisse pour assurer leur conservation.» Delphine alimente donc une base de données qui permettra aux chercheurs du monde entier de gagner un temps précieux. Certains fossiles pourront peut-être débuter une nouvelle carrière dans des musées. Les plus chanceux ont déjà droit aux honneurs dans le cabinet de curiosités de l'exposition.

ENSMA

Des cathédrales pour le vent

Au début du XXe siècle, l'industrie de la soufflerie voit le jour avec l'essor de l'aviation. Pour préserver les pilotes d'essai et pallier les difficultés de l'étude de l'avion en vol, on décide d'utiliser une maquette qu'on fixe dans un conduit ; puis on fait circuler de l'air autour. Ainsi naît le concept de la soufflerie.
La dimension du parc français est remarquable : Saint-Cyr, Lille, Modane, Nantes, Marseille, Poitiers… Leurs spécialités sont aussi variées que l'aérodynamique des véhicules aéronautiques, spatiaux, terrestres, bâtiments et équipements sportifs.
C'est l'emblématique soufflerie bois de l'Ensma de Poitiers qui a inspiré ce film à Jean Tensi, ingénieur de recherche au CNRS, dans le laboratoire d'études aérodynamiques (UMR 6609), auteur du documentaire, réalisé en collaboration avec le service audiovisuel i-médias de l'Université de Poitiers. Le double DVD contient dans une première partie quatre films chronologiques sur l'évolution des souffleries en France. La deuxième partie réunit des interviews et un film pédagogique sur la fabrication d'une petite soufflerie destinée aux enfants.
Le récit est ponctué de témoignages des «compagnons bâtisseurs» qui racontent avec fierté et nostalgie l'aventure à laquelle ils ont participé et soulignent l'importance de continuer à utiliser les souffleries. L'informatique, loin de les avoir condamnées, en est devenue complémentaire. Les essais en soufflerie demeurent une étape indispensable entre les calculs et les essais en conditions réelles. ***A. D.***

Jean Tensi

Avant d'être installée à Poitiers, la soufflerie bois avait trouvé refuge dans une chapelle de Toulouse en 1940.

ORCADES

Des jeux pour comprendre

L'association Orcades publie deux nouveaux outils pédagogiques sur le thème des catastrophes naturelles. Le premier est un jeu : *Planète… Horizon 2050*. Tous les joueurs forment une seule équipe. L'objectif est de gérer les ressources naturelles et maintenir en vie les populations. Pour cela on dispose d'un stock d'énergie fossile à investir dans les énergies renouvelables, les forêts, l'entretien des richesses. Au bout de chaque tour, le bilan des progrès et dégâts écologiques détermine le niveau critique de CO_2 dans l'atmosphère et le nombre de catastrophes climatiques qui en découlent.
Ce jeu tout public a été testé sur des groupes d'adolescents accompagnés par des animateurs. Il est conçu de manière à les inciter à se concerter sur les tactiques à adopter. Fanny Gimeno, l'une des responsables de l'éducation au développement et à la solidarité internationale (EADSI) d'Orcades, coordinatrice du jeu, explique : «Il n'y a pas qu'une seule stratégie possible. J'ai un groupe qui a décidé par exemple de tout miser sur les forêts et a fini par manquer d'énergie. Trouver le bon équilibre est périlleux.» La victoire est d'autant plus difficile que, comme dans la réalité, les événements climatiques surgissent avec une puissance et une localisation aléatoires, qui se décide ici d'un jet de dés. La perte d'une population signifie la fin immédiate de la partie. «Certains élèves surpris par une défaite précoce m'interrogent : Tu es vraiment sûre qu'on peut gagner ?»
Le deuxième outil proposé par Orcades est le dossier *Catastrophes «naturelles»* destiné aux élèves de collège et lycée. La première partie, pédagogique, est structurée sur l'axe comprendre - réfléchir - agir. Exemple : la canicule de 2003 a-t-elle révélé un affaiblissement du lien social et familial en France ? Etait-ce lié à la pollution ? Que faire pour que cela ne se reproduise pas ? Il n'y a pas de réponse facile, le but est d'amener l'élève à un questionnement. Une fois dépassée l'émotion première, on tente de raisonner sur les problèmes de société qui se révèlent. Dans la seconde partie, interactive, exercices et jeux de rôles initient la réflexion sur des problématiques transversales, telles que : les inégalités sociales sont-elles des facteurs aggravants face aux risques naturels ? Le groupe, guidé par un animateur, mène un débat mouvant, modèle facilitant la prise de parole par la minorité et permettant de construire un argumentaire collectivement.
Jérôme Martin, deuxième responsable EADSI, organise la création, la diffusion et la formation sur le dossier. «Nous souhaitons que les enfants en parlent avec leur famille et fassent de la prévention. Aujourd'hui l'enjeu n'est plus seulement d'informer les gens mais de les responsabiliser, montrer l'exemple, leur faire prendre conscience qu'ils sont porteurs des solutions. Cela passe par l'information auprès des jeunes.»

Aude Debenest

www.orcades.com

VOLATILES

L'affaire louches

La première fois qu'un vol de louches à manche jaune a été repéré, c'était le 2 avril 2006 à Saint-Varent dans les Deux-Sèvres. Elles se sont posées sur l'arbre de la liberté devant la mairie. Le laboratoire d'observation international des louches (LOIL) a aussitôt prévenu le spécialiste Philip Greenwood pour qu'il se rende sur place et vérifie les faits, photos à l'appui. Depuis, les louches sont apparues à de multiples occasions : festival de théâtre scientifique pour jeune public en Belgique, festival international de la soupe à Lille. Puis à Lausanne, en septembre 2007, elles ont envahi le Parlement suisse en signe de protestation contre la montée de l'extrême droite aux élections fédérales. A Québec, en novembre de la même année, on a pu voir exceptionnellement des louches évoluer sur la neige. Comment ces objets familiers se déplacent-ils ? Mlle Geneviève, collaboratrice de Philipp Greenwood, a réussi à isoler l'ADM (axe de développement et de mobilité) des louches : elles avancent «comme un kangourou qui ferait du ski de fond».

Chaque phénomène migratoire de louches donne lieu à une conférence interactive animée par Philipp, qui s'achève toujours par l'adoption d'une louche et son torchon vaisselle par la famille jugée la plus responsable. Ceci afin que la louche puisse réintégrer son habitat naturel, la cuisine. Jusqu'ici 87 ont été adoptées avec succès. La prochaine rencontre de ce type est prévue pour les 2 et 3 mai, dans le cadre du festival Science en nature (en partenariat avec le Festival AH !), au Cébron, au nord de Parthenay. Sur ce site, un des pôles sciences et nature du Conseil général des Deux-Sèvres, le public pourra participer à la toute première sortie de terrain à la découverte des louches à manche bordeaux. Puis le 14 juin sur le même site, de nombreuses activités sport et nature seront proposées pour clôturer le mois sport et nature du Département. «Je présenterai les plans du VVTT (vélo véritablement tout-terrain) dont les pneus sont en peau de ragondin pour une meilleure adhérence, le NVV (nénuphar véritablement volant) spécialement conçu pour voguer sur la brume de Gâtine, le SIS (sentier d'interprétation subaquatique) pour découvrir les zones humides et les activités du CNRTS, centre national de recherche de traces de science», explique Philippe Boisvert. «Au travers de ces spectacles et avec l'aide de personnages récurrents, nous cherchons à attirer l'attention du public sur la préservation de l'environnement. Les louches sont une métaphore des migrations d'oiseaux et l'apparition d'espèces invasives dans notre région. La louche à manche noir évoque l'ibis noir qui sévit sur la façade atlantique. Le sentier d'interprétation subaquatique sert à découvrir flore et faune de cet environnement pour mieux le préserver.

Aude Debenest

BRASSEURS D'IDÉES

Ces animations qui ont pour but de «développer la complicité entre science et imaginaire» sont le fruit de la compagnie les Brasseurs d'idées, créée en 2002 par Christian Goichon (Philipp), ancien éducateur spécialisé revenu transformé d'un séjour prolongé au Québec, et Igor Potoczny, comédien bien connu de la Ligue d'improvisation niortaise (Aline et Cie). Les Brasseurs d'idées apportent sur la science un regard original mêlé d'humour, de poésie et d'absurde.

BOUGON

Parures préhistoriques

Dès la préhistoire, la parure marque le rang social, spirituel, la classe d'âge ou les croyances. Langage sans parole, elle permet de mieux appréhender les sociétés humaines. De la Préhistoire à la fin de l'époque gauloise, la notion de parure évolue comme en témoigne la diversification de ses matériaux et de son façonnage. Os, bois de cerf, coquillages, roches, métaux : le choix des matières premières et des couleurs peut être porteur de valeurs mais aussi révélateur de bouleversements sociaux et technologiques. Cette exposition conçue par le musée Bargoin de Clermont-Ferrand a été adaptée et enrichie par le musée des tumulus de Bougon. Plus de 200 objets issus de toute la France sont visibles.

«La parure, langage sans parole», du 18 avril au 1er novembre. 05 49 05 12 13

Boucle d'oreille en croissant ou lunule, or martelé, Bretagne, Age du Fer, ph. Hervé Neveu-Dérotrie (musée Dobrée, Nantes)

Collier de perles calcaires et dents d'animaux, Hypogée de Sarans, Néolithique, musée municipal d'Epernay.

MUSÉE ERNEST-COGNACQ

Larguez les amarres

Le Phénix, XIXe siècle, collection du musée Ernest-Cognacq, ville de Saint-Martin-de-Ré, don de la famille du maquettiste Jean Cartier.

A partir du 4 avril et pour un périple d'un an, le musée Ernest-Cognacq de Saint-Martin-de-Ré invite les visiteurs à embarquer à bord d'un vaisseau de la Royale pour y découvrir les conditions de vie des marins du XVIIIe siècle.
A l'époque où Louis XIV renforce la puissance maritime française et où Vauban émaille le littoral de ses forteresses, beaucoup d'hommes de l'île sont embauchés sur des navires marchands. C'est l'histoire de ces matelots que l'exposition retrace par le biais d'une scénographie innovante (Vasken Yéghiayan) alliant œuvres originales, reconstitutions et dispositifs audio-vidéo. La mise en scène de l'exposition immerge entièrement le visiteur dans l'atmosphère des navires et le confronte à la «vie de chien» des marins : travail épuisant, malnutrition, promiscuité… Le parcours est animé par des centaines d'objets et de documents prêtés par des établissements culturels (maquettes, instruments de marine, armes, cahiers de navigation).
L'exposition est accompagnée d'un cycle de conférences animées par des spécialistes du patrimoine maritime.

Tél. 05 46 09 21 22
musee-ildere.com

ESCALES EN POITOU-CHARENTES

L'exposition sur les fonds patrimoniaux écrits et graphiques des bibliothèques et services d'archives du Poitou-Charentes est visible au musée d'Agesci à Niort jusqu'au 19 avril puis à la salle des Jacobins à Saintes du 5 mai au 1er août.

LE VOYAGE DE TAI KAHANO, PIROGUE DES MARQUISES

Le muséum d'histoire naturelle de La Rochelle propose une découverte des îles Marquises jusqu'au 28 juin. Partant de la fabrication d'une pirogue, l'exposition s'étend à l'histoire du peuplement de l'archipel, le rapport à la mer et l'utilisation des matériaux.
05 46 41 18 25

bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous L'Actualité, plus les numéros hors série, retournez ce bon à : L'Actualité - Service abonnements - BP 23 - 86190 Vouillé Tél. 05 49 51 56 00

- ❑ **Je désire souscrire un abonnement d'un an à L'Actualité au prix de 22 € (étranger 35 €)**
- ❑ **Je désire souscrire un abonnement de deux ans à L'Actualité au prix de 40 € (étranger 55 €)**
- ❑ **Je vous adresse ci-joint mon règlement à l'ordre de L'Actualité**

Veuillez servir cet abonnement à :

M. Mme Mlle _____ **Prénom** _____

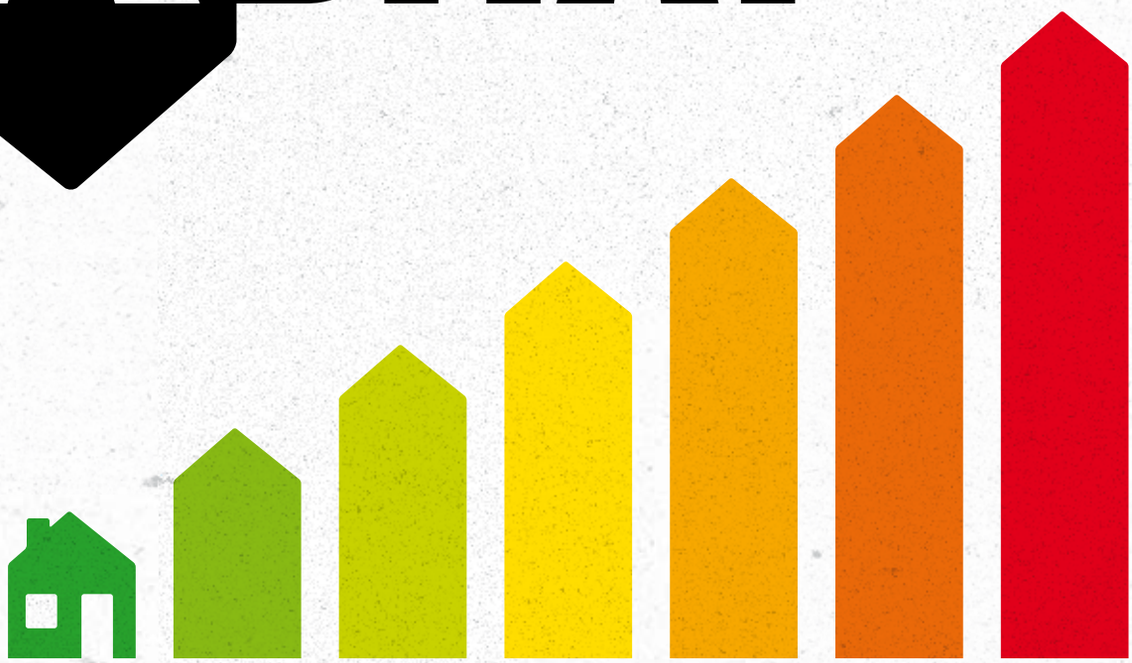
Adresse _____

Code postal _____ **Ville** _____

CYCLE DÉVELOPPEMENT DURABLE

du 30 septembre 2008 au 17 mai 2009

Énergies et HABITAT



Comprendre
et mieux gérer

EXPO - CONFÉRENCES - ANIMATIONS

POITIERS - 05 49 50 33 08

maison-des-sciences.org

ESPACE MENDES FRANCE

MBA // 05 49 03 53 53 // agencemba.fr

DU 10 MARS AU 25 OCTOBRE 2009

LES SCIENCES DE L'ÉVOLUTION

EXPO - CONFÉRENCES - ANIMATIONS
POITIERS - 05 49 50 33 08
maison-des-sciences.org

ESPACE MENDES FRANCE

MBA // 05 49 03 53 53 // agencemba.fr // crédit photo : NASA // Illustration baleine : Eridia Studio - www.eridia.com